



# Confédération syndicale internationale

## Sondage d'opinion mondial 2020



ITUC CSI IGB Confédération syndicale internationale

Enquête

**YouGov**



# Table des matières

À propos du rapport .....	6
Méthodologie .....	7
Avant-propos .....	8
<b>1.0 Résumé -Un monde précaire au bord de l'effondrement .....</b>	<b>12</b>
<b>1.1 Le contrat social est rompu .....</b>	<b>13</b>
La crise avait déjà frappé dans les ménages avant la pandémie de COVID-19 .....	13
<b>1.2 Inquiétude généralisée pour la planète et l'emploi .....</b>	<b>13</b>
Un monde inquiet.....	13
<b>1.3 Instaurer la confiance dans le gouvernement.....</b>	<b>14</b>
Les citoyens souhaitent que leur gouvernement agisse.....	14
<b>1.4 Une transition juste face au changement climatique         et à l'évolution technologique .....</b>	<b>14</b>
Évolution mondiale – il est urgent d'agir .....	14
<b>1.5 Législation du travail et protection sociale .....</b>	<b>15</b>
Les syndicats et les lois qu'ils protègent sont plus importants que jamais.....	15
<b>Le nouveau contrat social – Un plan d'action général pour les gouvernements faveur d'économies résilientes et durables .....</b>	<b>16</b>
<b>2.0 Principales conclusions : le contrat social est rompu .....</b>	<b>17</b>
La crise avait déjà frappé dans les ménages avant la pandémie de COVID-19.....	18
<b>2.1 Partout dans le monde, des travailleurs rencontrent des difficultés .....</b>	<b>19</b>
Arrivez-vous à vous en sortir – Comment décririez-vous votre situation financière?.....	19
<b>2.2 Effondrement des revenus familiaux.....</b>	<b>21</b>
Les revenus de votre ménage ont-ils diminué par rapport au coût de la vie? .....	21
<b>2.3 Pas assez d'emplois .....</b>	<b>23</b>
Avez-vous été ou un membre de votre famille a-t-il été au chômage? .....	23
<b>2.4 Pas assez d'emplois pour la génération future .....</b>	<b>24</b>
La génération à venir trouvera-t-elle des emplois décents? .....	24
<b>2.5 Le désespoir lié aux salaires .....</b>	<b>26</b>
Le salaire minimum permet-il de mener une vie décente? .....	26
<b>2.6 Les week-ends sont devenus des journées de travail.....</b>	<b>28</b>
Travaillez-vous davantage contre rémunération le week-end? .....	28
<b>3.0 3.0 Principales conclusions : Inquiétude généralisée pour la planète et l'emploi.....</b>	<b>29</b>
Un monde inquiet.....	30

3.1	Des populations inquiètes .....	31
	Qu'est-ce qui vous préoccupe? .....	31
3.2	Perte de contrôle.....	37
	Pensez-vous avoir le contrôle sur votre emploi et votre rémunération? ...	37
3.3	Le pouvoir aux mains des entreprises et des élites .....	40
	Qui a le pouvoir d'établir les règles de l'économie? .....	40
3.4	Le 1 % des personnes les plus riches fixe les règles de l'économie mondiale .....	44
	Le système économique est-il équitable pour la plupart des personnes? .....	44
3.5	Remise en cause de la mondialisation .....	46
	La situation économique est-elle bonne ou mauvaise? .....	46
<b>4.0</b>	<b>Principales conclusions : Instaurer la confiance dans le gouvernement .....</b>	<b>48</b>
	Les citoyens souhaitent que leur gouvernement agisse.....	49
4.1	L'ère de la colère et du désespoir .....	50
	Les sentiments que suscitent les actions gouvernementales .....	50
4.2	Un plan d'action pour les gouvernements .....	54
	Votre gouvernement devrait-il en faire plus pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail et le changement climatique? .....	54
4.3	Rétablir la confiance pour garantir la démocratie .....	59
	Feriez-vous confiance à votre gouvernement s'il agissait sur des questions nationales et internationales? .....	59
<b>5.0</b>	<b>Une transition juste pour faire face au changement climatique et à l'évolution technologique.....</b>	<b>64</b>
	Évolution mondiale – il est urgent d'agir .....	65
5.1	Les travailleurs ont le droit de savoir.....	66
	Les travailleurs ont-ils le droit de savoir ce que les employeurs prévoient pour garantir des lieux de travail à l'épreuve du climat? .....	66
5.2	Les grandes entreprises de technologie menacent la vie privée .....	68
	Les entreprises de technologie ont-elles une incidence positive ou négative sur nos vies? .....	68
5.3	Réglementer les grandes entreprises de technologie.....	73
	Faut-il réglementer les entreprises internationales de technologie? .....	73
<b>6.0</b>	<b>Législation du travail et protection sociale .....</b>	<b>76</b>
	Les syndicats et les lois qu'ils protègent sont plus importants que jamais.....	77
6.1	Soutien public en faveur la législation du travail et du droit de grève .....	78
	Êtes-vous favorable ou opposé à la législation du travail et au droit de grève? .....	78
6.2	La protection sociale est essentielle.....	82
	Les gouvernements doivent-ils fournir à leur population un accès à l'éducation et aux soins de santé, des pensions de retraite et des allocations de chômage, et un congé de maternité? .....	82
6.3	La responsabilité des syndicats : trois quarts des personnes soutiennent les organisations syndicales .....	85
	Les syndicats doivent-ils jouer un rôle actif dans la société? .....	85
	<b>Annexe : Principaux résultats .....</b>	<b>86</b>

**16 PAYS**

---

**3,1 MILLIARDS DE  
PERSONNES DE 18 ANS  
ET PLUS**

**56 % DE LA POPULATION  
MONDIALE DE 18 ANS  
ET PLUS**



# À propos du rapport

---

Les observations contenues dans le présent rapport se basent sur les résultats du sondage d'opinion mondial 2020 de la Confédération syndicale internationale (CSI).

L'enquête, effectuée en 2020 à la demande de la CSI, fait suite aux sondages d'opinion mondiaux réalisés en 2012, 2013, 2014 et 2017, ainsi qu'aux sondages d'opinion «Nouveaux fronts» de 2015, 2016 et 2019.

Les questions du sondage d'opinion mondial 2020 ont été posées à des adultes d'Afrique du Sud, d'Allemagne, d'Argentine, de Belgique, du Brésil, de Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chine, de Corée du Sud, des États-Unis d'Amérique, de France, d'Inde, du Japon, du Royaume-Uni et de Russie. Certaines questions n'ont pas été posées en Chine; en revanche, pour compléter les résultats, trois des questions du sondage ont été posées en Égypte, en Indonésie et au Mexique. Un millier de personnes ( $n = 1000$ ) ont été interrogées en ligne dans chaque pays, à l'exception des États-Unis ( $n = 1292$ ), du Royaume-Uni ( $n = 1605$ ) et de l'Allemagne ( $n = 2222$ ). Les résultats nationaux ont été pondérés équitablement afin d'établir une valeur «moyenne».

Pour les 16 questions posées dans tous les pays (y compris en Chine), la taille de l'échantillon mondial pondéré est  $n = 18281$ .

Pour les 18 questions (dont trois n'ont pas été posées en Chine, mais l'ont été en Égypte, en Indonésie et au Mexique), la taille de l'échantillon mondial pondéré est  $n = 21346$  (questions nos 5, 13 et 14).

Pour les 15 questions posées dans tous les pays sauf en Chine, la taille de l'échantillon mondial pondéré est  $n = 17251$  (Question no 19).

Les travaux sur le terrain ont été menés du 12 février au 9 mars 2020. Des quotas ont été utilisés pour tenir compte des proportions nationales en ce qui concerne l'âge, le genre et la région.

La société YouGov a été chargée de la conception du questionnaire (en collaboration avec la CSI), ainsi que du travail sur le terrain et de l'élaboration des tableaux de données. Le cabinet de consultants Kate Whelan a été chargé d'analyser les données et de rédiger le rapport.

Le sondage d'opinion mondial 2020 de la CSI a été mené dans 16 pays de différents continents, auprès de 3,1 milliards de personnes âgées de 18 ans et plus. Les résultats sont analysés d'un point de vue mondial, en tenant compte de la moyenne des 16 ou des 18 pays (selon la question), mais aussi individuellement pour chaque pays et sous un angle régional (continent américain, Asie et Europe) ou pour un groupe de pays précis (BRICS et G20). L'analyse tient également compte des résultats en fonction de données socioéconomiques (comme l'âge, le genre et le niveau d'instruction) et de tableaux à double entrée pour des questions relatives aux revenus et au chômage.

Les questions ont été réparties en cinq thèmes autour desquels s'articulent fondamentalement les principales conclusions du présent rapport.

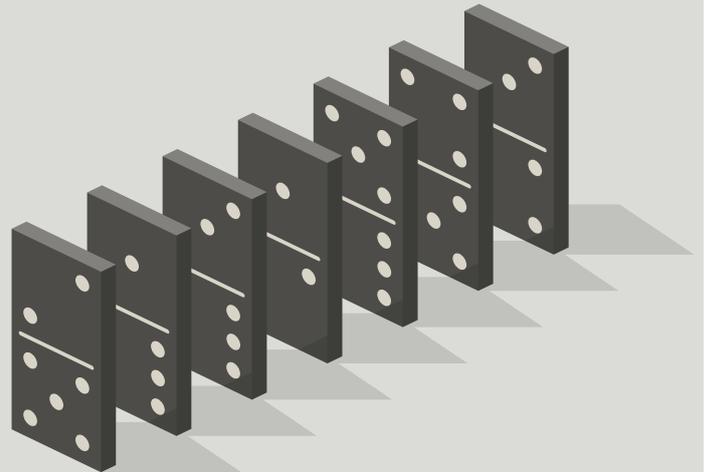
---

# Méthodologie

Pays	Taille de l'échantillon	Population totale (18 +)
Afrique du Sud 	1003	39244925
Allemagne 	2222	83783945
Argentine 	1006	32020063
Belgique 	1007	9229605
Brésil 	1006	158962081
Bulgarie 	1000	6948445
Canada 	1007	30621997
Chili 	1002	14702489
Chine 	1030	1135149883
Corée du Sud 	1001	43422691
Égypte 	1053	62345922
États-Unis d'Amérique 	1292	257509854
France 	1021	65273512
Inde 	1014	943061002
Indonésie 	2034	188589824
Japon 	1023	107339767
Mexique 	1008	88880588
Royaume-Uni 	1605	67886004
Russie 	1042	114761155

# Avant-propos

## Situation fragile sur le terrain – Les travailleurs au bord du gouffre



Le sondage d'opinion mondial 2020 de la CSI dresse le constat saisissant d'un monde précaire dans lequel les travailleurs et leur famille peinaient déjà à survivre avant que la pandémie de COVID-19 ne mette le monde à l'arrêt.

Nous assistons actuellement au plus grand acte de solidarité mondiale de notre histoire alors que certaines personnes ont renoncé à certaines libertés civiles et risqué leurs moyens de subsistance pour sauver des vies. Nous aurons besoin du même élan de solidarité pour faire face aux conséquences sociales et économiques de cette crise sanitaire, et éviter que certains ne basculent dans la misère alors que nous aurons à surmonter la dépression économique qui s'annonce.

Les gouvernements doivent travailler main dans la main avec les employeurs, les syndicats et la société civile pour veiller à ce que les plans de reprise instaurent la confiance et favorisent la résilience, s'engagent politiquement à accorder la même importance aux citoyens et à la planète qu'à l'économie, et s'appuient sur un nouveau contrat social pour nous guider vers l'avenir.

Les plans de relance doivent être transparents et se fonder sur les préoccupations des citoyens et sur leurs souhaits personnels et pour leurs enfants.

Le sondage d'opinion mondial 2020 de la CSI indique clairement les principaux éléments nécessaires à la reprise et à la résilience pour éviter de faire face au prochain choc mondial avec la même fragilité sociale et environnementale qui prévaut aujourd'hui.

Le contrat social est rompu et les principales constatations qui suivent montrent combien il est urgent de le restaurer.

### Une récession salariale généralisée :



75 % des personnes interrogées estiment que leur salaire a stagné ou a diminué.



Près de la moitié (43 %) des participants déclarent que les revenus de leur ménage diminuent par rapport au coût de la vie.



Selon 76 % des répondants, le salaire minimum ne suffit pas pour mener une vie décente.

## Partout dans le monde, des travailleurs rencontrent des difficultés :

 Presque la moitié des personnes interrogées (47 %) ont tout juste de quoi survivre ou ne parviennent pas à couvrir leurs besoins élémentaires.

 Une personne sur dix déclare ne pas avoir assez d'argent pour les biens de première nécessité, comme le logement et la nourriture.

### Conclusions régionales :

 Plus de la moitié des citoyens (54 %) du continent américain (Argentine, Brésil, Canada, Chili et États-Unis) arrivent tout juste à s'en sortir ou ne parviennent pas à couvrir leurs besoins élémentaires.

 Près de la moitié des personnes vivant dans les pays BRICS (47 %), ainsi qu'en Asie et dans les pays du G20 (46 % dans les deux groupes) se débattent pour couvrir leurs biens de première nécessité.

## Perte de contrôle par rapport à l'emploi et au salaire :

 33 % des personnes interrogées ressentent une perte de contrôle par rapport au choix d'un travail décent.

 Plus d'une personne sur quatre (28 %) indique avoir moins de contrôle sur le nombre d'heures qu'elle travaille.

## Une crise mondiale de l'emploi qui date d'avant la pandémie – partout, le pessimisme prévaut :

 Plus d'un tiers (39 %) des répondants indiquent qu'ils ont subi, personnellement ou au travers d'un membre de leur foyer, une perte d'emploi ou une réduction des heures de travail.

### Conclusions régionales :

 En Afrique du Sud, en Argentine, au Brésil et au Chili, plus de la moitié des ménages ont subi une perte d'emploi ou une réduction des heures de travail.

 En Europe, plus d'un quart des personnes interrogées (28 %) ont eu une expérience du chômage ou du sous-emploi.

 Près de la moitié (42 %) des personnes pensent qu'il est peu probable que la génération future trouve un emploi décent.

## Les préoccupations de la population :

Plus de deux tiers des personnes ayant répondu au sondage se disent préoccupées par :

- le changement climatique
- l'inégalité croissante
- l'utilisation abusive de leurs données personnelles en ligne
- les licenciements

Le désespoir des citoyens se transforme en colère qui alimente elle-même une forte défiance envers la démocratie en tant qu'institution. Pour rebâtir la confiance, il faut un engagement des gouvernements envers la population qui permet de fonder l'avenir sur une série bien différente de priorités.

Au travers de ses trois campagnes «Nouveaux fronts» – Démocratie et responsabilisation des gouvernements, Un nouveau contrat social et Notre travail à l'épreuve du climat et de l'emploi grâce à une transition juste –, la CSI fixe une série de revendications interconnectées. Les résultats du sondage d'opinion 2020 démontrent l'importance de chacune d'entre elles.

Les lignes de faille qui créent déjà d'importantes inégalités de revenus et des discriminations fondées sur la race et le genre, l'effondrement du marché du travail réglementé, l'urgence climatique, la croissance incontrôlée des monopoles mondiaux et l'absence de réglementation pour encadrer l'avidité des entreprises à l'origine d'une grande part du chaos et de l'incertitude qui règnent aujourd'hui doivent devenir de l'histoire ancienne alors que nous bâtissons notre avenir.

Les changements que nous réclamons en matière d'emploi, d'action climatique et de justice sur tant de fronts sont plus que de simples slogans. Ignorer ces avertissements provoquerait une hausse de la pauvreté et des inégalités, des conséquences qui, si rien ne change, se multiplieraient considérablement et viendraient s'ajouter à une dépression mondiale et aux ravages d'événements météorologiques extrêmes de plus en plus nombreux.

Tous ces objectifs politiques sont réalistes – c'est une question de volonté politique.

**Sharan Burrow**  
Secrétaire générale, CSI

# Campagnes « Nouveaux fronts » de la CSI

## Démocratie et responsabilisation des gouvernements

L'unique façon d'inverser cette tendance est de responsabiliser les gouvernements en leur demandant d'évaluer les questions qui comptent le plus pour la population et de rendre compte à leur propos.



**Emplois** – créer des emplois pour tendre au plein emploi



**Garantir des niveaux de vie grâce à des salaires minimums vitaux et à la négociation collective** pour veiller à une répartition juste des bénéfices et de la productivité



**Instaurer une protection sociale universelle**

**Mettre en place des mesures d'imposition progressive et en finir avec les paradis fiscaux et l'évasion fiscale** en créant de nouvelles taxes, notamment un impôt numérique et un impôt sur la fortune pour réduire les inégalités et financer des services publics essentiels



**Respecter les droits de la personne et du travail** en imposant l'obligation de diligence raisonnable pour éviter tout risque et réparer les injustices



**Protéger l'environnement et prévoir une transition juste pour agir sur le plan climatique**



**Ne pas limiter la participation des citoyens à un bulletin de vote et mettre en place des consultations démocratiques**

Ces domaines de responsabilisation sont au cœur du nouveau contrat social si nécessaire.

## La démocratie est en crise.

Interrogée sur son sentiment par rapport à la prise en compte de ses besoins et de ceux de sa famille par son gouvernement, une personne sur trois (36 %) se dit en colère ou désespérée..

Les entreprises et les nantis ont trop d'influence sur l'économie mondiale alors que les personnes comme les participants au sondage en ont bien trop peu.



Deux personnes interrogées sur trois (66 %) estiment que les personnes comme elles n'ont que peu d'influence sur l'économie mondiale.



Près de trois quarts (71 %) pensent que le système économique de leur pays favorise les plus riches.



Dans tous les pays du sondage, **une majorité de répondants** estiment que le système économique est favorable aux riches.

## Un nouveau contrat social

**Soutien aux cinq actions qui garantissent une sécurité sociale – en moyenne, neuf répondants sur dix (89 %) sont favorables à un soutien gouvernemental :**

-  **91 %** sont favorables à ce que le gouvernement fournisse un accès aux soins de santé
-  **91 %** sont favorables à ce que le gouvernement fournisse des prestations de retraite décentes
-  **90 %** sont favorables à l'accès à l'éducation
-  **87 %** sont favorables à l'indemnisation du congé maternité
-  **84 %** sont favorables à ce que le gouvernement fournisse des prestations de chômage

**L'action climatique et la transition juste sont également des éléments clés du nouveau contrat social.**



**Soutien à la législation du travail – en moyenne, les cinq lois recueillent un soutien de 84 % :**

-  **92 %** Des lois qui soutiennent la santé et la sécurité des travailleurs
-  **88 %** Des lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs
-  **85 %** Des lois qui donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement
-  **81 %** Des lois qui donnent aux travailleurs le droit de se syndiquer
-  **71 %** Des lois qui protègent le droit de grève



**Les citoyens savent ce qu'ils veulent en termes de sécurité économique et sociale.**

**Le besoin vital de disposer d'emplois de qualité et d'une protection sociale est évident. Mais il est tout aussi important que ces emplois soient décentes et accompagnés de droits légaux garantis.**

## Notre travail à l'épreuve du climat et de l'emploi grâce à une transition juste

**Il faut également pouvoir effectuer une transition juste lorsque nous sommes face aux choix que nous imposent le meilleur et le pire de la technologie.**



**Environ une personne sur trois (30 %) estime que les grandes entreprises de technologie ont eu un effet négatif sur les travailleurs.**



**Près d'un tiers des répondants (32 %) pensent que les grandes entreprises de technologie ont un impact négatif sur la société.**



**Presque la moitié de toutes les personnes interrogées (47 %) s'inquiètent de la protection de leurs données personnelles en ligne.**



**Une grande majorité des personnes (66 %) soutiennent l'augmentation des taxes et des réglementations imposées aux entreprises de technologie.**



**L'action climatique et la transition juste sont également des éléments clés du nouveau contrat social.**



**Pour 79 % des personnes** interrogées, les travailleurs doivent avoir le droit de connaître les mesures que leur entreprise prévoit pour tenir compte des défis climatiques pour les emplois et les lieux de travail.



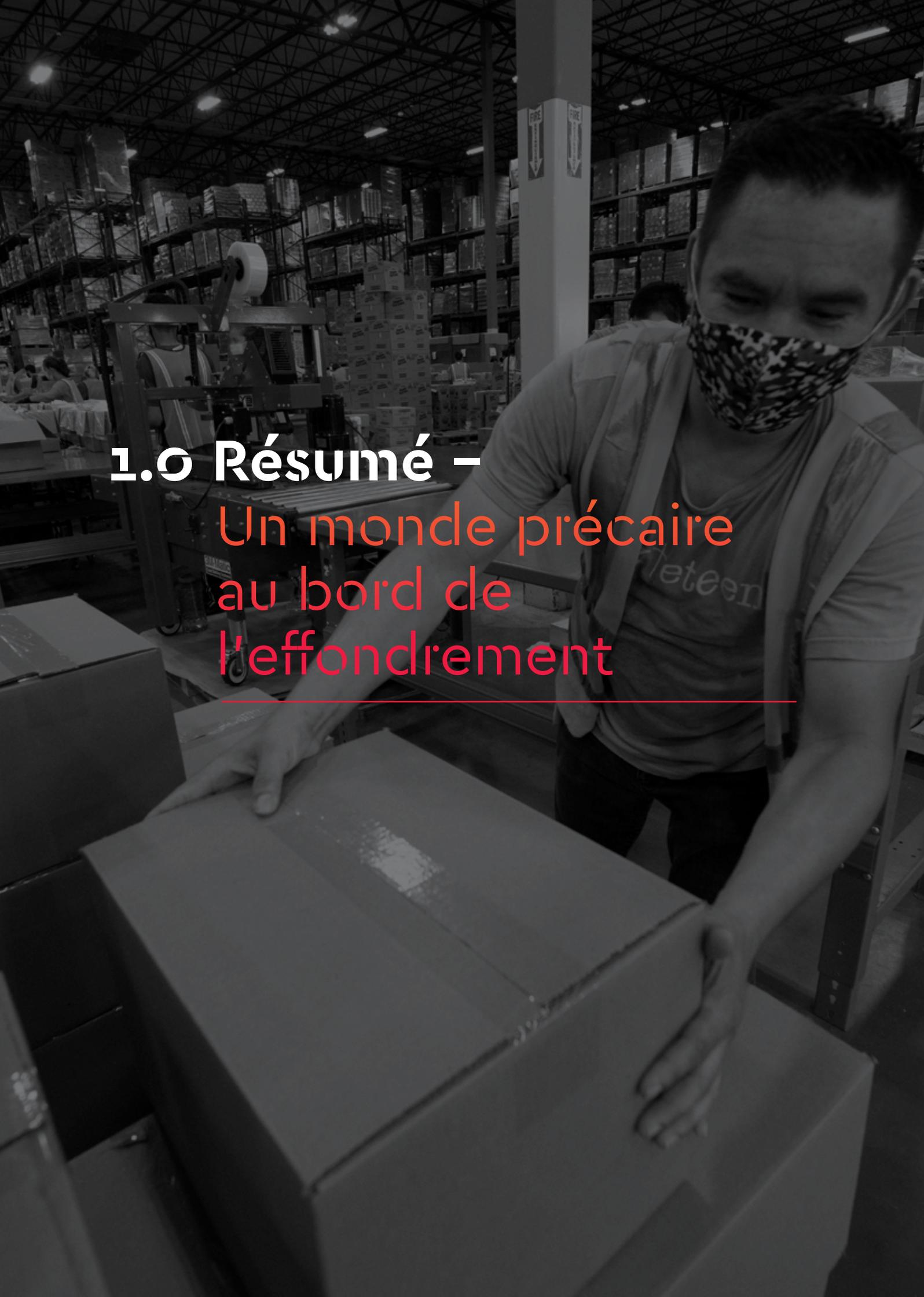
**Plus de deux tiers** des personnes interrogées sont préoccupées par le changement climatique (69 %).



**Selon 63 % des personnes,** leur gouvernement devrait en faire plus pour promouvoir une transition juste vers un avenir sans carbone.



**Une personne sur trois** déclare que l'action de son gouvernement pour réduire les effets du changement climatique la met en colère ou la désespère.

A black and white photograph of a worker in a warehouse. The worker is wearing a patterned face mask and a light-colored t-shirt with a logo that partially reads 'eteen'. He is leaning over a large cardboard box, with his hands on it. The background shows a vast warehouse with high ceilings, metal beams, and numerous shelves stacked with boxes. A fire exit sign is visible on a pillar in the background. The overall atmosphere is industrial and busy.

## 1.0 Résumé –

Un monde précaire  
au bord de  
l'effondrement

---

## 1.1 Le contrat social est rompu

### La crise avait déjà frappé dans les ménages avant la pandémie de COVID-19

Bien avant que ne frappe la crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19, partout dans le monde, les finances des ménages étaient extrêmement précaires.

En effet, près de la moitié des personnes interrogées (47 %) déclarent arriver tout juste à s'en sortir ou ne pas avoir assez d'argent pour les biens de première nécessité. Dans tous les pays couverts par le sondage, une personne sur dix (10 %) déclare ne pas avoir assez d'argent pour les biens de première nécessité. Une personne sur deux ne dispose d'aucune réserve financière, n'a pas la possibilité d'épargner en cas de difficultés à venir et compte sur chaque salaire pour survivre.

Près de la moitié des personnes interrogées (43 %) déclarent que les revenus de leur ménage diminuent par rapport au coût de la vie. Trois quarts des personnes ayant répondu au sondage (75 %), c'est-à-dire plus de la moitié de la population mondiale, estiment que leurs revenus ont soit stagné, soit diminué par rapport au coût de la vie. Ces chiffres se confirment depuis le premier sondage d'opinion mondial de la CSI en 2012 et montrent que les travailleurs et les travailleuses n'ont toujours pas la possibilité d'aller de l'avant.

De nombreuses familles, partout dans le monde, subissent déjà le chômage ou le sous-emploi et plus d'un tiers des répondants (39 %) signalent qu'ils ont expérimenté, personnellement ou au travers d'un membre de leur foyer, une perte d'emploi ou une réduction des heures de travail ces deux dernières années.

On voit donc qu'une part importante de la population mondiale se bat pour survivre et que cette situation est antérieure aux importantes pertes d'emploi et à la crise financière imputables à la pandémie de COVID-19. Peu de temps avant cette catastrophe, le pessimisme à propos de l'avenir régnait partout : près de la moitié des personnes interrogées (42 %) pensent en effet qu'il est fort peu probable que la génération future trouve un emploi décent.

Alors qu'il y a de grands risques que les perspectives d'emploi s'effondrent, trois quarts des répondants (76 %) estiment que le salaire minimum n'est pas suffisant pour vivre décemment.

## 1.2 Inquiétude généralisée pour la planète et l'emploi

### Un monde inquiet

Partout, sur tous les continents, les citoyens sont anxieux et inquiets, et cet état d'esprit est antérieur à la crise sanitaire et économique liée à la COVID-19. Plus de deux tiers des personnes interrogées se disent préoccupées par le changement climatique, l'inégalité croissante, l'utilisation abusive de leurs données personnelles en ligne et les licenciements (69 % pour chaque catégorie).

Toutefois, c'est l'emploi qui suscite le plus d'inquiétudes dans les pays les plus angoissés de la planète : en effet, dans les cinq pays les plus en proie aux préoccupations (Afrique du Sud, Bulgarie, Inde, Brésil et Chili), au moins huit personnes sur dix appréhendent de perdre leur emploi.

Ces angoisses surviennent à une époque où, au début de 2020, une personne sur deux (52 %) estime que la situation économique de son pays est «mauvaise», dont un peu moins d'une personne sur cinq (17 %) qui la juge «très mauvaise».



**1 personne sur 2**  
estime que la situation  
économique de son  
pays est mauvaise.

Les citoyens se sentent également impuissants : dans les pays où le sondage a été effectué, deux personnes sur trois (66 %) indiquent en effet que les personnes comme elles n'ont que peu d'influence sur l'économie mondiale. Presque autant des personnes (63 %) estiment que les travailleurs ont trop peu d'influence. Ces résultats sont à mettre en parallèle avec l'opinion d'une majorité de répondants qui pensent que le 1 % des personnes les plus riches (66 %) et les intérêts des entreprises (57 %) ont trop d'influence.

Tous ces avis convergent et s'accordent pour affirmer que leur système économique national est favorable aux riches, une opinion exprimée par 71 % des personnes interrogées, soit près de trois quarts d'entre elles, et partagée par la majorité des répondants de tous les pays couverts par le sondage.

## 1.3 Instaurer la confiance dans le gouvernement

### Les citoyens souhaitent que leur gouvernement agisse

Partout dans le monde, la population est en colère et désespérée. En moyenne, plus d'un tiers des personnes ayant répondu (38 %) déclarent que les mesures que leurs dirigeants adoptent dans six domaines d'action suscitent chez elles de la colère ou du désespoir. Cela représente une personne sur trois dont la réaction est négative, voire viscérale, envers l'action de son gouvernement relative à une série de thèmes importants.

Ce sont probablement les mesures gouvernementales relatives à l'inégalité croissante qui suscitent le plus de colère de la part de la population mondiale puisque près d'un quart des répondants (22 %) déclarent que l'action de leurs dirigeants les contrarie. D'autres résultats font également ressortir le sentiment que la démocratie traverse une crise puisqu'une personne sur trois (36 %) se dit en colère ou désespérée lorsqu'elle est interrogée sur la prise en compte du gouvernement de ses besoins et de ceux de sa famille.



**1 personne sur 3** est en colère ou désespérée lorsqu'on lui demande ce qu'elle pense du fait que son gouvernement les écoute et des besoins de sa famille

La population réclame des actions. Pour les neuf domaines d'intervention qui leur ont été présentés, en moyenne, plus de deux tiers des répondants (67 %) souhaitent que leur gouvernement agisse davantage. Le plus souvent, ils veulent plus de mesures gouvernementales pour créer des emplois en investissant dans la prise en charge des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants d'âge préscolaire (74 %) et pour s'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés (73 %).

Ils souhaitent aussi que leur gouvernement agisse plus pour augmenter le salaire des travailleurs (70 %) et qu'il intervienne davantage en matière d'apprentissage tout au long de la vie (69 %), ainsi que sur la nouvelle question de la réglementation de l'économie numérique (61 %). De leur point de vue, leurs dirigeants doivent adopter de nouvelles règles pour que les entreprises multinationales mettent fin à l'exploitation des travailleurs dans leurs chaînes d'approvisionnement (66 %) et pour protéger la sécurité de l'emploi et les droits au travail pour les travailleurs nationaux et migrants (57 %). Enfin, ils désirent

que leur gouvernement agisse comme un citoyen du monde responsable en adoptant des mesures relatives au changement climatique qui promeuvent une transition juste vers un avenir «zéro carbone» (63 %) et en travaillant avec d'autres pays pour promouvoir la paix, l'emploi et les droits de l'Homme (64 %).

Des actions dans ces domaines et sur d'autres thèmes aideraient à rétablir la confiance du public dans le gouvernement : en moyenne, la moitié (52 %) des personnes interrogées déclarent qu'elles auraient davantage confiance dans leurs dirigeants s'ils adoptaient des actions dans sept domaines d'intervention.

## 1.4 Une transition juste face au changement climatique et à l'évolution technologique

### Évolution mondiale – il est urgent d'agir

Au début de 2020, le changement climatique occupait largement les esprits de la population mondiale qui réclame des actions.



**Plus des deux tiers** des personnes s'inquiètent du changement climatique

Le changement climatique figure en effet parmi les trois principales préoccupations des citoyens du monde et plus de deux tiers des personnes interrogées se disent «inquiètes» l'égard du changement climatique (69 %), dont 40 % s'estiment «très inquiètes». Un peu moins de deux tiers des personnes ayant répondu (63 %) pensent que leur gouvernement devrait en faire plus pour promouvoir une transition juste vers un avenir sans carbone, alors qu'une personne sur trois (36 %) réagit vivement à l'action de son gouvernement pour réduire les effets du changement climatique, ressentant de la colère ou du désespoir.

En termes d'actions concrètes, plus de trois quarts des personnes interrogées partout dans le monde (79 %) estiment que les travailleurs doivent avoir le droit de connaître les mesures que leur entreprise prévoit pour tenir compte des défis climatiques pour les emplois et les lieux de travail.

Sur tous les continents, la question émergente de la réglementation des grandes entreprises internationales de technologie et de la protection de leurs travailleurs, souvent vulnérables, préoccupe la population. Si la majorité des personnes ayant répondu au sondage (73 %) estiment que les grandes entreprises internationales de technologie ont eu un effet positif sur leur vie en la leur facilitant, ça a un coût. En effet, de plus en plus de personnes reconnaissent l'incidence négative que de telles entreprises peuvent avoir sur les travailleurs puisque près d'un répondant sur trois (30 %) partage ce sentiment. Près d'un autre tiers (32 %) estime qu'elles ont eu une incidence négative sur notre société.

Toutefois, la question qui soulève le plus d'inquiétudes chez les personnes interrogées est celle qui les touche directement, à savoir la protection de leurs données personnelles en ligne (47 %) : près de la moitié des répondants soulignent l'impact négatif des grandes entreprises internationales de technologie sur ce point.



**2 personnes sur 3**  
pensent que les syndicats  
ont un rôle important à  
jouer dans la société

Enfin, plus de deux tiers des personnes (66 %) souhaitent que leur gouvernement agisse et augmente les taxes payées par les entreprises internationales de technologie et autant déclarent qu'elles soutiendraient une hausse du nombre de réglementations auxquelles elles doivent se soumettre.

## 1.5 Législation du travail et protection sociale

### Les syndicats et les lois qu'ils protègent sont plus importants que jamais

En ces temps de grande incertitude économique, partout sur la planète, les gens reconnaissent l'importance des syndicats, ainsi que de la législation du travail et des protections sociales pour lesquelles ils se battent.

À l'échelle mondiale, deux personnes interrogées sur trois (68 %) pensent que les syndicats ont un rôle important à jouer dans la société et c'est un point de vue que partage la majorité de la population de tous les pays couverts par le sondage. C'est aussi le sentiment d'au moins 65 % de la population de chacune des régions et de chacun des groupes de pays étudiés : dans les pays BRICS (75 %), en Asie (69 %), en Europe (68 %), dans les pays du G20 (67 %) et sur le continent américain (65 %).

Aujourd'hui – comme toujours –, le soutien en faveur des lois qui protègent les travailleurs est généralisé. Un soutien considérable se dégage en faveur des lois qui protègent la santé et la sécurité des travailleurs (92 %), qui leur donnent le droit de négocier collectivement (85 %) et qui leur garantissent un salaire minimum décent (88 %). La population soutient massivement des lois qui accordent aux travailleurs le droit de se syndiquer (81 %) et le droit de grève (71 %). Dans tous les pays couverts par le sondage, une majorité de répondants soutiennent chacune de ces lois.

Ce soutien reste identique, indépendamment de l'âge et du genre.

Outre les droits des travailleurs et des travailleuses, on note un soutien partout dans le monde en faveur de socles de protection sociale pour lesquels les syndicats se battent : au moins 84 % des personnes interrogées soutiennent l'accès à l'éducation (90 %) et aux soins de santé (91 %), des pensions de retraite décentes (91 %), l'indemnisation du congé maternité (87 %) et des allocations de chômage (84 %).

## Le nouveau contrat social – Un plan d'action général pour les gouvernements favorable d'économies résilientes et durables

1



### Emploi, économie des soins et conditions de travail

- Créer des emplois en investissant dans la prise en charge des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants d'âge préscolaire (**74 %**).
- Prendre des mesures gouvernementales en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie (**69 %**).
- Protéger la sécurité de l'emploi et les droits des travailleurs pour les travailleurs nationaux et migrants (**57 %**).

2



### Revenus et protection sociale

- Prendre des mesures visant à augmenter le salaire des travailleurs (**70 %**).

3



### Maîtriser le pouvoir des entreprises OU réglementer les monopoles

- Réglementer l'économie numérique (**61 %**).
- S'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés (**73 %**).
- Adopter de nouvelles règles pour que les entreprises multinationales mettent fin à l'exploitation des travailleurs dans leurs chaînes d'approvisionnement (**66 %**).
- **66 %** des répondants souhaitent que leur gouvernement augmente les taxes payées par les entreprises internationales de technologie.
- **66 %** des personnes interrogées soutiendraient leur gouvernement s'il augmentait les réglementations auxquelles les grandes entreprises internationales de technologie doivent se soumettre.

4



### Changement climatique

- Agir pour promouvoir une transition juste vers un avenir «zéro carbone» (**63 %**).

5



### Paix et sécurité

- Travailler avec d'autres pays pour promouvoir la paix, l'emploi et les droits de l'Homme (**64 %**).
- Une majorité de répondants (**53 %**) affirment qu'ils auraient davantage confiance dans leur gouvernement s'il s'engageait au travers d'un traité international interdisant les armes nucléaires.



**2.6 Principales  
conclusions :**  
le contrat social  
est rompu

---

## La crise avait déjà frappé dans les ménages avant la pandémie de COVID-19



**Bien avant que ne frappe la crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19, partout dans le monde, les finances des ménages étaient extrêmement précaires.**

En effet, près de la moitié des personnes interrogées (47 %) déclarent arriver tout juste à s'en sortir ou ne pas avoir assez d'argent pour les biens de première nécessité. Dans tous les pays couverts par le sondage, une personne sur dix (10 %) déclare ne pas avoir assez d'argent pour les biens de première nécessité. Une personne sur deux ne dispose d'aucune réserve financière, n'a pas la possibilité d'épargner en cas de difficultés à venir et compte sur chaque salaire pour survivre.

Près de la moitié des personnes interrogées (43 %) déclarent que les revenus de leur ménage diminuent par rapport au coût de la vie. Trois quarts des personnes ayant répondu au sondage (75 %), c'est-à-dire plus de la moitié de la population mondiale, estiment que leurs revenus ont soit stagné, soit diminué par rapport au coût de la vie. Ces chiffres se confirment depuis le premier sondage d'opinion mondial de la CSI en 2012 et montrent que les travailleurs et les travailleuses n'ont toujours pas la possibilité d'aller de l'avant.

De nombreuses familles, partout dans le monde, subissent déjà le chômage ou le sous-emploi et plus d'un tiers des répondants (39 %) signalent qu'ils ont expérimenté, personnellement ou au travers d'un membre de leur foyer, une perte d'emploi ou une réduction des heures de travail ces deux dernières années.

On voit donc qu'une part importante de la population mondiale se bat pour survivre et que cette situation est antérieure aux importantes pertes d'emploi et à la crise financière imputables à la pandémie de COVID-19. Peu de temps avant cette catastrophe, le pessimisme à propos de l'avenir régnait partout : près de la moitié des personnes interrogées (42 %) pensent en effet qu'il est fort peu probable que la génération future trouve un emploi décent.

Alors qu'il y a de grands risques que les perspectives d'emploi s'effondrent, trois quarts des répondants (76 %) estiment que le salaire minimum n'est pas suffisant pour vivre décemment.

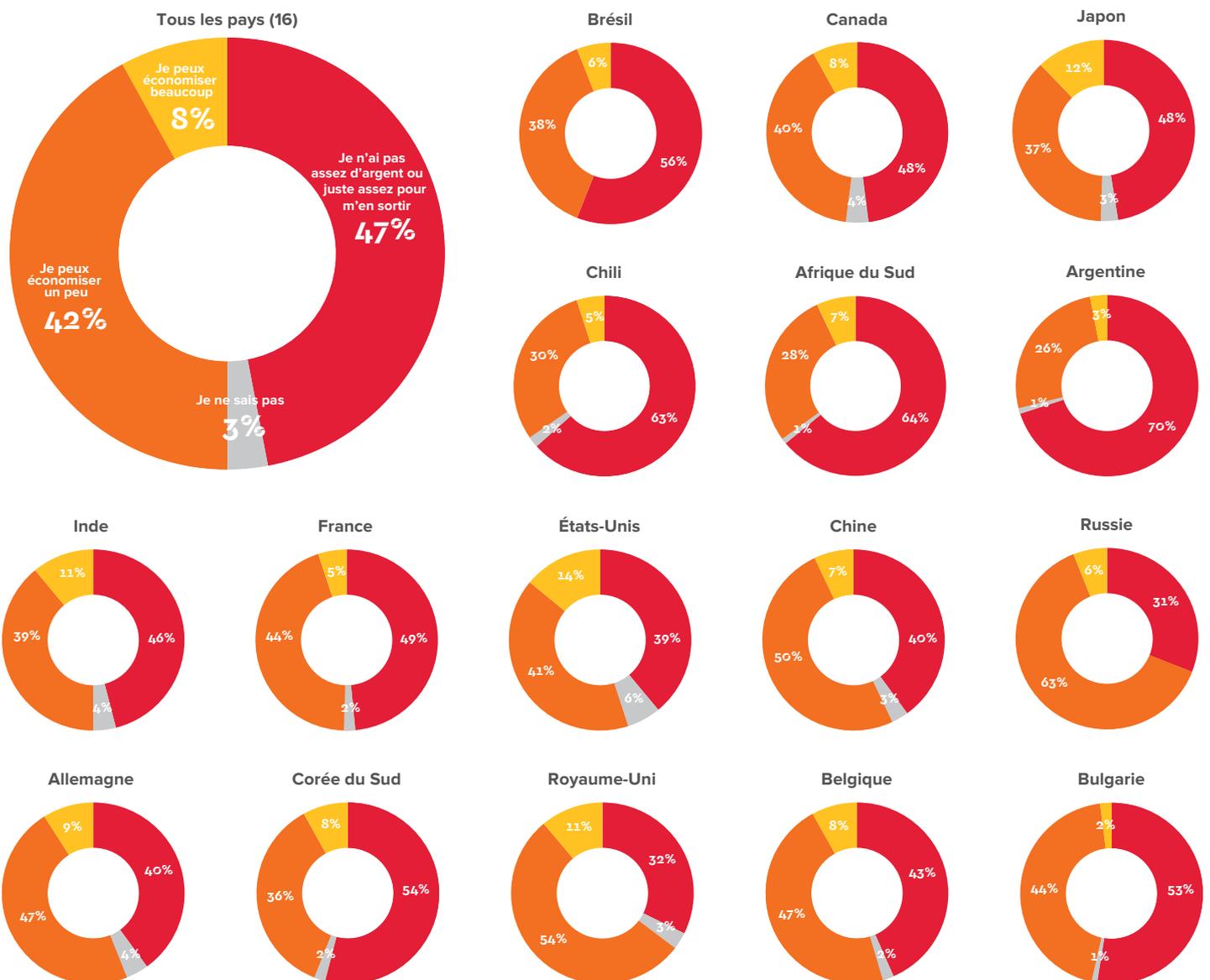
## 2.1 Partout dans le monde, des travailleurs rencontrent des difficultés

Arrivez-vous à vous en sortir – Comment décririez-vous votre situation financière ?

«De nombreuses personnes dans le monde vivent dans la pauvreté et se battent pour survivre.»

Dans l'ensemble, près de la moitié des personnes interrogées (47 %) déclarent arriver tout juste à s'en sortir ou ne pas avoir assez d'argent pour les biens de première nécessité, dont une personne sur dix personnes (10 %) qui signale ne pas avoir assez d'argent pour les biens de première nécessité, comme le logement et la nourriture.

## Arrivez-vous à vous en sortir – Comment décririez-vous votre situation financière ?



Graphique 1 Question 2 Comment décririez-vous votre situation financière? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292.

«L'Argentine, l'Afrique du Sud et le Chili traversent une crise financière.»

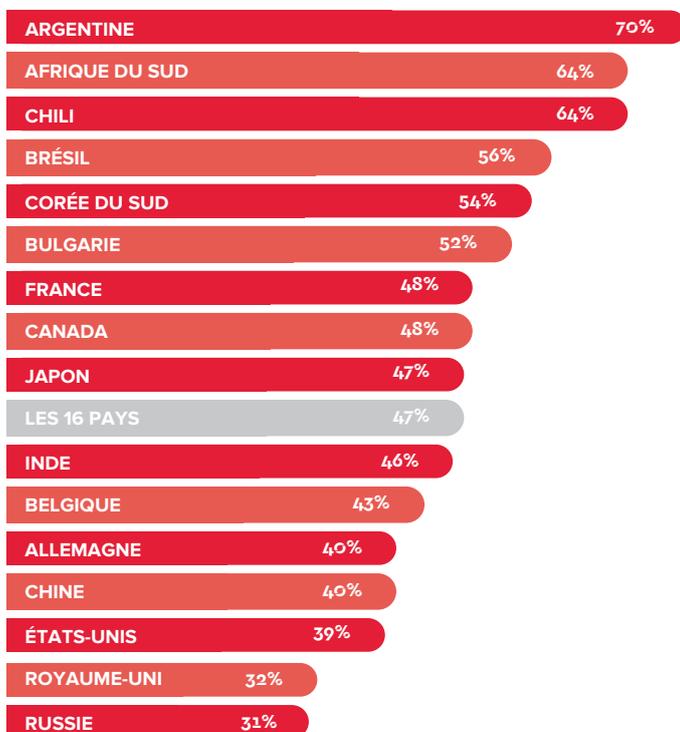
C'est en Argentine (70 %), et en Afrique du Sud et au Chili (64 % dans les deux pays) que les pressions liées au coût de la vie sont les plus fortes : en effet, environ deux personnes interrogées sur trois déclarent ne pas avoir assez d'argent pour les biens de première nécessité ou arriver tout juste à s'en sortir. Une part importante de la population de ces pays ne parvient pas à couvrir ses besoins essentiels : près d'une personne sur cinq (18 %) en Argentine indique ne pas avoir assez d'argent pour les biens de première nécessité, alors que respectivement 16 % et 13 % des répondants en Afrique du Sud et au Chili signalent être dans la même situation.

«Les résultats régionaux pour le continent américain et les pays asiatiques, ainsi que pour les groupes de pays (BRICS et G20) démontrent que les difficultés financières ne se cantonnent pas à une région.»

Près de la moitié des personnes des pays BRICS et d'Asie (47 % dans les deux groupes), et du G20 (46 %) se débattent pour couvrir leurs biens de première nécessité. La situation est encore plus délicate sur le continent américain où près de deux personnes sur trois (54 %) arrivent tout juste à s'en sortir ou n'ont pas assez d'argent pour les biens de première nécessité.

## Arrivez-vous à vous en sortir – Comment décririez-vous votre situation financière ?

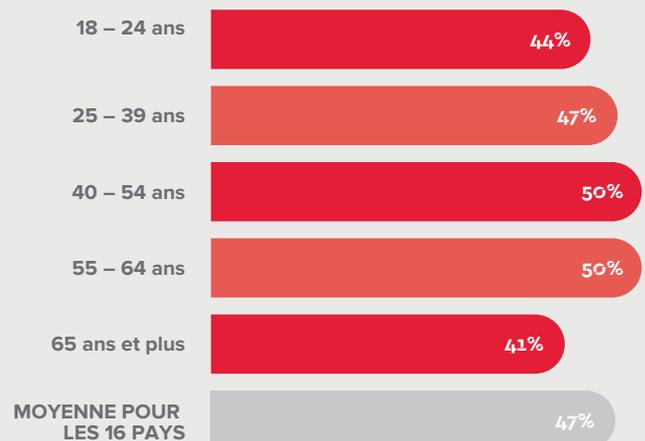
« J'arrive tout juste à m'en sortir » et « Je n'ai pas assez d'argent pour les biens de première nécessité, comme le logement, la nourriture et l'électricité » (2)



### Conclusions ciblées



« J'arrive tout juste à m'en sortir » et « Je n'ai pas assez d'argent pour les biens de première nécessité, comme le logement, la nourriture et l'électricité » (3)



**Graphique 2 Question 2 Comment décririez-vous votre situation financière?** Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction des résultats combinés obtenus pour les deux affirmations « Je n'ai pas assez d'argent pour les biens de première nécessité » et « J'arrive tout juste à m'en sortir ».

## 2.2 Effondrement des revenus familiaux

### Les revenus de votre ménage ont-ils diminué par rapport au coût de la vie ?

*«Partout dans le monde, la situation financière individuelle continue de se détériorer.»*

Un peu moins de la moitié des répondants (43 %), soit près de la moitié de la population mondiale, indiquent que les revenus de leur ménage ont diminué par rapport au coût de la vie. Comptabilisés avec les personnes qui ont déclaré que leurs revenus sont restés les mêmes (32 %), trois quarts des citoyens du monde (75 %) indiquent que leurs revenus et ceux de leur famille ont stagné ou diminué par rapport au coût de la vie et ce, même avant la crise économique liée à la pandémie de COVID-19.

*«Dans plusieurs pays de différentes régions du monde, davantage de personnes rencontrent des difficultés.»*

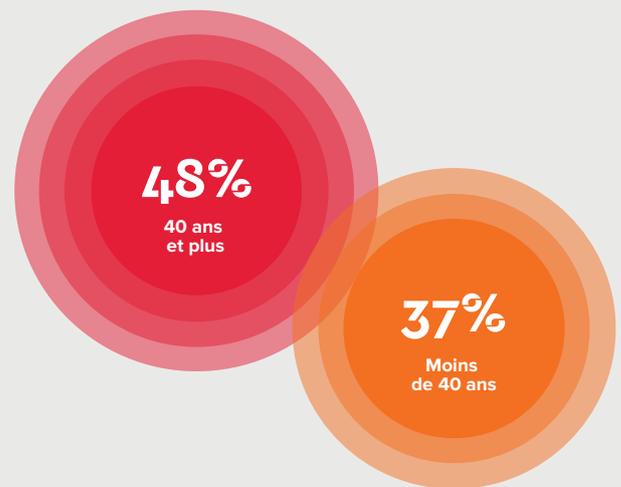
Si la proportion mondiale des personnes dont le revenu a diminué par rapport au coût de la vie est alarmante, dans certains pays, la situation est encore plus inquiétante. En Argentine, plus de deux répondants sur trois (70 %) indiquent que les revenus de leur ménage diminuent par rapport au coût de la vie. Dans d'autres pays de différentes régions du globe, comme la Belgique (57 %), l'Afrique du Sud (55 %), la France (54 %), le Canada et le Chili (52 % dans les deux pays), et le Brésil (50 %), les revenus de la moitié de la population, voire plus, diminuent par rapport au coût de la vie.

Si les citoyens de nombreux pays rencontrent des difficultés, ce sont ceux de pays américains (51 %) et européens (48 %) qui sont les plus durement touchés puisque plus de la moitié d'entre eux signalent une diminution de leurs revenus.

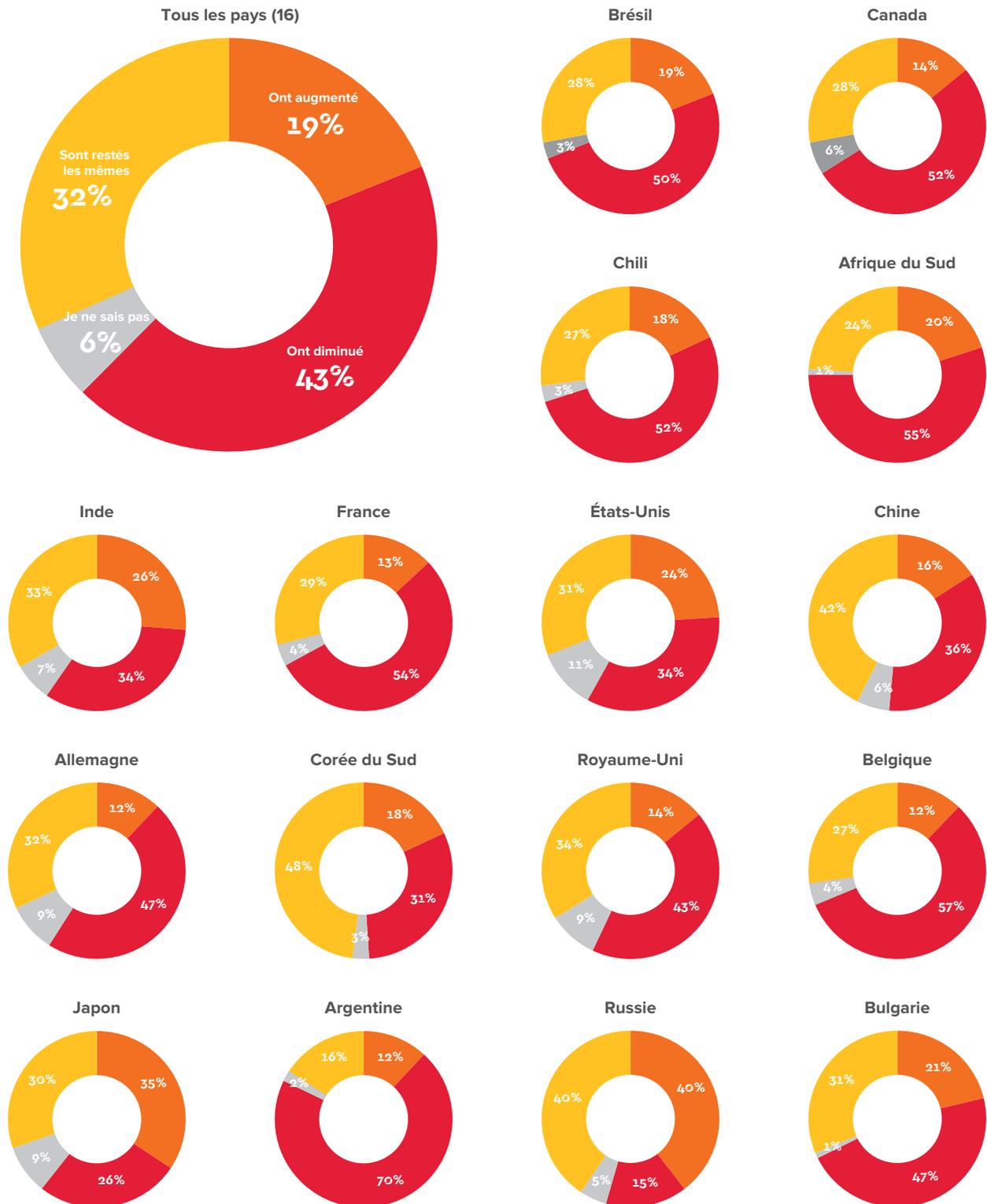
### Conclusions ciblées



Les répondants plus âgés ont davantage signalé une diminution de leurs revenus par rapport au coût de la vie (48 % des personnes de 40 ans et plus, par rapport à 37 % de celles de moins de 40 ans).



## Les revenus de votre ménage ont-ils diminué par rapport au coût de la vie ? Comparaison entre les pays



**Graphique 4 Question 3** Au cours des deux dernières années, pensez-vous que vos revenus et ceux de votre famille ont augmenté plus que le coût de la vie, ont diminué par rapport au coût de la vie ou sont restés les mêmes par rapport au coût de la vie? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292.

## 2.3 Pas assez d'emplois

### Avez-vous été ou un membre de votre famille a-t-il été au chômage ?

«Une crise mondiale de l'emploi antérieure à la pandémie.»

Au cours des deux dernières années, plus d'un tiers des personnes interrogées (39 %) ou des membres de leur famille ont été au chômage ou ont connu une réduction des heures de travail. Avant que ne frappe la crise économique mondiale liée à la pandémie de COVID-19, partout sur la planète, le chômage et le sous-emploi étaient déjà des phénomènes courants.

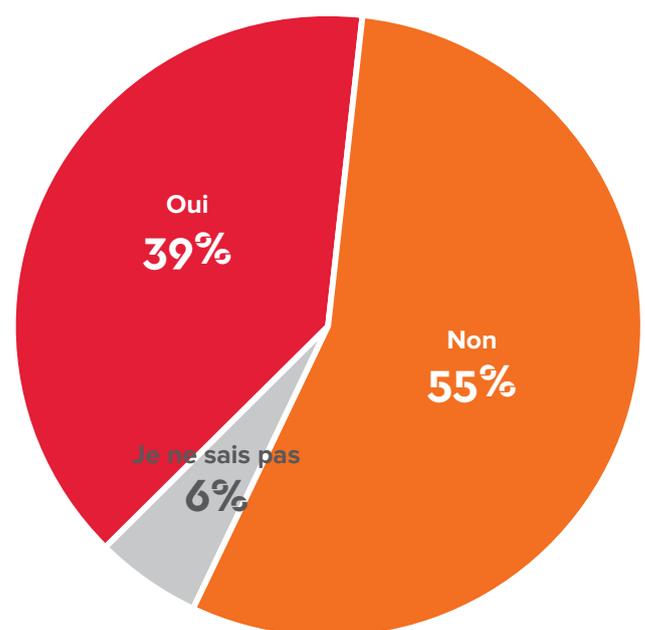
«Dans plusieurs pays du continent américain et en Afrique du Sud, la population traverse déjà une sérieuse crise de l'emploi.»

Une majorité d'habitants d'Afrique du Sud (72 %), du Chili (67 %), d'Argentine (59 %) et du Brésil (57 %) subissent déjà le chômage et le sous-emploi à grande échelle. Dans ces pays, entre la moitié et les trois quarts de la population a déjà été au chômage ou a subi une diminution du temps de travail ces deux dernières années. Dans le prolongement de ces résultats, plus de la moitié des habitants des pays BRICS (52 %) et du continent américain (51 %) ont été au chômage ou ont subi une réduction des heures de travail au cours des deux dernières années.

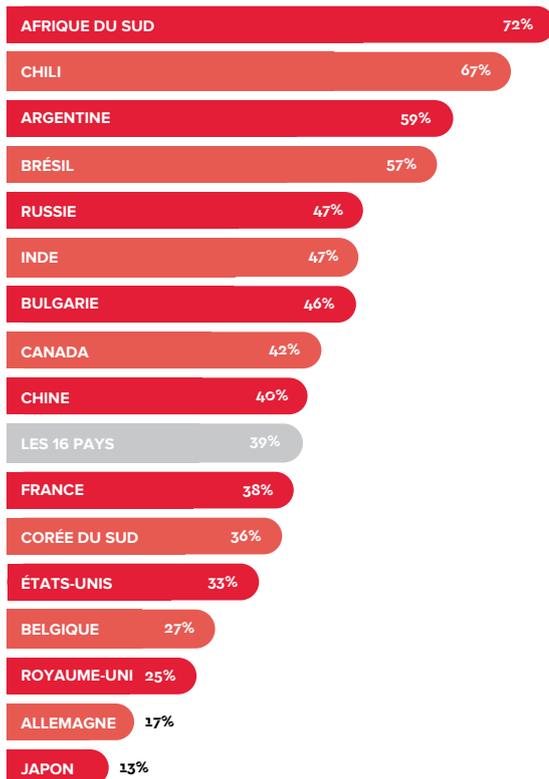
«L'Europe n'est pas à l'abri : un tiers de sa population indique en effet avoir été au chômage ou subi du sous-emploi.»

La population européenne subit également à grande échelle le chômage ou le sous-emploi : plus d'un quart (28 %) des répondants déclarent avoir été concernés, et la Bulgarie (46 %) et la France (38 %) sont les deux pays les plus durement touchés.

### Avez-vous été ou un membre de votre famille a-t-il été au chômage ?



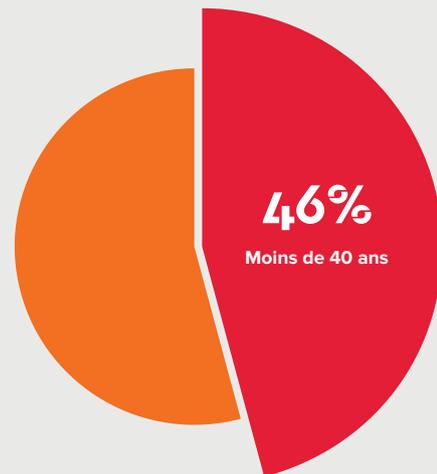
## Avez-vous été ou un membre de votre famille a-t-il été au chômage ?



### Conclusions ciblées

«Le chômage et le sous-emploi ne se concentrent pas dans un groupe d'âge spécifique : ils touchent tout le monde, jeunes et plus âgés.»

Si tous les groupes d'âge subissent le chômage et le sous-emploi, ces phénomènes concernent quand même plus fréquemment les jeunes : presque la moitié des personnes de moins de 40 ans (46 %) ont été au chômage ou ont subi une réduction du temps de travail, que ce soit personnellement ou au travers d'un membre de leur foyer.



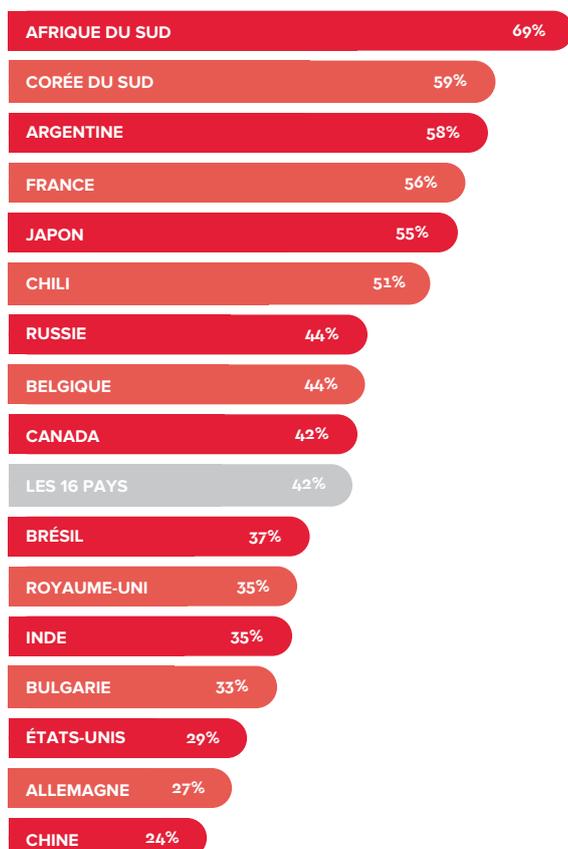
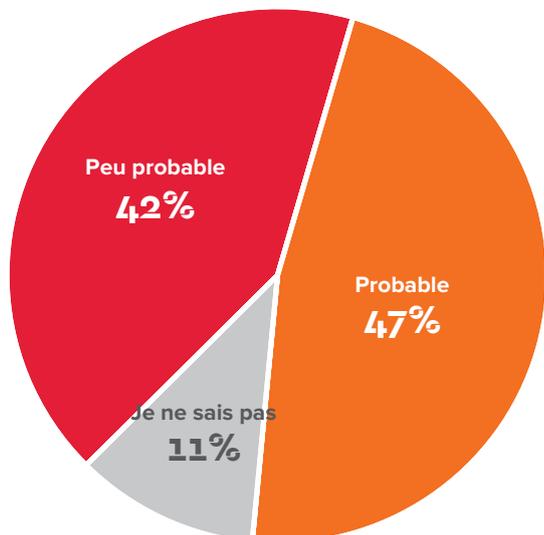
## 2.4 Pas assez d'emplois pour la génération future

La génération à venir trouvera-t-elle des emplois décents ?

«Près de la moitié des personnes interrogées (42 %) pensent qu'il est peu probable que la génération future trouve un emploi décent.»

Partout dans le monde, le pessimisme est de mise quant aux perspectives d'emploi pour la génération à venir : près de la moitié des répondants (42 %) pensent en effet qu'il est peu probable que la génération future parvienne à trouver un emploi décent.

## La génération à venir trouvera-t-elle des emplois décents ?



«Le pessimisme règne partout, dans toutes les régions du sondage.»

Ce défaitisme n'est pas une caractéristique d'une région précise du globe, mais se note chez la majorité des personnes interrogées en Afrique du Sud (69 %), en Corée du Sud (59 %), en Argentine (58 %), en France (56 %) et au Japon (55 %) qui pensent qu'il est peu probable que la génération à venir trouve un emploi décent.

«Les ressortissants des grands pays BRICS affichent plus d'optimisme.»

La population des trois plus grands pays BRICS – la Chine (65 %), et l'Inde et le Brésil (59 % dans les deux pays) – est plus optimiste puisqu'une forte majorité de personnes interrogées pensent qu'il est probable que la génération à venir trouve un emploi décent. Comme dans le sondage d'opinion mondial 2017 de la CSI, le pessimisme affiché en Afrique du Sud, où 69 % des personnes ayant répondu estiment qu'il est peu probable que la génération à venir trouve un emploi décent, contraste vivement avec l'optimisme des grands pays BRICS. La Russie oscille entre optimisme et pessimisme puisqu'une moitié de sa population (49 %) pense qu'il est probable que la génération à venir trouve un emploi décent, tandis que presque l'autre moitié (44 %) pense que c'est peu probable.

«Un tiers des Européens pensent aussi qu'il est peu probable que la génération à venir trouve emploi décent.»

Partout en Europe, plus d'une personne sur trois (37 %) a le sentiment qu'il est peu probable que la génération à venir trouve un emploi décent. Les populations française (56 %) et belge (44 %) se montrent plus pessimistes.

### Conclusions ciblées

Les résultats sont incroyablement uniformes pour tous les âges et genres, soulignant ainsi que le caractère universel du pessimisme relatif aux perspectives d'emploi pour la génération à venir.

## Le désespoir lié aux salaires

### Le salaire minimum permet-il de mener une vie décente ?

«Le salaire minimum n'est pas suffisant.»

Trois quarts de la population mondiale (76 %) pense que le salaire minimum dans les différents pays n'est pas suffisant pour permettre aux travailleurs de mener une vie décente. À peine 15 % des personnes interrogées estiment que le salaire minimum suffit aux travailleurs pour mener une vie décente.

«De façon quasi unanime, les habitants des pays BRICS pensent que le salaire minimum ne permet pas de mener une vie décente.»

Dans ce groupe de pays, 82 % des personnes ayant répondu au sondage estiment que le salaire minimum dans leur pays n'est pas suffisamment élevé pour vivre. C'est au Mexique que l'on retrouve la plus forte proportion de citoyens enclins à penser que le salaire minimum ne suffit pas (95 %), suivi de l'Argentine et du Chili (92 % dans les deux pays), et du Brésil (91 %). Même si la proportion de personnes à partager ce sentiment est nettement moindre aux États-Unis (63 %) et au Canada (73 %), elle représente toujours plus de la moitié de la population.

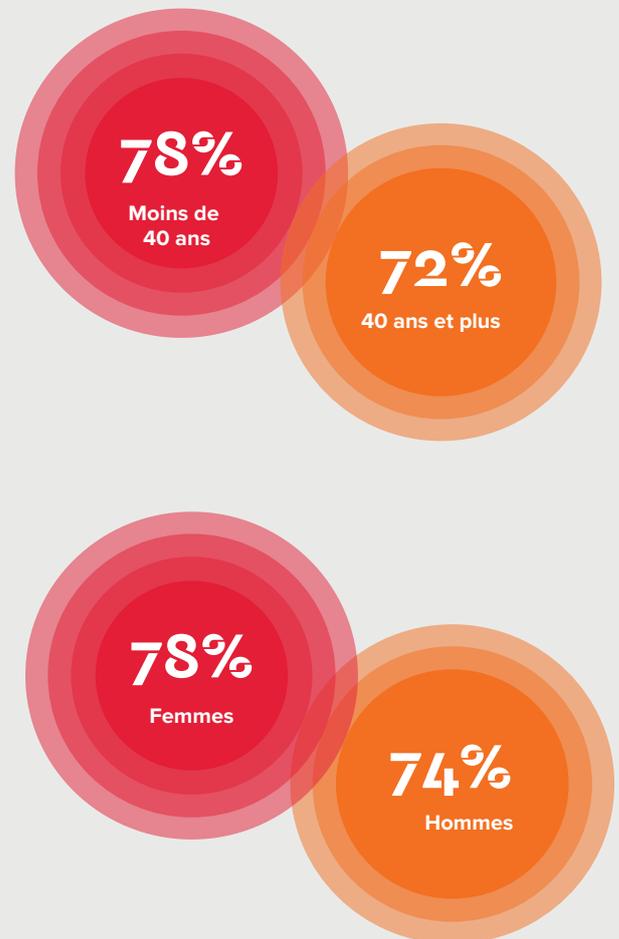
«En Russie, comme en Europe, la population s'accorde sur l'insuffisance du salaire minimum pour vivre.»

Les citoyens russes et bulgares (94 % dans les deux cas) pensent de façon quasi universelle que le salaire minimum dans leur pays respectif ne permet pas de mener une vie décente. En moyenne, dans les pays européens du sondage, 74 % des personnes interrogées estiment que le salaire minimum de leur pays n'est pas suffisant pour vivre : une forte majorité de citoyens des pays de cette région partagent en effet ce sentiment, notamment en France (80 %), en Allemagne (73 %), en Belgique (69 %) et au Royaume-Uni (64 %).

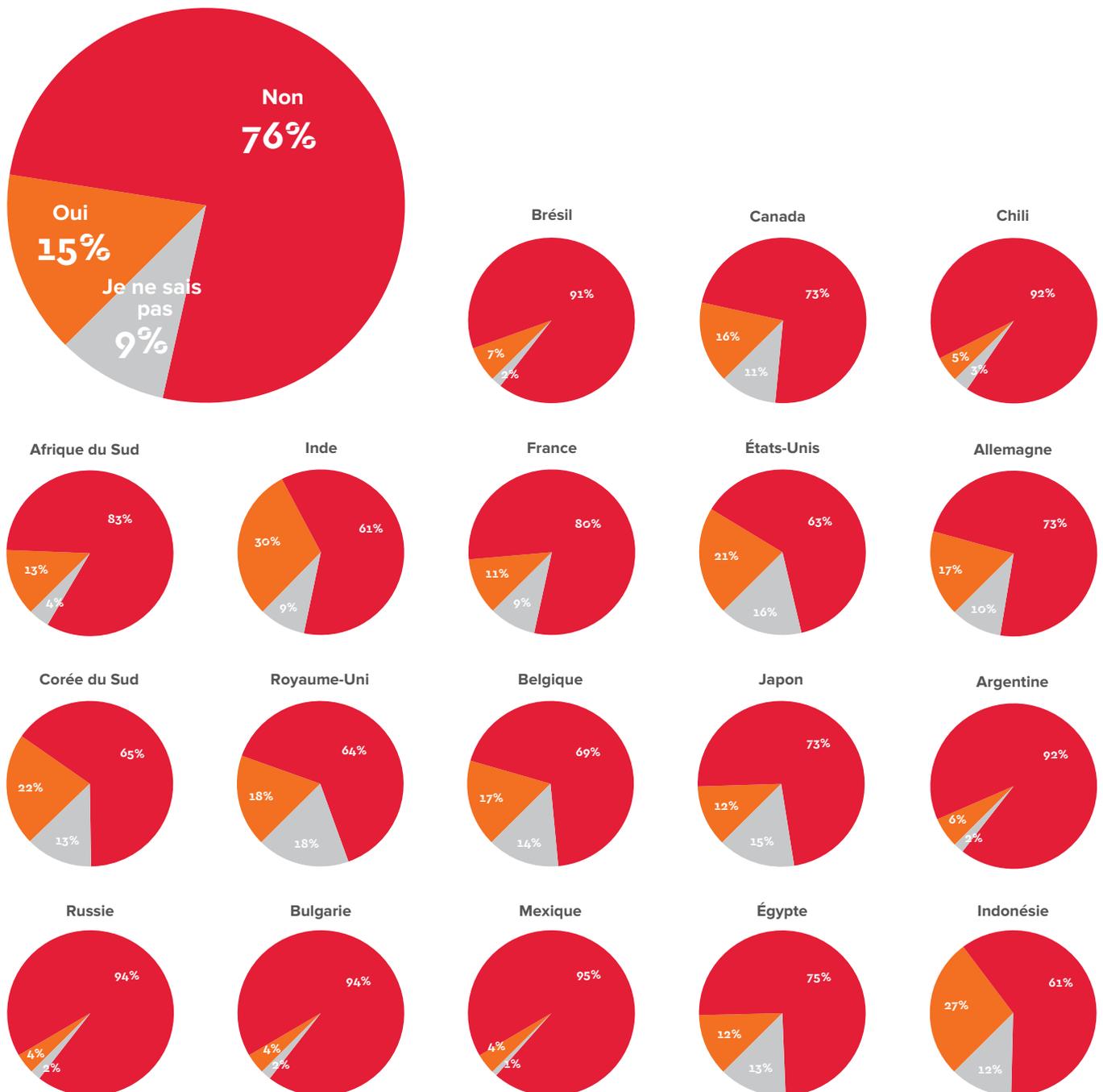
## Conclusions ciblées



Près de trois quarts des personnes interrogées dans le cadre de ce sondage, indépendamment de leur âge ou de leur genre, indiquent que le salaire minimum n'est pas suffisant pour vivre. Les personnes de 40 ans et plus et les femmes sont légèrement plus enclines à penser que le salaire minimum ne permet pas de vivre.



# Le salaire minimum permet-il de mener une vie décente ?



**Graphique 10 Question 13** Selon vous, le salaire minimum payé dans votre pays est-il suffisant pour permettre aux travailleurs de jouir d'une vie décente? Note : n = 21346. Cette question n'a pas été posée en Chine, mais l'a été au Mexique (n = 1008), en Égypte (n = 1053) et en Indonésie (n = 2034). La taille de l'échantillon pour chacun des quatre groupes fluctue de n = 7466 à n = 10815.

## 2.6 Les week-ends sont devenus des journées de travail

Travaillez-vous davantage contre rémunération le week-end ?

«Plus de personnes travaillent pendant les week-ends.»



À l'échelle mondiale et par rapport à il y a cinq ans, près d'une personne interrogée sur cinq (17 %) travaille plus souvent le week-end.



La majorité des répondants (60 %) indiquent que leur modalité de travail n'a pas changé (soit ils travaillent autant que précédemment le week-end, soit ils n'ont toujours pas de travail rémunéré le week-end).

«Cette tendance est plus évidente dans certains pays BRICS.»

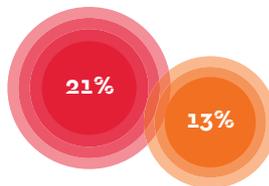


La hausse du nombre de personnes qui occupent désormais un emploi rémunéré le week-end est plus importante dans deux pays BRICS, à savoir en Inde (25 %) et en Russie (22 %).



En revanche, elle est considérablement plus faible en Corée du Sud (9 %), et en Belgique et au Japon (10 % dans les deux pays).

«De plus en plus de jeunes acceptent un travail rémunéré le week-end.»



Les jeunes ont plus tendance à effectuer un travail rémunéré pendant le week-end : 21 % des personnes de moins de 40 ans déclarent en effet qu'elles travaillent davantage le week-end qu'il y a cinq ans, par rapport à 13 % des personnes de 40 ans et plus.



Les personnes dont le niveau d'instruction est plus faible ont également davantage accepté de travailler plus le week-end par rapport à il y a cinq ans puisque près d'un répondant sur trois ayant 15 années de scolarité ou moins (29 %) travaille plus le week-end. La proportion est encore plus élevée pour les personnes qui sont toujours aux études : 23 % d'entre elles effectuent davantage de travail rémunéré le week-end qu'il y a cinq ans.



**3.0 Principales conclusions :**  
Inquiétude généralisée pour la planète et l'emploi

---

## Un monde inquiet



**Partout, sur tous les continents, les citoyens sont anxieux et inquiets et cet état d'esprit est antérieur à la crise sanitaire et économique liée à la COVID-19.**

Plus de deux tiers des personnes interrogées se disent préoccupées par le changement climatique, la hausse des inégalités, l'utilisation abusive de leurs données personnelles en ligne et les licenciements (69 % pour chaque catégorie).

Toutefois, c'est l'emploi qui suscite le plus d'inquiétudes dans les pays les plus angoissés de la planète : en effet, dans les cinq pays les plus en proie aux préoccupations (Afrique du Sud, Bulgarie, Inde, Brésil et Chili), au moins huit personnes sur dix appréhendent de perdre leur emploi.

Ces angoisses surviennent à une époque où, au début de 2020, une personne sur deux (52 %) estime que la situation économique de son pays est «mauvaise», dont un peu moins d'une personne sur cinq (17 %) qui la juge «très mauvaise».

Les citoyens se sentent également impuissants : dans les pays où le sondage a été effectué, deux personnes sur trois (66 %) indiquent en effet que les personnes comme elles n'ont que peu d'influence sur l'économie mondiale. Presque autant des personnes (63 %) estiment que les travailleurs ont trop peu d'influence. Ces résultats sont à mettre en parallèle avec l'opinion d'une majorité de répondants qui pensent que le 1 % des personnes les plus riches (65 %) et les intérêts des entreprises (57 %) ont trop d'influence.

Tous ces avis convergent et s'accordent pour affirmer que leur système économique national est favorable aux riches, une opinion exprimée par 71 % des personnes interrogées, soit près de trois quarts d'entre elles, et partagée par la majorité des répondants de tous les pays couverts par le sondage.

### 3.1 Des populations inquiètes

#### Qu'est-ce qui vous préoccupe ?

Pour ce point, il a été demandé aux personnes interrogées d'évaluer leur niveau d'inquiétude par rapport à quelques thèmes.

*«La population mondiale est préoccupée par des questions qui la touchent, comme le changement climatique, l'inégalité croissante et l'utilisation abusive de ses données personnelles en ligne.»*

Au niveau mondial, les quatre principaux thèmes qui tracassent le plus les personnes ayant répondu à l'enquête sont :

1. le changement climatique (69 %)
2. l'inégalité croissante (69 %)
3. l'utilisation abusive des données personnelles en ligne (69 %)
4. les licenciements (67 %)

Pour ces quatre points, plus de deux tiers des répondants (de 37 à 40 %) se disent particulièrement inquiets, ce qui montre l'ampleur de leurs préoccupations.

Même s'il s'agit d'inquiétudes secondaires, plus de la moitié des personnes interrogées s'inquiètent de l'affaiblissement, voire du démantèlement, des lois sur le travail (58 %), de l'inégalité entre les hommes et les femmes en matière de salaires et d'opportunités (52 %) et de la concurrence déloyale des travailleurs étrangers à bas salaires (51 %).

Les restrictions portant sur le droit de manifester pacifiquement et le risque de guerre nucléaire suscitent des inquiétudes chez un peu moins de la moitié des répondants (47 % et 42 %, respectivement).

### Qu'est-ce qui vous préoccupe ?

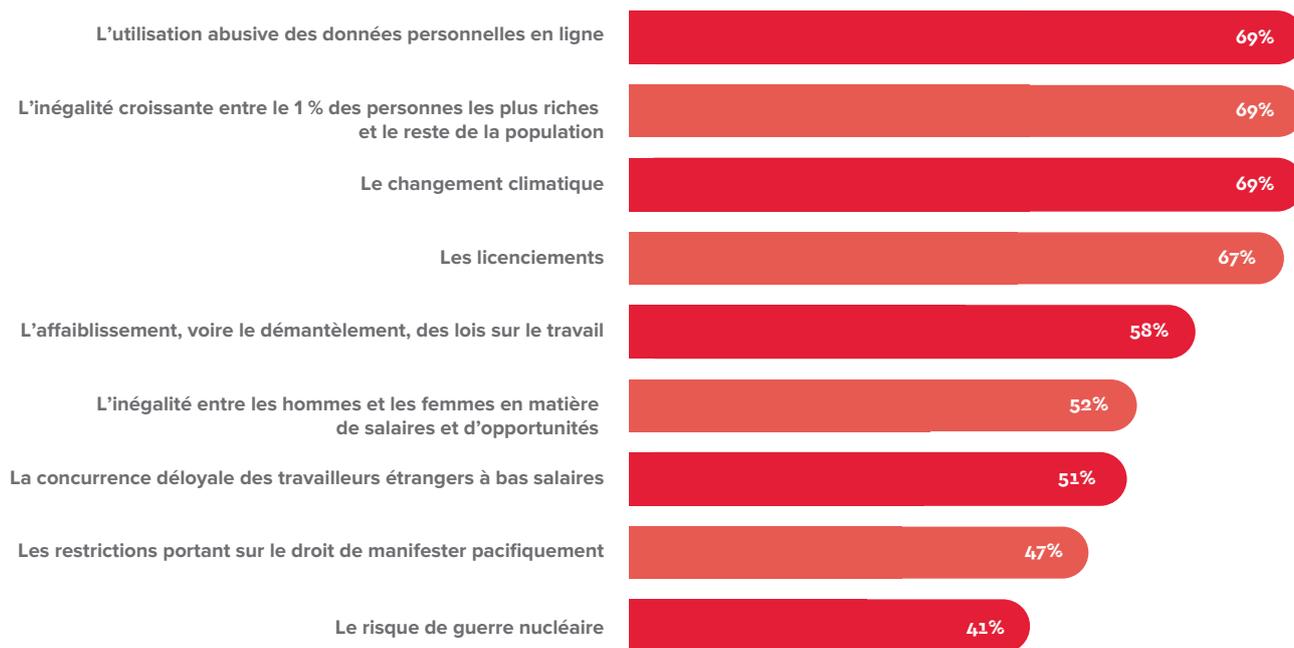


Figure 11 Question 4 À titre personnel, dans quelle mesure êtes-vous inquiet/inquiète à l'égard des questions suivantes dans votre pays? Note : n = 18281. Le graphique a été établi sur la base des résultats combinés de «Très inquiet/inquiète» et «Plutôt inquiet/inquiète».

«L'Afrique du Sud, la Bulgarie, l'Inde, le Brésil et le Chili sont les pays où la population a le plus tendance à être inquiète.»

En moyenne, pour les neuf points énumérés, voici les pays où le niveau de préoccupation est le plus élevé et le plus faible (par rapport à une moyenne mondiale de 58 %) :

### Les pays plus inquiets

 Afrique du Sud ( <b>74 %</b> )
 Bulgarie ( <b>74 %</b> )
 Inde ( <b>72 %</b> )
 Brésil ( <b>72 %</b> )
 Chili ( <b>70 %</b> )

### Les pays plus sereins

 Royaume-Uni ( <b>43 %</b> )
 Chine ( <b>48 %</b> )
 États-Unis ( <b>48 %</b> )
 Allemagne ( <b>49 %</b> )
 Belgique ( <b>49 %</b> )

En moyenne, les pays BRICS sont légèrement plus enclins à être inquiets (67 % par rapport à une moyenne mondiale de 58 %).

«La sécurité de l'emploi est une source d'inquiétude dans les pays les plus préoccupés.»

Dans les cinq pays les plus inquiets, la préoccupation principale et universelle a trait aux licenciements. Les répondants des pays les plus inquiets sont plus enclins

à se dire préoccupés par les pertes d'emploi : ils sont en moyenne 87 % à partager cette inquiétude, à comparer à une moyenne mondiale générale de 67 %. Les inquiétudes relatives à la sécurité de l'emploi apparaissent clairement dans ces pays avant même la survenue de la crise liée à la COVID-19.

### Pays (classés du plus inquiet au plus serein)

### Principales préoccupations

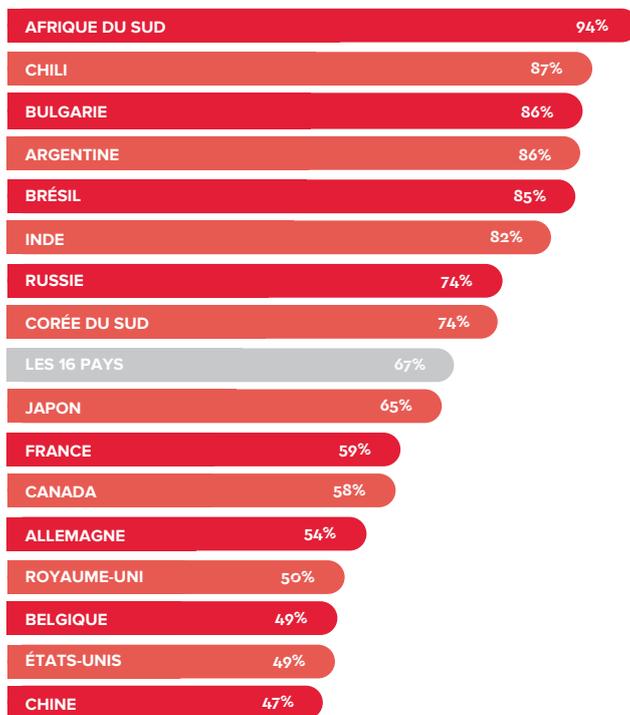
 Afrique du Sud ( <b>74 %</b> )	Les licenciements ( <b>94 %</b> )
 Bulgarie ( <b>74 %</b> )	Les licenciements ( <b>86 %</b> )
 Inde ( <b>72 %</b> )	Les licenciements ( <b>82 %</b> )
 Brésil ( <b>72 %</b> )	Les licenciements ( <b>85 %</b> )
 Chili ( <b>70 %</b> )	Les licenciements ( <b>87 %</b> )
 Japon ( <b>67 %</b> )	Cambio climático ( <b>84 %</b> )
 Argentine ( <b>62 %</b> )	Les licenciements ( <b>86 %</b> )
 France ( <b>61 %</b> )	Le changement climatique ( <b>77 %</b> )
 Russie ( <b>59 %</b> )	L'inégalité croissante ( <b>79 %</b> )
 Corée du Sud ( <b>55 %</b> )	Les licenciements ( <b>74 %</b> )
 Canada ( <b>52 %</b> )	L'inégalité croissante ( <b>67 %</b> )
 Belgique ( <b>49 %</b> )	L'inégalité croissante ( <b>64 %</b> )
 Allemagne ( <b>49 %</b> )	L'inégalité croissante ( <b>66 %</b> )
 États-Unis ( <b>48 %</b> )	L'utilisation abusive des données personnelles en ligne ( <b>65 %</b> )
 Chine ( <b>48 %</b> )	L'utilisation abusive des données personnelles en ligne ( <b>70 %</b> )
 Royaume-Uni ( <b>43 %</b> )	Le changement climatique ( <b>64 %</b> )

«Le changement climatique figure en tête des préoccupations dans plusieurs pays partout dans le monde, y compris dans ceux où la sécurité de l'emploi et la situation économique suscitent des inquiétudes.»

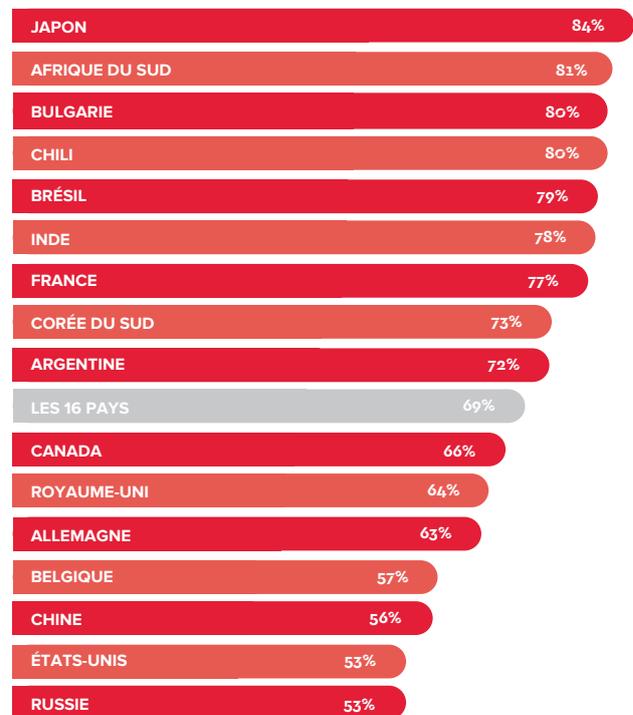
Les pays dont les populations ont le plus tendance à s'inquiéter pour le changement climatique sont le Japon (84 %), l'Afrique du Sud (81 %), le Chili et la Bulgarie (80 % dans les deux pays), le Brésil (79 %), l'Inde (78 %) et la France (77 %). Ils représentent toutes les régions du globe, ce qui démontre l'ampleur des préoccupations à propos de cette crise mondiale.

## Qu'est-ce qui vous préoccupe ? Comparaison entre les pays

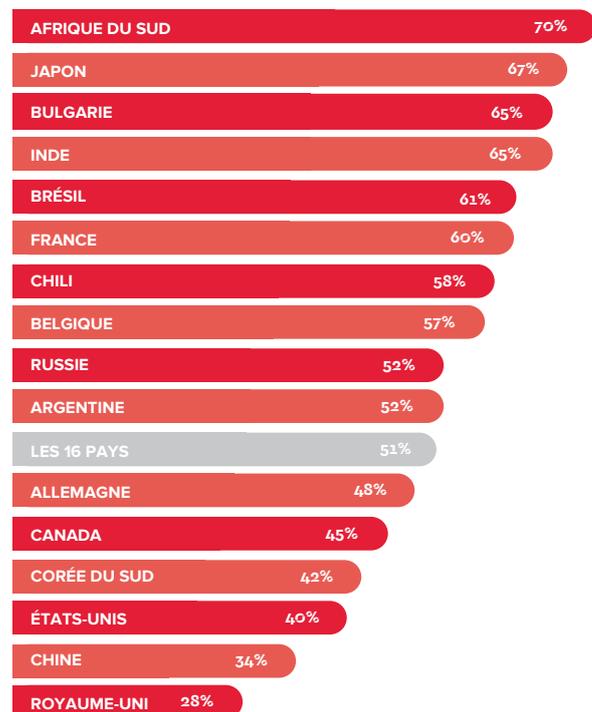
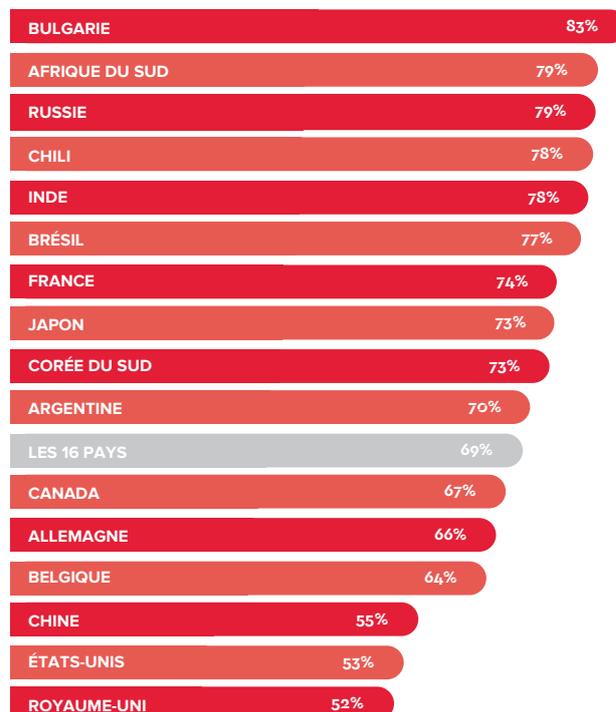
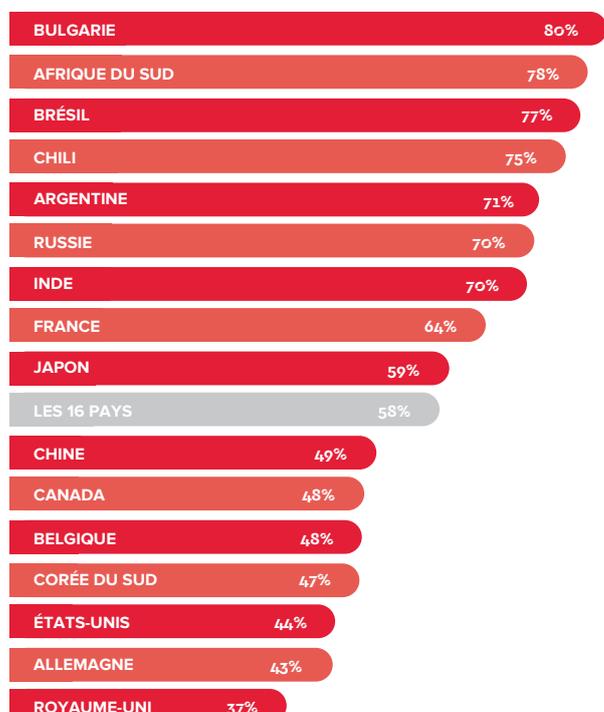
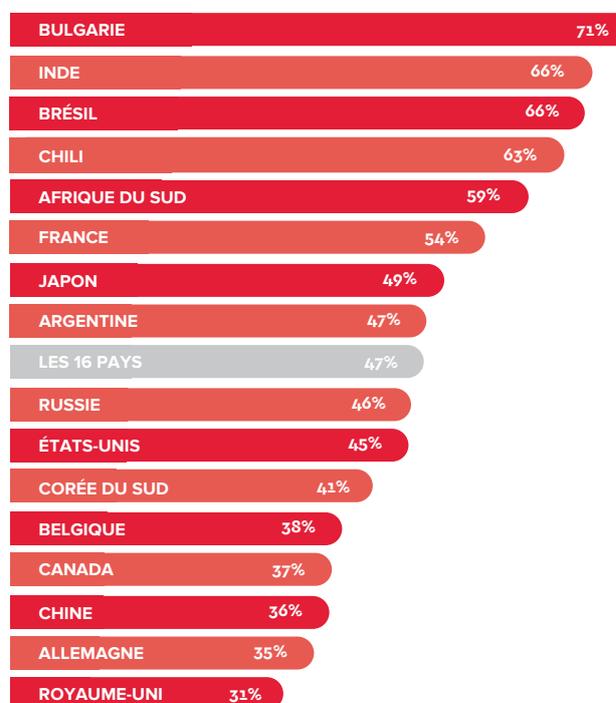
### Les licenciements (12a)



### Le changement climatique (12b)

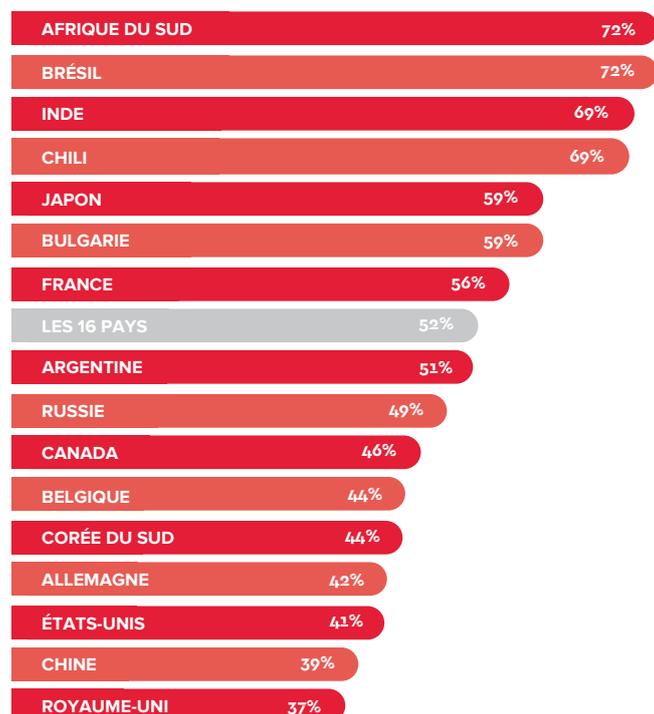


**Figure 12a-b Question 4** À titre personnel, dans quelle mesure êtes-vous inquiet/inquiète à l'égard des questions suivantes dans votre pays? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant du plus au moins inquiet.

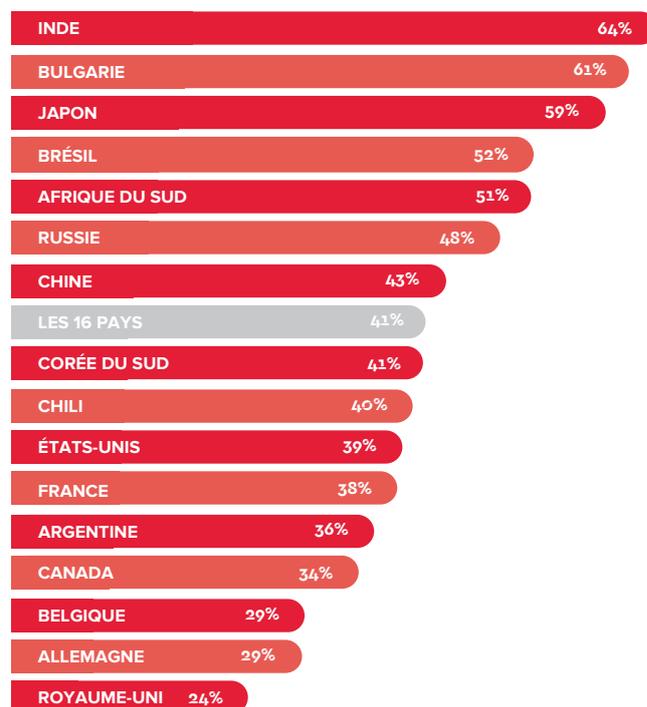
**La concurrence déloyale des travailleurs étrangers à bas salaires (12c)****L'inégalité croissante (12d)****L'affaiblissement des lois sur le travail (12e)****Les restrictions portant sur le droit de manifester pacifiquement (12f)**

**Figure 12c-f Question 4** À titre personnel, dans quelle mesure êtes-vous inquiet/inquiète à l'égard des questions suivantes dans votre pays? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant du plus au moins inquiet.

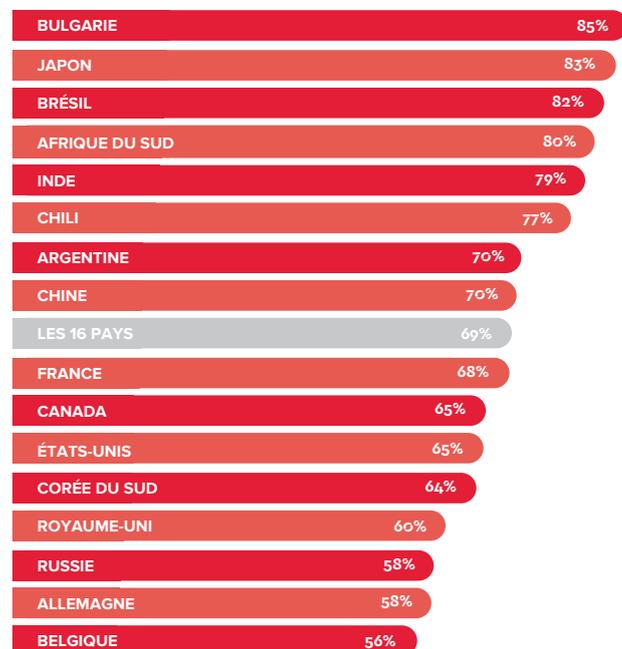
### L'inégalité entre les hommes et les femmes (12g)



### Le risque de guerre nucléaire (12h)



### L'utilisation abusive des données personnelles en ligne (12i)



**Figure 12g-i Question 4** À titre personnel, dans quelle mesure êtes-vous inquiet/inquiète à l'égard des questions suivantes dans votre pays? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant du plus au moins inquiet.

«Les femmes et les jeunes ont plus tendance à s'inquiéter.»

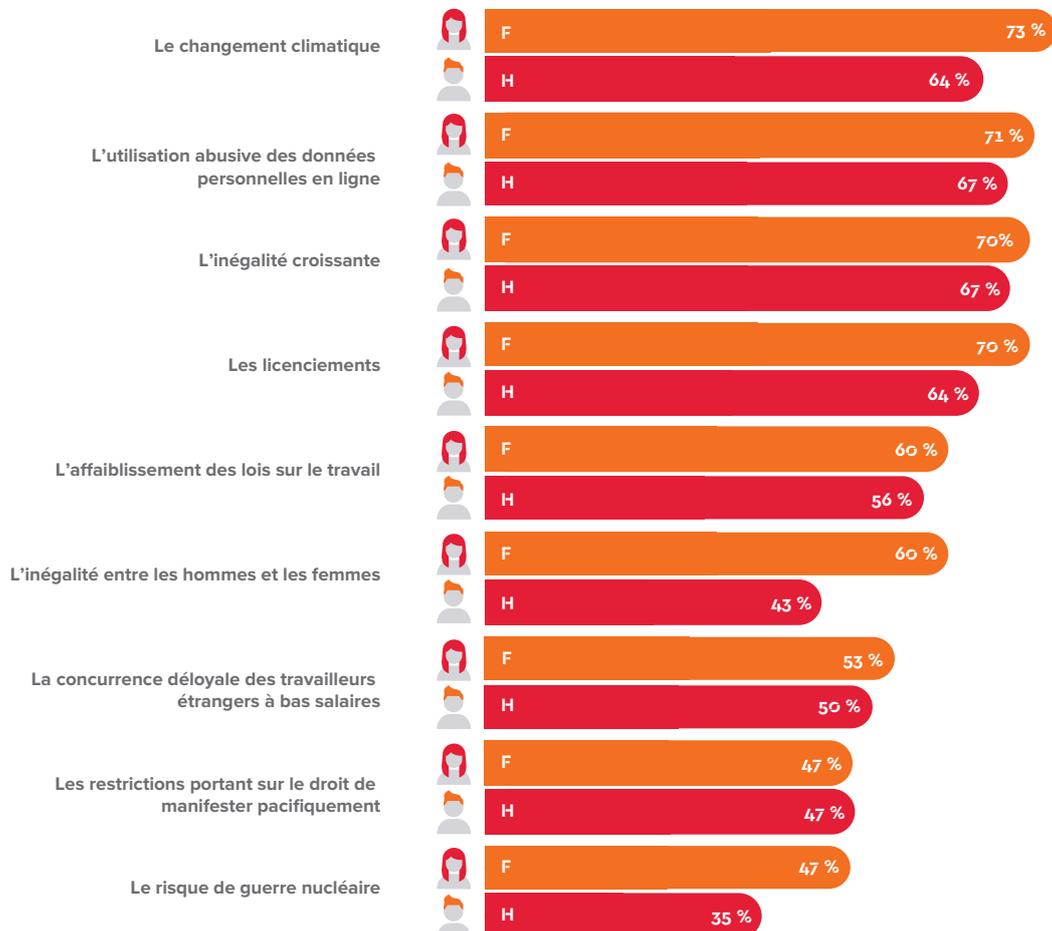
- Partout dans le monde et en moyenne pour les neuf sujets de préoccupations présentés, les femmes (61 %) sont légèrement plus inquiètes que les hommes (55 %).

- Les jeunes se montrent aussi plus préoccupés : 60 % de personnes de moins de 40 ans par rapport à 56 % de celles de 40 ans et plus.

Voici les trois principales préoccupations pour les femmes, les hommes, les personnes de moins de 40 ans et celles de 40 ans et plus :

Hommes	Femmes	Moins de 40 ans	Plus de 40 ans
L'inégalité croissante (67 %)	Le changement climatique (73 %)	Le changement climatique (70 %)	L'utilisation abusive des données personnelles en ligne et l'inégalité croissante (69 % dans les deux cas)
L'utilisation abusive des données personnelles en ligne (67 %)	L'utilisation abusive des données personnelles en ligne (71 %)	Les licenciements et l'utilisation abusive des données personnelles en ligne (69 % dans les deux cas)	Le changement climatique (68 %)
Le changement climatique (64 %) et les licenciements (64 %)	Les licenciements et l'inégalité croissante (70 % dans les deux cas)	L'inégalité croissante (68 %)	Les licenciements (65 %)

## Qu'est-ce qui vous préoccupe? (Homme / Femme)



**Graphique 13 Question 4** À titre personnel, dans quelle mesure êtes-vous inquiet/inquiète à l'égard des questions suivantes dans votre pays? Note : n = 18281; le graphique se base sur les réponses combinées «Très inquiet/inquiète» et «Plutôt inquiet/inquiète».

## 3.2 Perte de contrôle

### Pensez-vous avoir le contrôle sur votre emploi et votre rémunération ?

Pour cette question, il a été demandé aux participants s'ils avaient le sentiment d'avoir plus ou moins de contrôle sur plusieurs aspects de leur vie par rapport à il y a cinq ans.

*«Les personnes interrogées ont le sentiment d'avoir perdu le contrôle sur des éléments essentiels de leur travail.»*

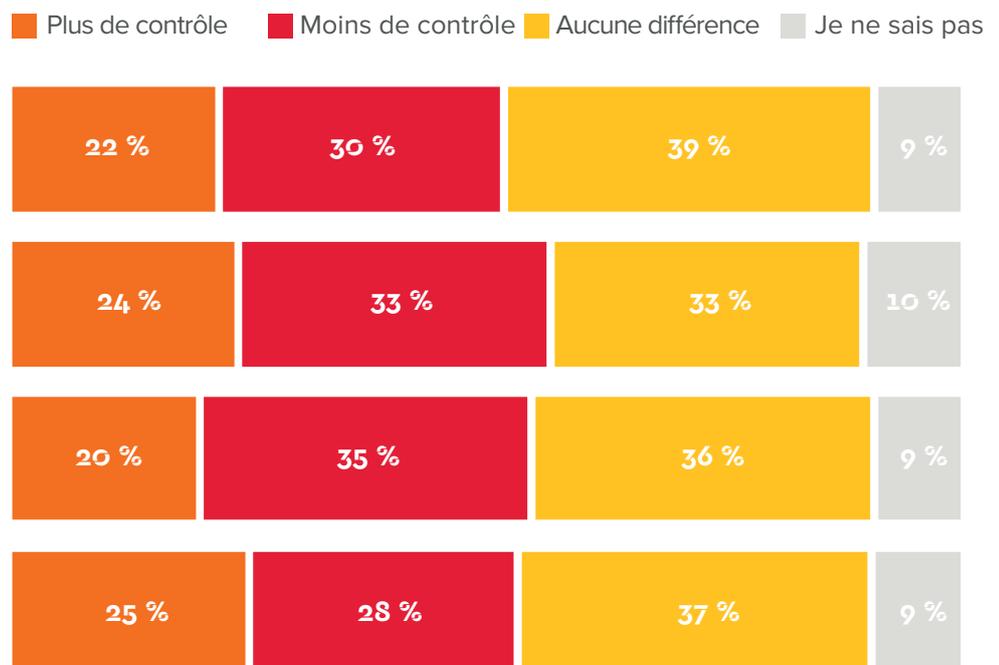
mondiale – en moyenne environ une personne interrogée sur trois (31 %) – a le sentiment d'avoir perdu le contrôle sur des éléments essentiels de son travail et ce, même avant que les travailleurs et les travailleuses du monde entier ne plongent dans une crise de l'emploi due à la pandémie de COVID-19.

En général, 35 % des répondants indiquent avoir perdu le contrôle sur la rémunération de leur travail, alors que 33 % d'entre eux signalent une perte de contrôle quant au choix d'un travail décent. Plus d'une personne sur quatre (28 %) indique avoir moins de contrôle sur le nombre d'heures qu'elle effectue.

En outre, près d'un tiers (30 %) des personnes interrogées estiment qu'elles ont moins de contrôle quant à la surveillance en ligne au travail.

Dans l'ensemble, pour les quatre points énumérés, en moyenne près d'une personne sur trois (31 %) signale avoir perdu le contrôle sur des aspects de leur vie professionnelle par rapport à il y a cinq ans.

## Avez-vous moins de contrôle sur la façon dont vous travaillez et sur votre rémunération ?



**Graphique 14 Question 6 : Pensez-vous avoir plus ou moins de contrôle sur les aspects suivants de votre vie par rapport à il y a cinq ans, ou pensez-vous qu'il n'y a aucune différence?** Note : n = 18821. [La question relative à la surveillance en ligne au travail n'a été posée qu'aux personnes qui occupaient alors un emploi (n = 9800)]

*«Les personnes interrogées en Afrique du Sud, en Argentine, au Chili et au Brésil sont les plus susceptibles de signaler un manque de contrôle.»*

Les pays où la population subit la plus grande perte de contrôle au travail sont l'Afrique du Sud (moyenne de 47 % pour les quatre points), l'Argentine (39 %), le Chili (38 %) et le Brésil (37 %).

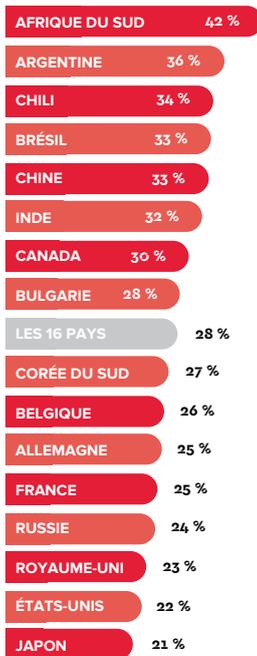
Pour tous ces pays, à l'exception du Brésil, les deux principaux aspects pour lesquels les répondants ressentent une perte de contrôle sont :

- La rémunération pour leur travail – réponse d'en moyenne une personne sur deux (51 %) en Afrique du Sud, au Chili et en Argentine.
- Le choix d'un travail décent – réponse d'en moyenne près de la moitié des personnes interrogées (46 %) en Afrique du Sud, au Chili et en Argentine.

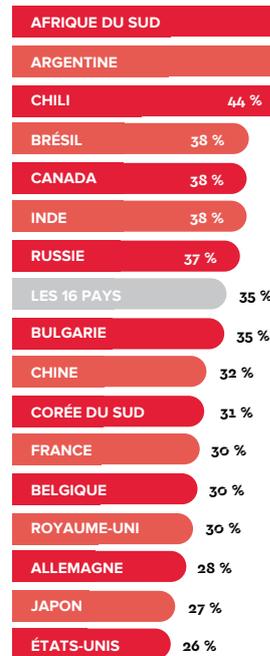
Bien que la proportion moyenne de personnes dénonçant une perte de contrôle au travail soit plus élevée au Brésil, les habitants sont plus enclins à signaler une perte de contrôle au niveau de la surveillance en ligne au travail (43 % par rapport à une moyenne mondiale de 30 %) plutôt qu'au niveau de la rémunération ou du travail décent.

# Avez-vous moins de contrôle sur la façon dont vous travaillez et sur votre rémunération ? Comparaison entre les pays

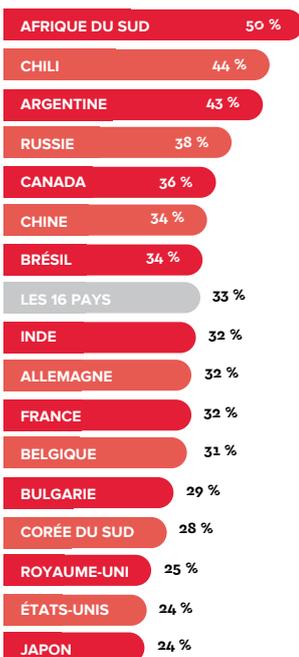
## Nombre d'heures travaillées (15a)



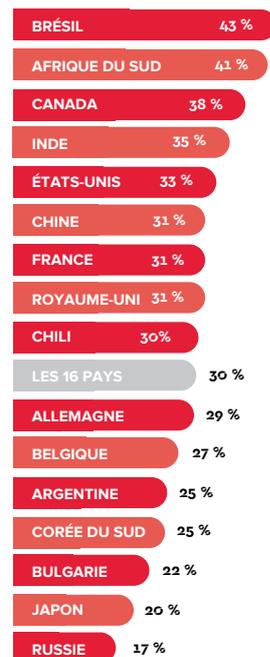
## Rémunération perçue (15b)



## Choix d'un travail décent (15c)



## Surveillance en ligne au travail (15d)



**Graphique 15a-d Question 6** Pensez-vous avoir plus ou moins de contrôle sur les aspects suivants de votre vie par rapport à il y a cinq ans, ou pensez-vous qu'il n'y a aucune différence? Note : n = 18821 [La question relative à la surveillance en ligne au travail n'a été posée qu'aux personnes qui occupaient alors un emploi (n = 9800)]; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses «Moins de contrôle».

### 3.3 Le pouvoir aux mains des entreprises et des élites

#### Qui a le pouvoir d'établir les règles de l'économie ?

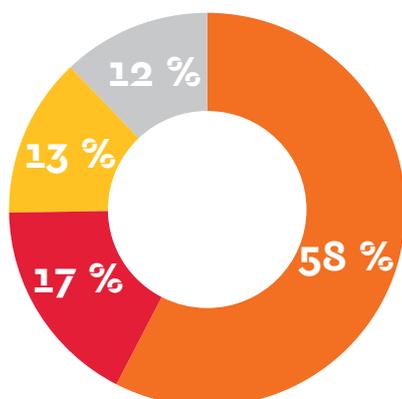
Pour cette question, les répondants ont été invités à indiquer s'ils estiment que différents acteurs ont trop ou pas assez d'influence sur l'économie mondiale.

«Les entreprises et les nantis ont trop d'influence sur l'économie mondiale alors que les personnes comme les participants au sondage en ont trop peu.»

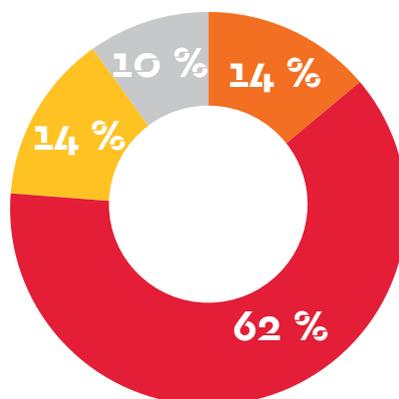
Partout dans le monde, près de deux tiers (66 %) des personnes ayant répondu pensent que le 1 % des personnes les plus riches a trop d'influence sur l'économie mondiale et plus de la moitié (58 %) estiment que les entreprises ont trop d'influence également. De la même manière, deux participants sur trois (67 %) indiquent que les personnes comme eux n'ont pas suffisamment d'influence et presque autant (62 %) pensent que les travailleurs n'ont pas assez d'influence. Enfin, près de la moitié des répondants (49 %) pensent également que les consommateurs ne disposent pas d'une influence suffisante.

■ Trop d'influence ■ Pas assez d'influence ■ L'influence qu'ils méritent ■ Je ne sais pas

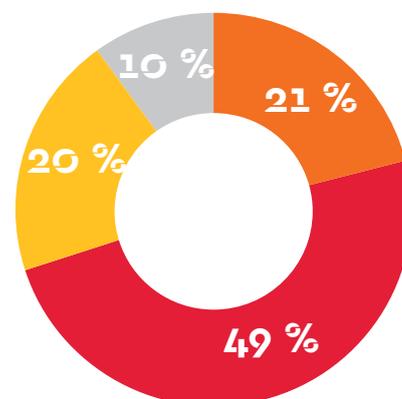
Les intérêts des grandes entreprises



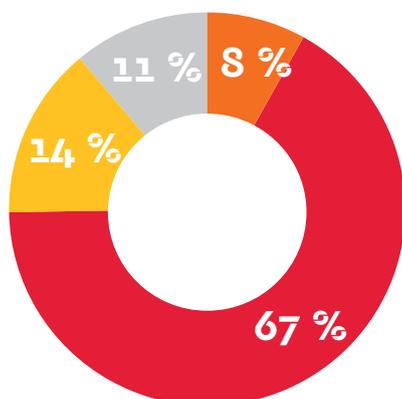
Les travailleurs



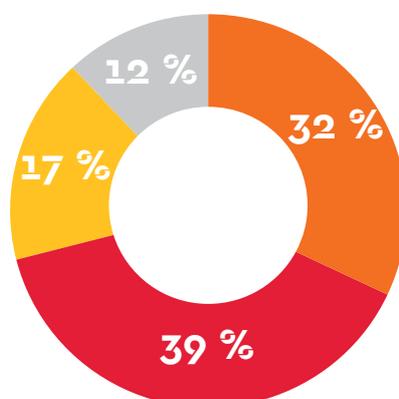
Les consommateurs



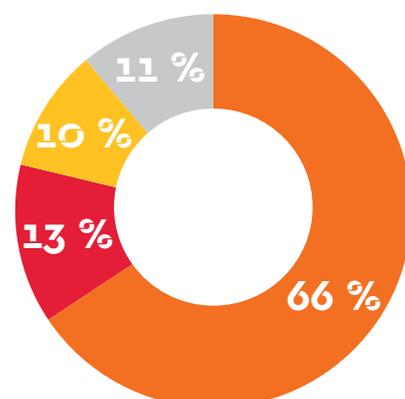
Les gens comme moi



Le gouvernement



Le 1 % des personnes les plus riches



« Dans presque tous les pays, une majorité de personnes interrogées pensent que le 1 % des personnes les plus riches et les intérêts des entreprises ont trop d'influence. »

Dans tous les pays, sauf au Japon (40 %), une majorité de répondants estiment que le 1 % des personnes les plus riches dispose de trop d'influence. De même, à l'exception du Japon (36 %), de la Chine (41 %) et de la Russie (42 %), une majorité

de la population de chaque pays pense que les intérêts des grandes entreprises ont trop de poids. Toutefois, la population de plusieurs pays est bien plus encline à penser que le 1 % des personnes les plus riches et les entreprises ont beaucoup trop d'influence.

Voici la liste des pays dont la population a davantage tendance à penser que les intérêts des grandes entreprises et le 1 % des personnes les plus riches ont trop d'influence :

## Trop d'influence

Le 1 % des personnes les plus riches (moyenne mondiale de 66 %)

 Chili (79 %)
 Bulgarie (75 %)
 Canada, France et Corée du Sud (72 %)

Les intérêts des grandes entreprises (moyenne mondiale de 58 %)

 Chili (78 %)
 Argentine (74 %)
 Bulgarie (73 %)

« Plus de la moitié des répondants dans presque tous les pays pensent que les travailleurs et les personnes comme eux n'ont pas assez d'influence, mais l'opinion est plus partagée en ce qui concerne l'influence des consommateurs. »

Dans tous les pays, sauf en Inde (47 %) et au Japon (46 %), la majorité des répondants estiment que les personnes comme eux n'ont pas assez d'influence. Il en va de même pour les travailleurs puisque plus de la moitié des personnes interrogées pensent qu'ils ne jouissent pas d'une influence suffisante, à l'exception de la Chine (32 %), de l'Inde (41 %) et du Japon (44 %).

Dans sept pays (soit un peu moins de la moitié des 16 pays de l'enquête), la majorité de la population estime que les consommateurs n'ont pas assez d'influence. Il s'agit de la France et de l'Allemagne (66 % dans les deux pays), de la Belgique (65 %), du Canada (58 %), de l'Afrique du Sud (57 %), de la Corée du Sud (54 %) et du Royaume-Uni (51 %). Même si dans les autres pays, une part importante des personnes interrogées estiment que les consommateurs ne jouissent pas d'assez d'influence, elles ne sont pas majoritaires.

Voici les pays dont les répondants sont plus enclins à penser que les personnes comme eux, les travailleurs et les consommateurs n'ont pas assez d'influence :

## Pas assez d'influence

Les personnes comme moi (moyenne mondiale de 67 %)

 Bulgarie (74 %)
 Corée du Sud, France et Canada (73 %)
 Afrique du Sud et Belgique (72 %)

Les travailleurs (moyenne mondiale de 62 %)

 Bulgarie et France (73 %)
 Canada (72 %)
 Royaume-Uni (70 %)

Les consommateurs (moyenne mondiale de 49 %)

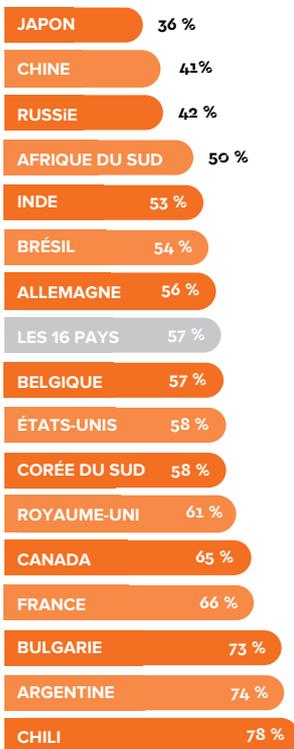
 Allemagne et France (66 %)
 Belgique (65 %)
 Canada (58 %)

**«Certains pays s'écartent sensiblement de la norme.»**

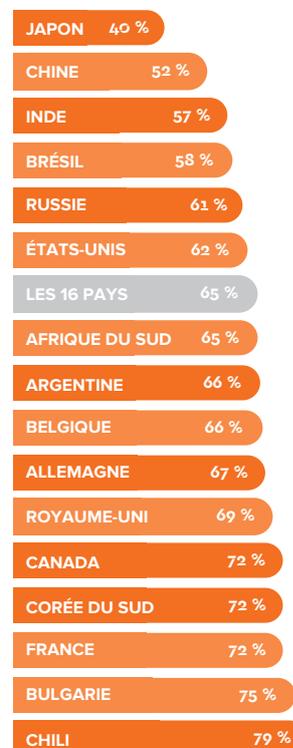
- À peine 20 % des personnes interrogées en Chine pensent que les consommateurs n'ont pas assez d'influence – à comparer à la moyenne mondiale de 49 % et à plus de la moitié des répondants chinois (52 %) qui estiment que les consommateurs ont trop d'influence.
- De la même façon, seulement 32 % des personnes ayant répondu à l'enquête en Chine pensent que les travailleurs n'ont pas assez d'influence – à comparer à la moyenne mondiale de 64 %.
- À peine 46 % des répondants au Japon pensent que les personnes comme eux n'ont pas assez d'influence sur l'économie mondiale (soit 20 % de moins que la moyenne mondiale). Les chiffres sont similaires en Inde (47 %, soit 19 % de moins que la moyenne mondiale) et en Chine (52 %, soit 14 % de moins que la moyenne mondiale).

## Qui a le pouvoir d'établir les règles de l'économie ? Comparaison entre les pays

### Les intérêts des grandes entreprises ont « trop d'influence » (17a)



### Le 1 % des personnes les plus riches a « trop d'influence » (17b)

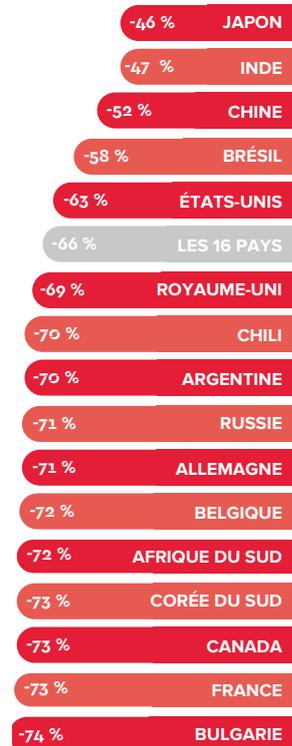


**Graphique 17a-b Question 15** Selon vous, quelle influence les groupes suivants ont-ils sur l'économie mondiale? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant des réponses «Ont trop d'influence» ou «N'ont pas assez d'influence» pour chaque catégorie.

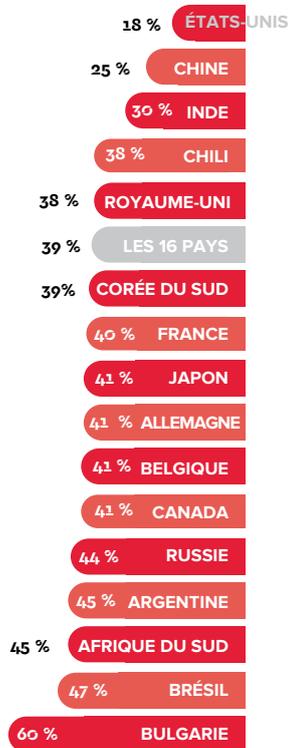
Les consommateurs n'ont « pas assez d'influence » (17c)



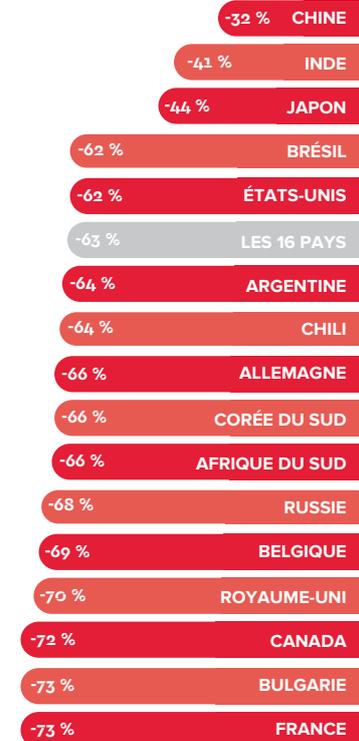
Les gens comme moi n'ont « pas assez d'influence » (17d)



Le gouvernement n'a « pas assez d'influence » (17e)



Les travailleurs n'ont « pas assez d'influence » (17f)



Graphique 17c-f Question 15 Selon vous, quelle influence les groupes suivants ont-ils sur l'économie mondiale? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant des réponses «Ont trop d'influence» ou «N'ont pas assez d'influence» pour chaque catégorie.

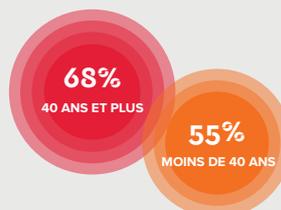
«Au niveau mondial, les répondants sont divisés quant à l'influence dont jouit leur gouvernement.»

Plus d'une personne sur trois (39 %) estime que le gouvernement de son pays n'a pas assez d'influence sur l'économie mondiale. Toutefois, presque autant de répondants (32 %) pensent que l'influence de leur gouvernement est trop importante, alors qu'une plus petite proportion (17 %) estime que son gouvernement exerce l'influence qu'il mérite.

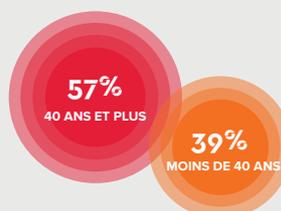
## Conclusions ciblées



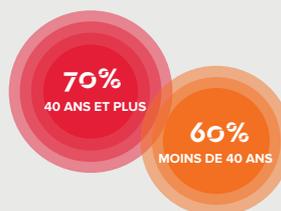
**Même si aucune différence de taille ne se note par genre, les réponses des jeunes répondants diffèrent parfois fortement de celles de leurs aînés :**



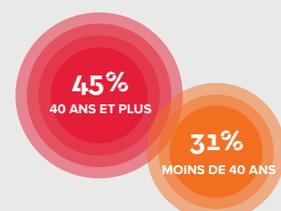
Seulement 55 % des personnes de moins de 40 ans estiment que les travailleurs n'ont pas assez d'influence, alors qu'ils sont 68 % de personnes de 40 ans et plus à partager cette opinion.



39 % des moins de 40 ans pensent que les consommateurs n'ont pas assez d'influence, contre 57 % chez les 40 ans et plus.



Pour 60 % des répondants de moins de 40 ans, les personnes comme eux n'ont pas assez d'influence, alors qu'ils sont 70 % de personnes de 40 ans et plus à le penser.



31 % des personnes de moins de 40 ans estiment que le gouvernement de leur pays n'a pas assez d'influence, par rapport à 45 % chez les personnes de 40 ans et plus.

## 3.4 Le 1 % des personnes les plus riches fixe les règles de l'économie mondiale

**Le système économique est-il équitable pour la plupart des personnes ?**

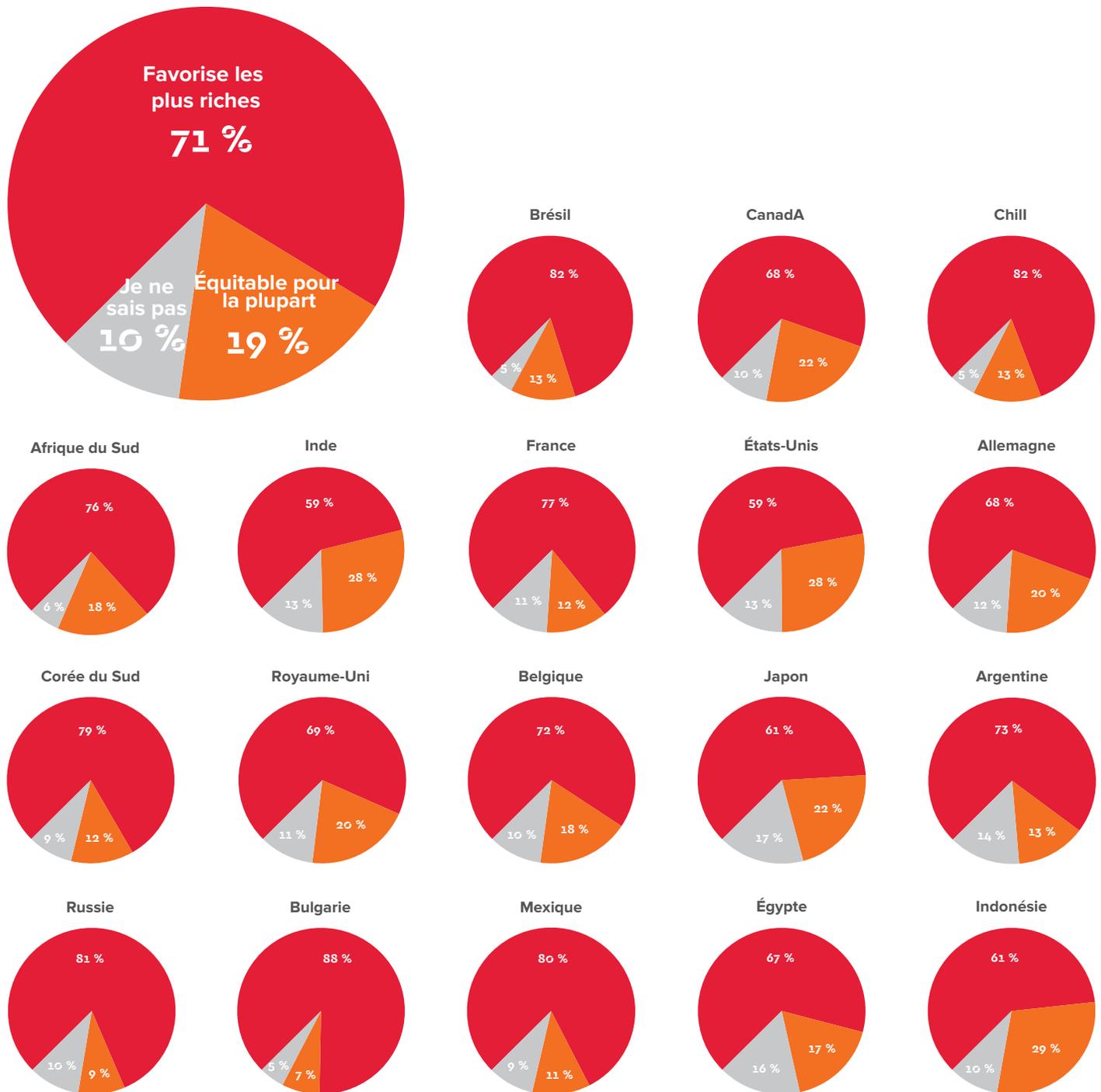
«Le système économique favorise les riches.»

Dans le monde, près de trois quarts des répondants (71 %) pensent que le système économique de leur pays favorise les nantis, alors que moins d'une personne sur cinq (19 %) estime qu'il est juste pour la plupart des personnes.

«Dans tous les pays du sondage, la majorité des personnes estiment que le système économique national est favorable aux riches.»

Dans tous les pays couverts par le sondage, la majorité des personnes interrogées pensent que leur système économique est favorable aux riches. En Bulgarie, la proportion de personnes qui pensent que leur système économique est favorable aux riches monte à 88 %. Même dans les pays où la proportion de répondants qui sont cet avis est la plus faible (en Inde et aux États-Unis, 59 % dans les deux pays), plus de la moitié de la population partage quand même cette opinion. C'est en Indonésie que les personnes interrogées ont le plus tendance à indiquer que leur système économique est équitable pour la plupart, mais elles ne sont que 29 % à partager ce sentiment.

# Le système économique est-il équitable pour la plupart des personnes ?



**Figure 18 Question 14** Pensez-vous que le système économique de votre pays favorise de façon générale les plus riches ou est-il équitable pour la plupart des personnes? Note : n = 21346; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Cette question n'a pas été posée en Chine, mais l'a été au Mexique (n = 1008), en Égypte (n = 1053) et en Indonésie (n = 2034).

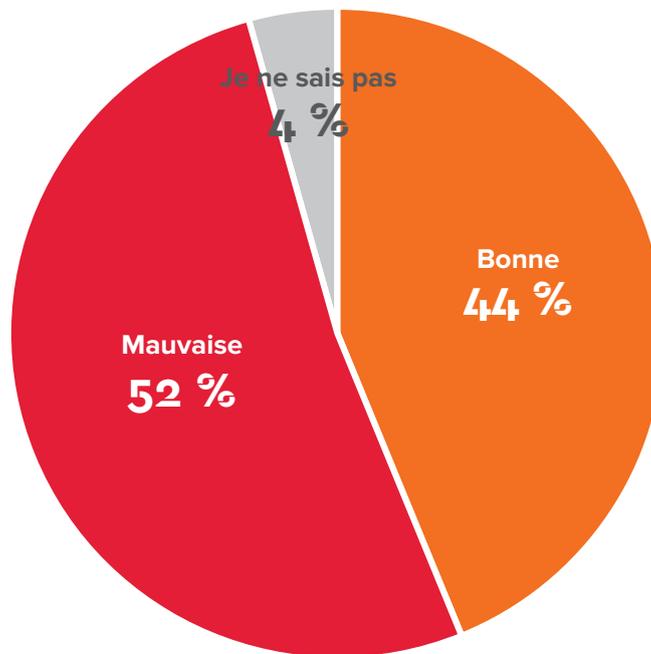
### 3.5 Remise en cause de la mondialisation

La situation économique est-elle bonne ou mauvaise ?

«Avant la crise économique liée à la COVID-19, plus de la moitié des personnes interrogées estimaient que la situation économique de leur pays était mauvaise.»

Un répondant sur deux (52 %) estime que la situation économique de son pays (avant la crise économique liée à la COVID-19) est «mauvaise», dont un peu moins d'une personne sur cinq (17 %) qui la juge «très mauvaise».

## Quelle est la situation économique de votre pays ?



«En Argentine, en Corée du Sud, en Afrique du Sud, au Japon et au Chili, les personnes interrogées estiment que leur économie est en difficulté.»

Entre deux tiers et trois quarts de la population en Argentine (83 %), en Corée du Sud (80 %), en Afrique du Sud (78 %), au Japon (71 %) et au Chili (67 %) estime que la situation économique de son pays est mauvaise.

Les habitants de Chine (77 %), d'Allemagne (68 %) et des États-Unis (60 %) se montrent plus optimistes quant à la situation économique de leur pays qu'ils jugent bonne.

«Avant la crise de la COVID-19, l'opinion de l'Europe, en tant que région, était plus positive.»

À peine la moitié des personnes interrogées en Europe (50 %) pensent que la situation économique de leur pays est bonne, alors que cette opinion n'est partagée que par 41 % des répondants sur le continent américain, 44 % dans les pays BRICS et en Asie, et 45 % dans les pays du G20.

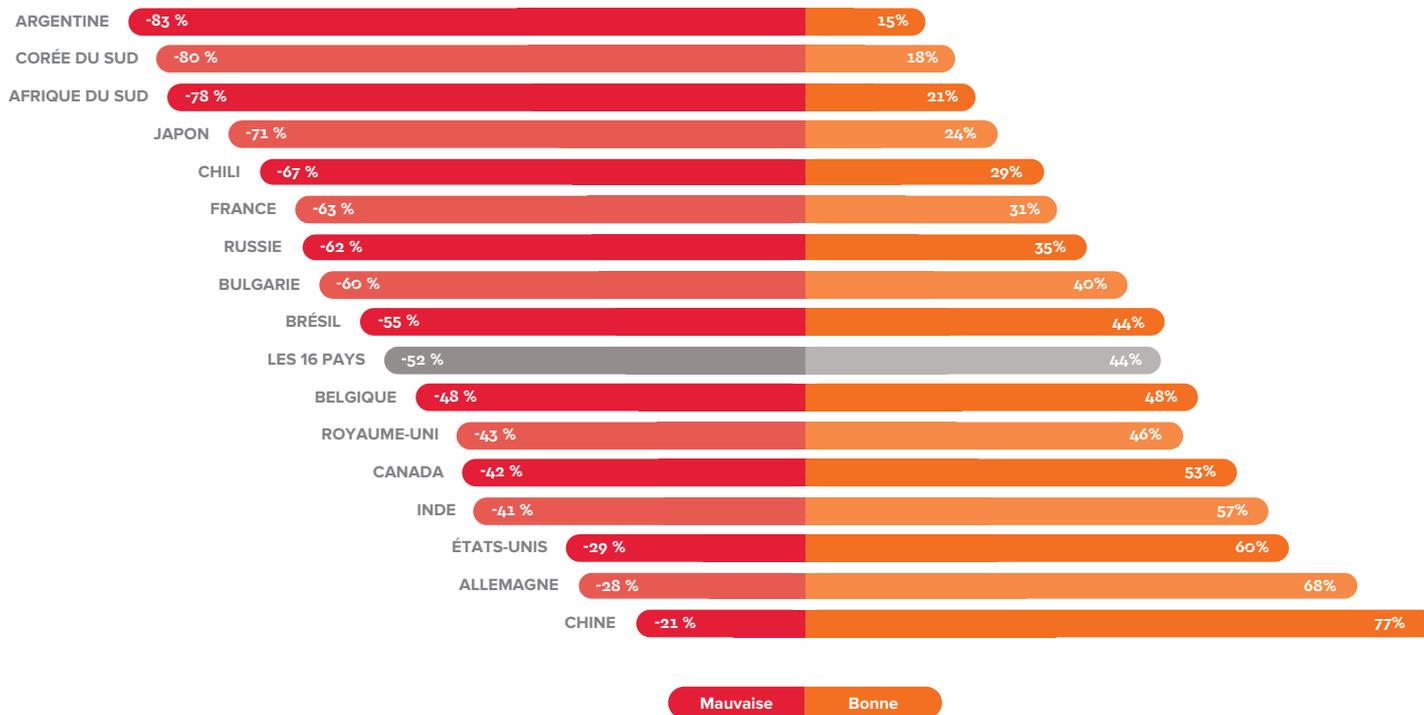
«La situation des États-Unis diffère des autres pays du continent américain.»

De l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud, à peine 41 % des personnes interrogées estiment que la situation économique de leur pays est bonne, mais les États-Unis diffèrent considérablement puisque 60 % des répondants dans le pays estiment que sa situation économique est bonne.

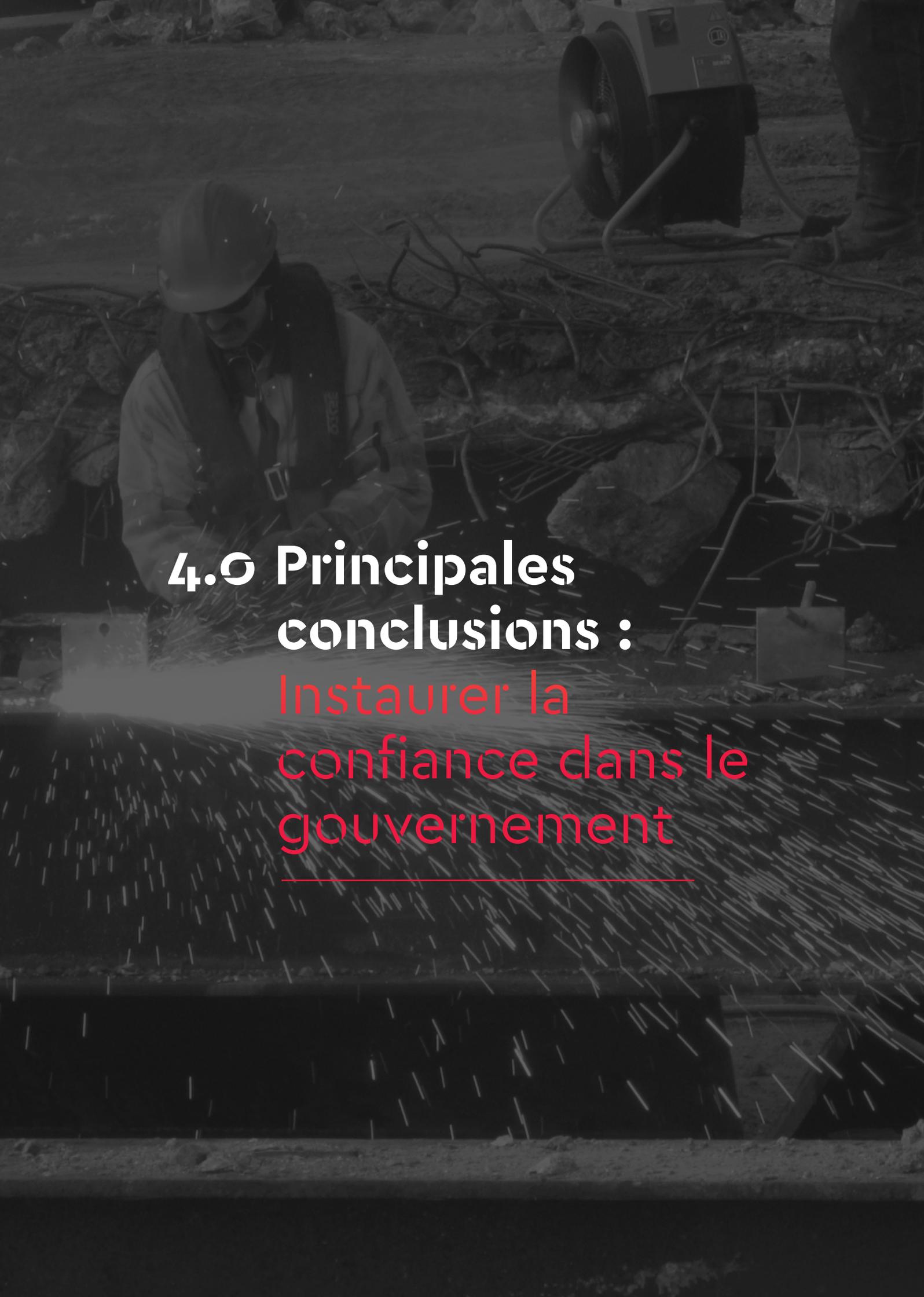
«Les réactions dans les pays du G20, les pays asiatiques et les pays BRICS sont conformes à la moyenne mondiale.»

Même si dans chaque groupe régional ou de pays, au moins un pays s'écarte fortement de la moyenne mondiale, les résultats pour les pays du G20 (45 % jugent la situation «bonne» et 51 % «mauvaise»), en Asie (44 % jugent la situation «bonne» et 53 % «mauvaise») et dans les pays BRICS (44 % jugent la situation «bonne» et 51 % «mauvaise») y sont conformes.

## Quelle est la situation économique de votre pays? Comparaison entre les pays



**Graphique 20 Question 1** En pensant à la situation économique, comment décririez-vous la situation économique actuelle dans votre pays - est-elle très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses «Mauvaise».



**4.0 Principales conclusions :**  
Instaurer la confiance dans le gouvernement

---

## Les citoyens souhaitent que leur gouvernement agisse



**Partout dans le monde, la population est en colère et désespérée.** En moyenne, plus d'un tiers des personnes ayant répondu (38 %) déclarent que les mesures que leurs dirigeants adoptent dans six domaines d'action suscitent chez elles de la colère ou du désespoir. Cela représente une personne sur trois dont la réaction est négative, voire viscérale, envers l'action de son gouvernement relative à une série de thèmes importants.

Ce sont probablement les mesures gouvernementales relatives à l'inégalité croissante qui suscitent le plus de colère de la part de la population mondiale puisque près d'un quart des répondants (22 %) déclarent que l'action de leurs dirigeants les contrarie. D'autres résultats font également ressortir le sentiment que la démocratie traverse une crise puisqu'une personne sur trois (36 %) se dit en colère ou désespérée lorsqu'elle est interrogée sur la prise en compte du gouvernement de ses besoins et de ceux de sa famille.

La population réclame des actions. Pour les neuf domaines d'intervention qui leur ont été présentés, en moyenne, plus de deux tiers des répondants (67 %) souhaitent que leur gouvernement agisse davantage. Le plus souvent, ils veulent plus de mesures gouvernementales pour créer des emplois en investissant dans la prise en charge des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants d'âge préscolaire (74 %) et pour s'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés (73 %).

Ils souhaitent aussi que leur gouvernement agisse plus pour augmenter le salaire des travailleurs (70 %) et qu'il intervienne davantage en matière d'apprentissage tout au long de la vie (69 %), ainsi que sur la nouvelle question de la réglementation de l'économie numérique (61 %). De leur point de vue, leurs dirigeants doivent adopter de nouvelles règles pour que les entreprises multinationales mettent fin à l'exploitation des travailleurs dans leurs chaînes d'approvisionnement (66 %) et pour protéger la sécurité de l'emploi et les droits au travail pour les travailleurs nationaux et migrants (57 %). Enfin, ils désirent que leur gouvernement agisse comme un citoyen du monde responsable en adoptant des mesures relatives au changement climatique qui promeuvent une transition juste vers un avenir «zéro carbone» (63 %) et en travaillant avec d'autres pays pour promouvoir la paix, l'emploi et les droits de l'Homme (64 %).

Des actions dans ces domaines et sur d'autres thèmes aideraient à rétablir la confiance du public dans le gouvernement : en moyenne, la moitié (52 %) des personnes interrogées déclarent qu'elles auraient davantage confiance dans leurs dirigeants s'ils adoptaient des actions dans sept domaines d'intervention.

## 4.1 L'ère de la colère et du désespoir

### Les sentiments que suscitent les actions gouvernementales

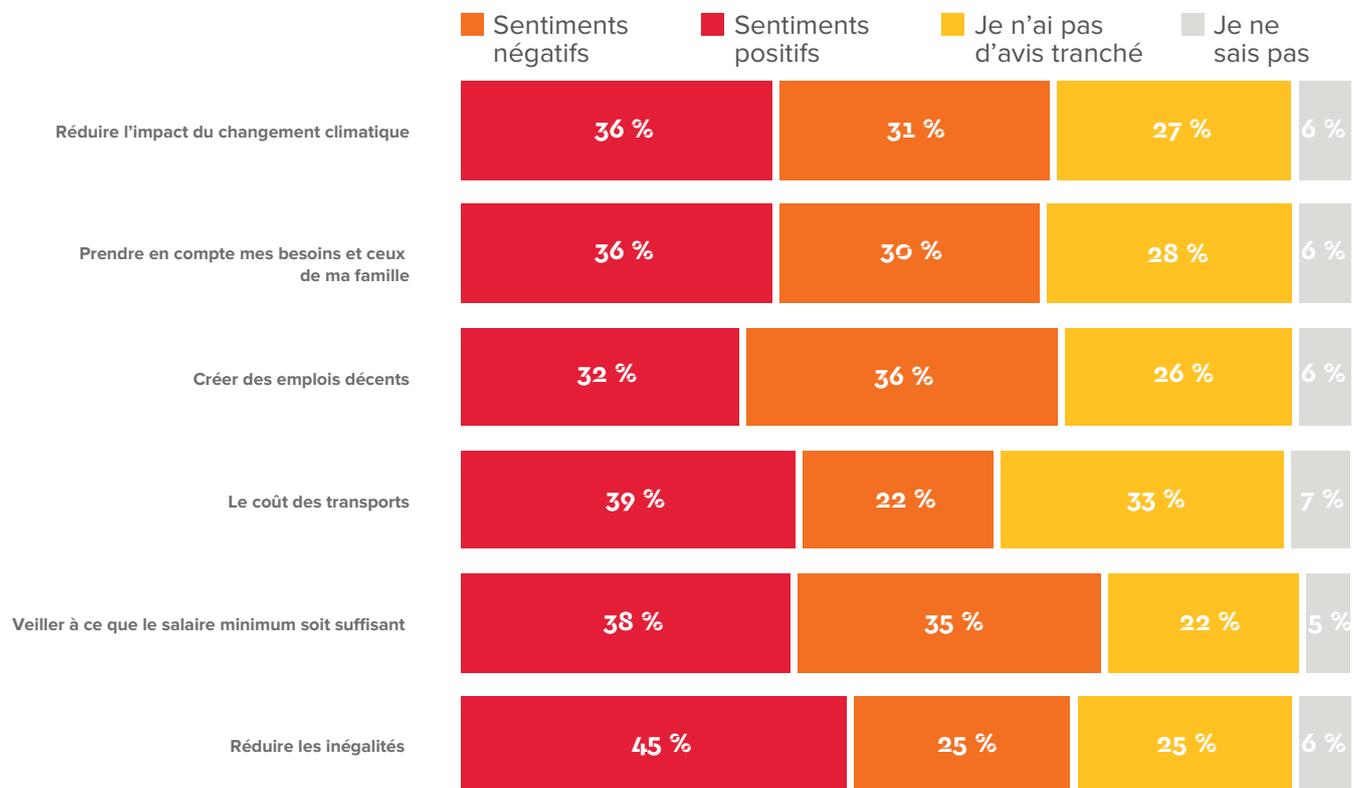
Ici, la question posée aux participants portait sur les sentiments (satisfaction, optimisme, indifférence, désespoir ou colère) que suscitent chez eux les mesures que leur gouvernement adopte dans six domaines.

«Plus d'un tiers des personnes interrogées se disent en colère ou désespérées face aux mesures de leur gouvernement.»

En moyenne, dans les six domaines évoqués, 38 % des répondants se disent en colère ou désespérés face aux mesures de leur gouvernement.

Le domaine qui suscite le plus de réactions négatives est lié à l'action du gouvernement pour «réduire les inégalités entre les franges les plus aisées et le reste de la population» qui provoque de la colère chez presque un quart de la population (22 %). C'est aussi cette affirmation qui est la plus susceptible de recueillir une réaction négative globale (45 %) puisqu'aux 22 % de répondants contrariés par les mesures de leur gouvernement sur ce thème, s'ajoutent les 23 % de personnes interrogées que de telles mesures désespèrent.

## Quels sont vos sentiments à l'égard des actions adoptées par votre gouvernement?



### Réduire les inégalités entre les franges les plus aisées et le reste de la population

Dans l'ensemble, près de la moitié des personnes interrogées dans le monde entier (45 %) réagissent négativement aux actions que leur gouvernement adopte pour réduire les inégalités entre les franges les plus aisées et le reste de la population. Près d'un quart déclare que la situation les désespère (23 %) et presque autant (22 %) disent ressentir de la colère.

Les pays où les réactions ont été les plus négatives sont la France et la Corée du Sud (57 % dans les deux pays), la Bulgarie (54 %), et l'Allemagne et le Japon (53 % dans les deux pays). Les répondants d'Europe se montrent en général plus négatifs (50 %) que la moyenne mondiale (45 %).

### Avoir un plan pour réduire l'impact du changement climatique

Plus d'une personne sur trois (36 %) réagit négativement aux plans de son gouvernement pour réduire l'impact du changement climatique : 14 % des répondants indiquent être en colère face aux mesures de leur gouvernement, alors que 22 % – soit plus d'une personne sur cinq – se disent désespérés.

Les pays les plus susceptibles d'enregistrer des réponses négatives sont la France (45 %), le Japon (44 %), l'Allemagne (43 %) et la Belgique (41 %). Les réactions relatives aux plans gouvernementaux pour réduire l'impact du changement climatique sont dans l'ensemble bien plus négatives en Europe (40 %).

### Prendre en compte mes besoins et ceux de ma famille

Plus d'une personne interrogée sur trois (36 %) indique éprouver de la colère (15 %) ou du désespoir (21 %) face à la prise en compte de ses besoins et de ceux de sa famille.

Les pays où il est plus probable d'enregistrer des réactions négatives sont la Bulgarie (51 %), l'Afrique du Sud (49 %) et la Russie (43 %).

### Veiller à ce que le salaire minimum soit suffisant pour mener une vie décente

Partout sur la planète, à peine moins d'une personne sur cinq (17 %) déclare que les mesures que son gouvernement adopte pour veiller à ce que le salaire minimum soit suffisant pour mener une vie décente suscitent chez elle de la colère. D'une façon générale, plus d'un tiers des répondants (38 %) réagissent négativement aux actions gouvernementales qui provoquent soit du désespoir (21 %), soit de la colère (17 %).

Les pays où il est le plus probable d'enregistrer de telles réactions négatives sont la Bulgarie (52 %), la Russie et la France (46 % dans les deux pays), l'Afrique du Sud (45 %) et la Belgique (44 %).

### Le coût des transports publics

Plus d'un tiers des répondants (39 %) expriment des sentiments négatifs (de la colère pour 18 % et du désespoir pour 21 %) face aux actions que leur gouvernement adopte en ce qui concerne le coût des transports publics.

Les personnes interrogées en Afrique du Sud (57 %), au Chili (53 %), en Russie (52 %), au Royaume-Uni (51 %), au Brésil (48 %) et en Bulgarie (47 %) ont davantage tendance à exprimer un avis négatif. Les mesures gouvernementales relatives au coût des transports semblent générer moins de débats en Asie où seulement 22 % des personnes interrogées dans la région affichent une réaction négative alors que la moyenne mondiale est de 39 %.

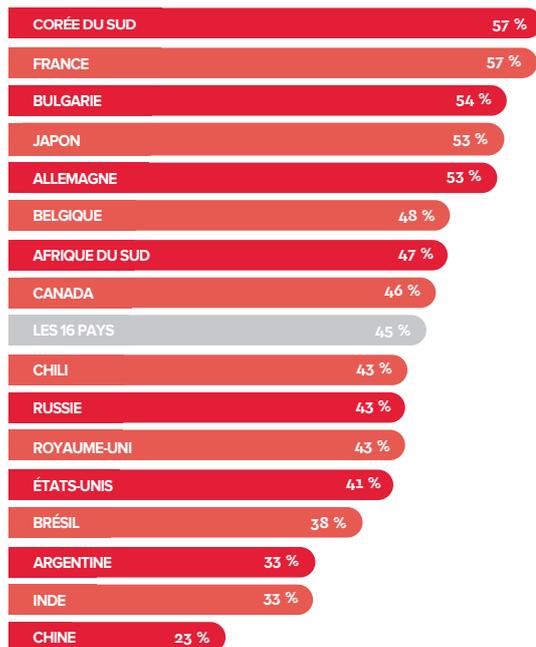
### Créer des emplois décents

Un peu moins d'un tiers (32 %) des personnes qui ont participé à l'enquête réagissent négativement aux actions entreprises par leur gouvernement pour créer des emplois décents, dont 12 % de personnes qui expriment de la colère et 20 % – soit tout juste une personne sur cinq – qui font part de désespoir.

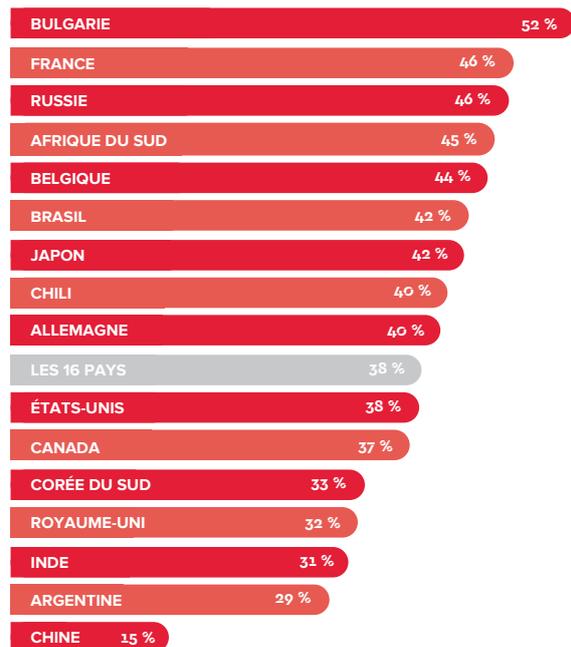
Les pays où il est plus probable d'enregistrer des réactions négatives sont la Corée du Sud (51 %), l'Afrique du Sud (50 %) et la Russie (40 %).

# Que pensez-vous des mesures prises par votre gouvernement concernant les sujets suivants? Comparaison entre les pays (sur la base des sentiments négatifs exprimés)

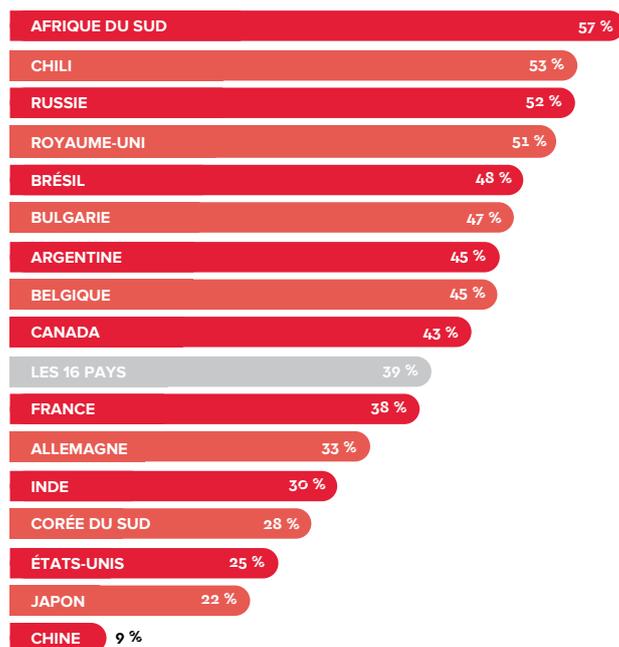
## Réduire les inégalités (22a)



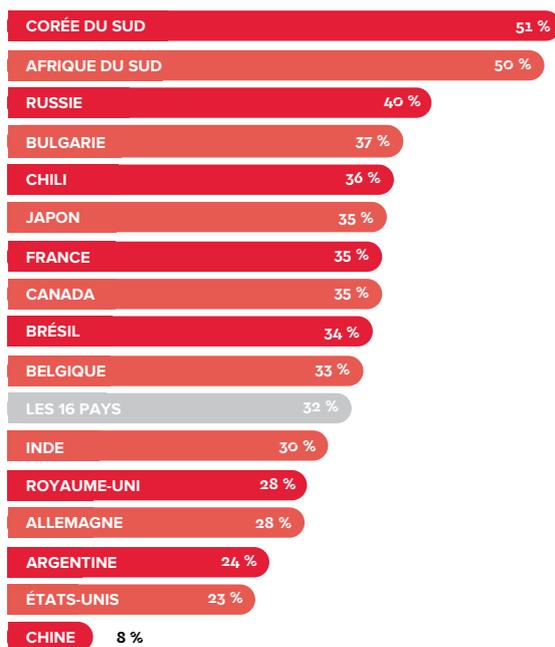
## Veiller à ce que le salaire minimum soit suffisant (22b)



## Le coût des transports (22c)

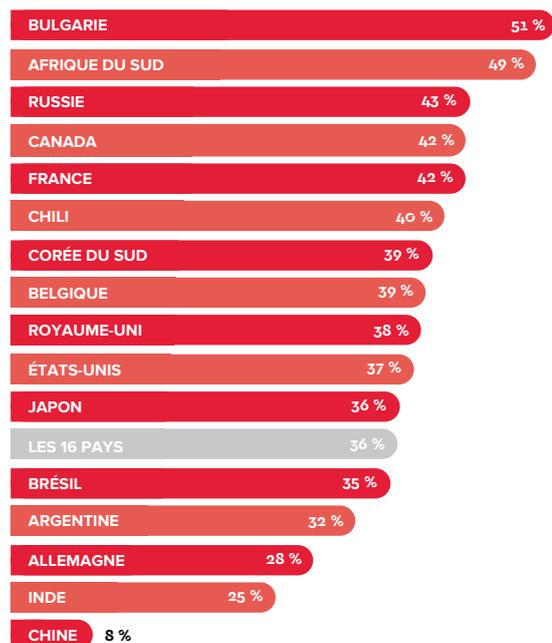


## Créer des emplois décents (22d)

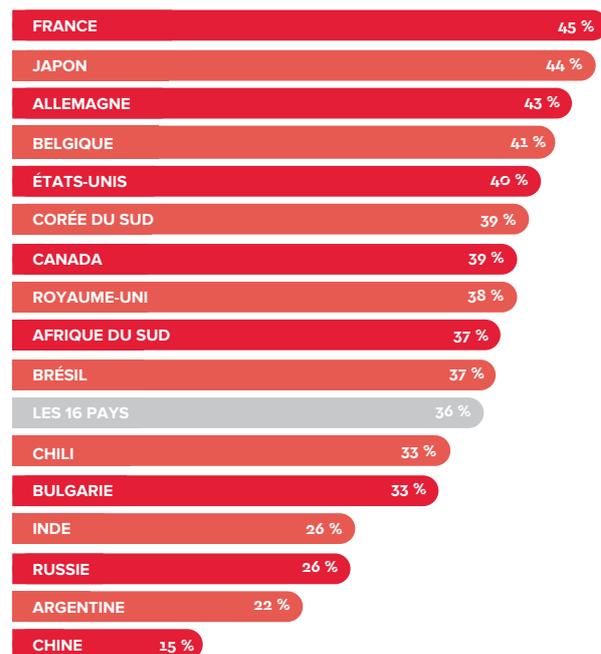


**Graphique 22a-d Question 8** Que pensez-vous des mesures prises par votre gouvernement concernant les sujets suivants? Note : n = 18 281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction des sentiments négatifs exprimés (les réponses «Je suis en colère» et «Je suis désespéré(e)» ont été comptabilisées ensemble).

### Prendre en compte mes besoins (22e)



### Réduire l'impact du changement climatique (22f)



## 4.1 Un plan d'action pour les gouvernements

### Votre gouvernement devrait-il en faire plus pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail et le changement climatique ?

Les personnes qui ont participé au sondage d'opinion mondial de la CSI ont été invitées à indiquer si leur gouvernement devait en faire plus ou moins par rapport à neuf points liés à l'emploi, aux salaires, aux conditions de travail, au changement climatique, aux règles et aux droits. Toutes les actions suggérées sont des mesures que le mouvement syndical international a suggérées aux dirigeants des pays du G20 et à différentes institutions internationales.

«La population réclame des actions de la part des gouvernements.»

Pour toutes les propositions, une majorité de personnes partout dans le monde souhaitent que leur gouvernement en fasse plus. En effet, en moyenne, plus de deux personnes sur trois (67 %) souhaitent que leur gouvernement agisse plus dans les neuf domaines d'action.

Toutefois, les participants évoquent plus fréquemment deux domaines dans lesquels ils souhaitent que les gouvernements en fassent davantage, il s'agit de :

- La création d'emplois en investissant dans la prise en charge des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants d'âge préscolaire (74 %)
- La garantie que les entreprises paient des impôts appropriés (73 %)

## Votre gouvernement devrait-il en faire plus pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail et le changement climatique ?



**Graphique 23 Question 9** Selon vous, votre gouvernement devrait-il en faire plus ou moins dans chacun des domaines suivants?

Note : les domaines ont été classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses «En faire plus».

### «Les pays BRICS ont plus tendance à réclamer des actions.»

Dans presque tous les domaines, sauf pour «s'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés», la population des pays BRICS est la plus encline à réclamer davantage d'action de la part des gouvernements. En moyenne et pour toutes les actions évoquées, près des trois quarts des répondants (70 %) dans les pays BRICS estiment que leur gouvernement devrait plus agir, par rapport à la moyenne mondiale de 67 %, ainsi qu'à une moyenne de 60 % en Asie et en Europe, de 62 % dans les pays du G20 et de 67 % sur le continent américain.

### S'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés

Partout dans le monde, presque trois quarts des personnes interrogées (73 %) pensent que leur gouvernement national devrait en faire plus pour s'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés.

Les proportions les plus fortes ont été enregistrées au Chili (88 %), au Royaume-Uni (83 %), en Bulgarie (82 %) et en Argentine (81 %).

Même si la proportion est plus faible en Asie (65 % en moyenne pour le continent et au plus bas en Inde et au Japon avec 64 %) et aux États-Unis (63 %), ce domaine d'intervention remporte quand même une majorité évidente auprès d'environ deux tiers des répondants.

### Créer des emplois en investissant dans la prise en charge des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants d'âge préscolaire

À peine moins de trois quarts des personnes interrogées (74 %) estiment que leur gouvernement devrait en faire plus pour créer des emplois en investissant dans la prise en charge des enfants et des personnes vulnérables. Dans tous les pays du sondage, une majorité de répondants pensent que leur gouvernement devrait agir davantage et créer des emplois pour fournir ce genre de services. Ce sentiment est plus largement partagé au Chili (88 %), en Bulgarie (87 %), en Russie (86 %), en Argentine (84 %), en Afrique du Sud (85 %) et au Brésil (81 %), et fait par contre moins l'unanimité aux États-Unis (58 %) et au Japon (59 %).

Si les femmes sont plus enclines à partager ce point de vue (77 %), les hommes sont presque tout aussi nombreux (71 %). C'est sur cette question que se note l'un des plus grands écarts générationnels puisque 78 % des répondants de 40 ans et plus réclament davantage d'actions de la part du gouvernement sur ce point alors que les moins de 40 ans ne sont que 68 % à l'exiger.

### Prendre des mesures visant à augmenter le salaire des travailleurs

Plus de deux tiers des personnes interrogées partout dans le monde (70 %) pensent que les gouvernements devraient agir plus pour augmenter les salaires des travailleurs.

Près de neuf personnes sur dix en Russie et au Chili (89 % dans les deux pays), en Argentine (87 %) et en Bulgarie (86 %) pensent que leur gouvernement devrait adopter davantage de mesures pour augmenter les salaires des travailleurs, suivent ensuite le Brésil (82 %) et la Chine (78 %) où de fortes majorités se dégagent en faveur d'actions gouvernementales.

Même si dans tous les pays couverts par le sondage, une majorité évidente se dégage en faveur d'une plus grande action de la part de leurs dirigeants dans ce domaine, les répondants aux États-Unis et en Allemagne (53 % dans les deux pays), en Corée du Sud (55 %) et au Royaume-Uni (59 %) manifestent clairement moins d'enthousiasme que la moyenne mondiale.

Les femmes (73 %) ont aussi plus tendance à soutenir ce type d'actions que les hommes (66 %).

### Réglementer l'économie numérique pour promouvoir l'emploi et les droits des travailleurs

Près de deux personnes sur trois (61 %) souhaitent que leur gouvernement soit plus réactif sur cette nouvelle question. C'est au Chili (80 %), en Russie (79 %), en Bulgarie (78 %), en Argentine (74 %) et en Chine (73 %) que l'appel en faveur d'actions gouvernementales est le plus marqué.

### Protéger la sécurité de l'emploi et les droits des travailleurs pour les travailleurs nationaux et migrants

Plus de la moitié des personnes ayant participé au sondage (57 %) désirent que leur gouvernement agisse davantage sur ce point, alors qu'une personne sur cinq (21 %) souhaite que son gouvernement conserve le même rôle et à peine 12 % des répondants souhaitent qu'il en fasse moins.

La plupart des pays BRICS sont plus enclins à réclamer des actions de la part du gouvernement, dont la Chine (76 %), la Russie (74 %), le Brésil (73 %) et l'Afrique du Sud (70 %), soit une moyenne de 73 % – presque trois quarts – des répondants des pays BRICS. Les personnes interrogées en Bulgarie (77 %) ont aussi largement plébiscité plus d'actions de la part de leurs dirigeants.

### Promouvoir une transition juste vers un avenir «zéro carbone»

Près de deux tiers des personnes ayant répondu (63 %) pensent que leur gouvernement devrait en faire plus pour promouvoir une transition juste vers un avenir sans carbone et seulement 10 % pensent qu'il devrait en faire moins. Les pays où la population a le plus tendance à réclamer des actions gouvernementales sont le Chili (82 %), le Brésil (79 %), la Chine (78 %), l'Argentine (75 %) et la Bulgarie (74 %).

### Adopter de nouvelles règles pour que les entreprises multinationales mettent fin aux abus à l'égard des travailleurs dans leurs chaînes d'approvisionnement

Deux personnes interrogées sur trois (66 %) pensent que leurs dirigeants devraient adopter de nouvelles règles pour mettre fin à l'exploitation des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement, et c'est au Chili (85 %), au Brésil (78 %), en Bulgarie (78 %) et en Argentine (77 %) que la proportion est la plus forte.

### Travailler avec d'autres pays pour promouvoir la paix, l'emploi et les droits de l'Homme

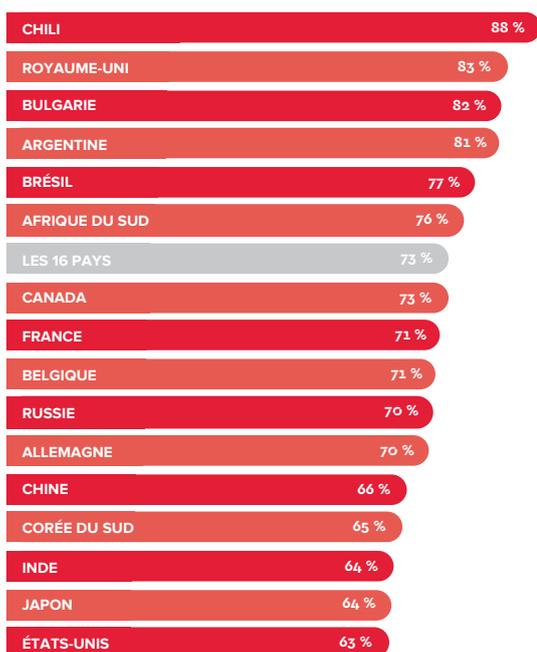
À peine moins de deux personnes sur trois (64 %) estiment que leur gouvernement devrait davantage travailler avec d'autres pays pour promouvoir la paix, l'emploi et les droits de l'Homme. Une majorité de répondants expriment ce sentiment dans tous les pays de l'enquête, mais c'est en Afrique du Sud et en Bulgarie (79 % dans les deux pays), au Brésil (78 %) et en Argentine (75 %) qu'il est le plus fort.

### Favoriser les apprentissages et offrir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

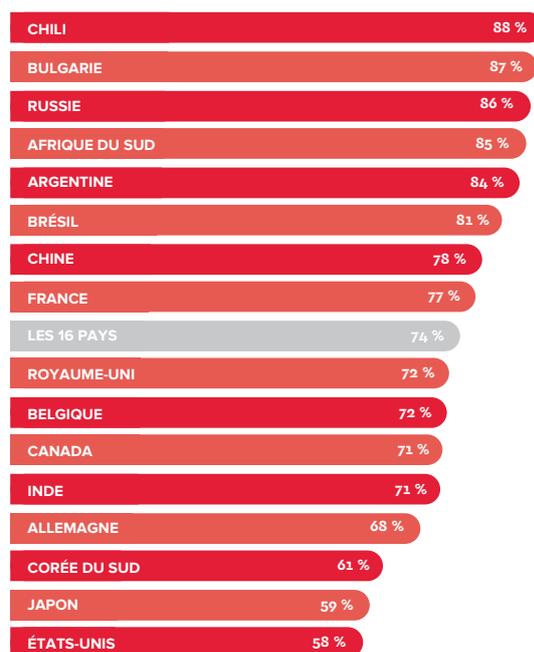
Plus de deux tiers des répondants dans le monde entier (69 %) pensent que leurs dirigeants devraient davantage agir dans ce domaine, alors que seulement 7 % estiment qu'ils devraient en faire moins. Les pays dont la population a le plus tendance à opiner en ce sens sont l'Argentine (87 %), le Chili (84 %), le Brésil (83 %), l'Afrique du Sud (82 %) et la Bulgarie (81 %).

## Votre gouvernement devrait-il en faire plus pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail et le changement climatique ? Comparaison entre les pays

### S'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés (24a)

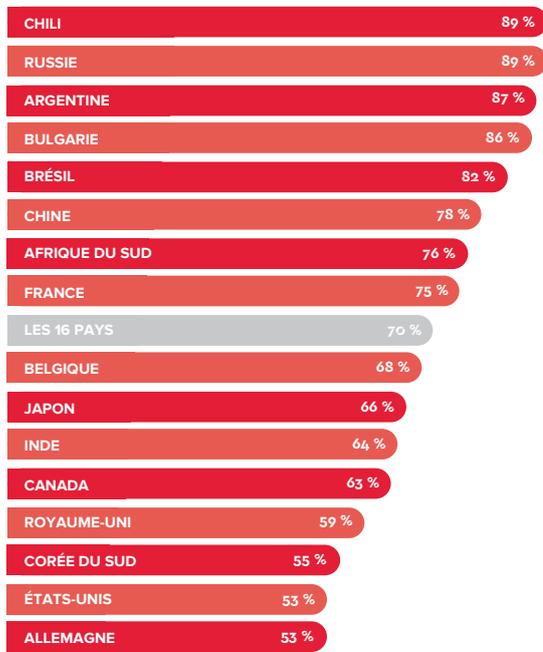


### Créer des emplois en investissant dans les soins (24b)

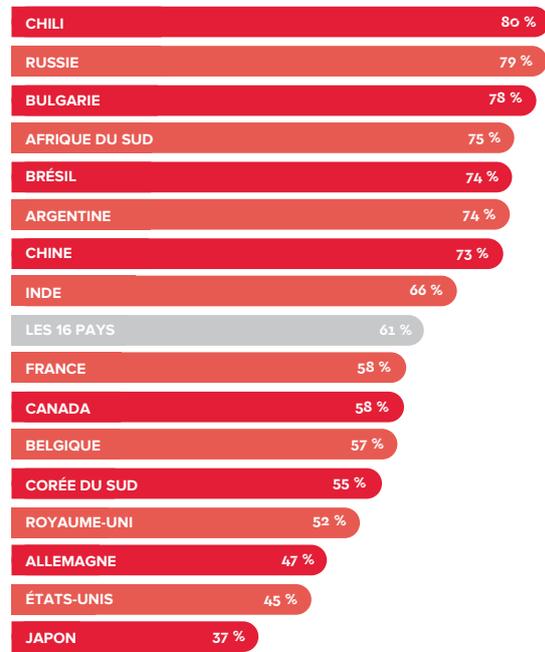


**Graphique 24a-b Question 9** Selon vous, le gouvernement de votre pays devrait-il en faire plus ou moins dans chacun des domaines suivants? Note : n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses «En faire plus».

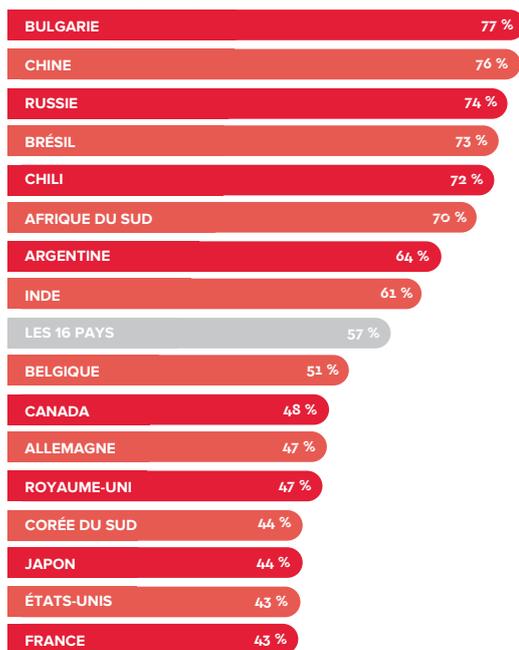
### Augmenter le salaire des travailleurs (24c)



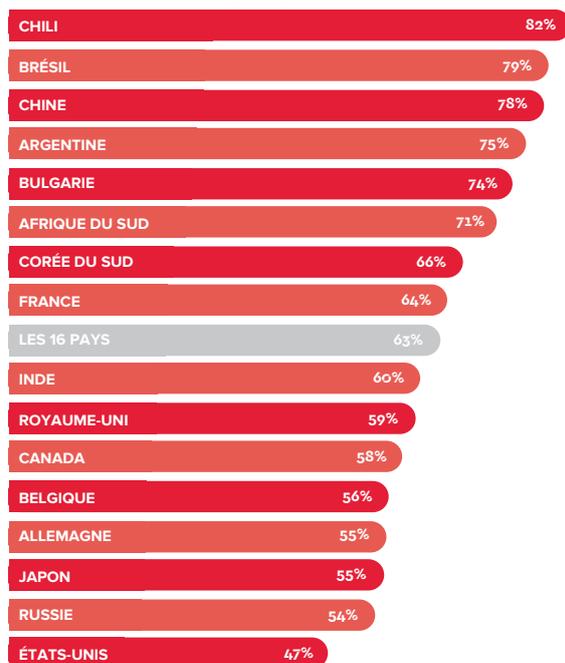
### Réglementer l'économie numérique pour promouvoir les droits des travailleurs (24d)



### Protéger les droits des travailleurs nationaux et migrants (24e)

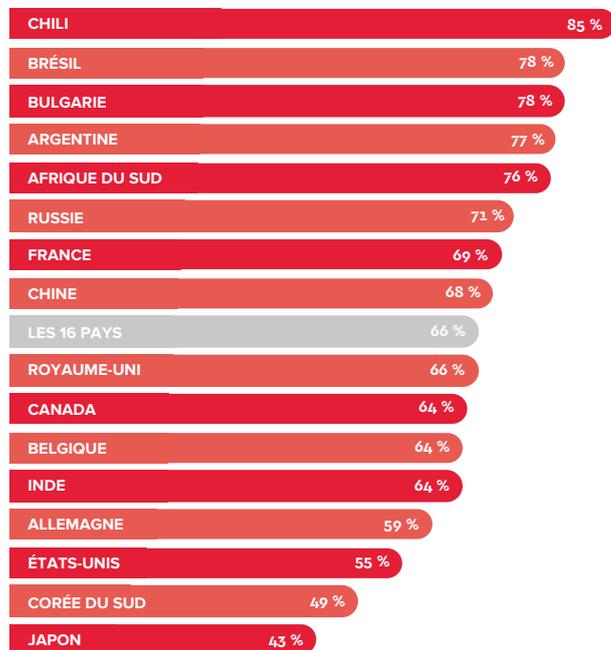


### Promouvoir une transition juste vers un avenir «zéro carbone» (24f)

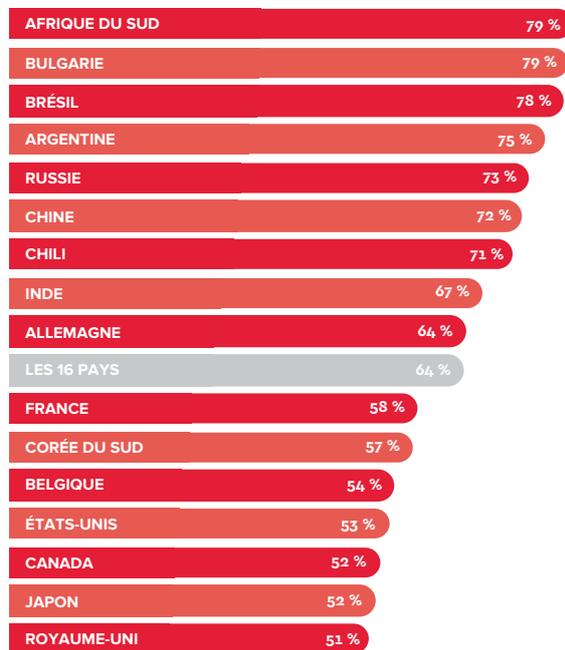


**Graphique 24c-f Question 9** Selon vous, le gouvernement de votre pays devrait-il en faire plus ou moins dans chacun des domaines suivants? Note : n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses «En faire plus».

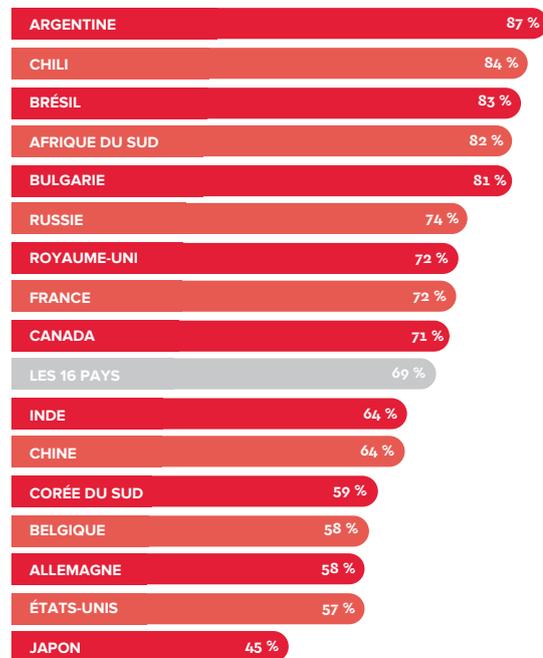
### Adopter de nouvelles règles pour mettre fin à l'exploitation des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement (24g)



### Travailler avec d'autres pays pour promouvoir la paix, l'emploi et les droits de l'Homme (24h)



### Favoriser les apprentissages et offrir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (24i)



**Graphique 24g-i Question 9** Selon vous, le gouvernement de votre pays devrait-il en faire plus ou moins dans chacun des domaines suivants? Note : n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses «En faire plus».



## Conclusions ciblées

Voici les trois principales préoccupations pour les femmes, les hommes, les personnes de moins de 40 ans et celles de 40 ans et plus :

Hommes	Femmes	Moins de 40 ans	40 ans et plus
S'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés (73 %)	Créer des emplois en investissant dans les soins (77 %)	Prendre des mesures visant à augmenter le salaire des travailleurs (70 %)	S'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés (78 %)
Créer des emplois en investissant dans les soins (71 %)	S'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés et prendre des mesures visant à augmenter le salaire des travailleurs (73 %)	Créer des emplois en investissant dans les soins (68 %)	Créer des emplois en investissant dans les soins (78 %)
Favoriser les apprentissages et offrir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (68 %)	Favoriser les apprentissages et offrir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (70 %)	Favoriser les apprentissages et offrir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie et s'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés (66 %)	Favoriser les apprentissages et offrir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (71 %)

## 4.2 Rétablir la confiance pour garantir la démocratie

Feriez-vous confiance à votre gouvernement s'il agissait sur des questions nationales et internationales ?

«La population plébiscite des actions.»

Pour toutes les catégories d'initiatives suggérées, à l'exception de l'augmentation des impôts pour prendre en charge les soins des enfants, des personnes âgées et des personnes malades, une majorité de répondants dans le monde entier indiquent qu'ils feraient davantage confiance à leur gouvernement s'il adoptait les actions mentionnées.

Pour les sept types d'actions suggérées, une moyenne de 52 % des répondants – soit plus d'une personne sur deux – déclarent qu'ils feraient plus confiance à leurs dirigeants s'ils agissaient davantage et seulement 16 % en moyenne indiquent que leur confiance diminuerait.

Les thèmes où des actions gouvernementales augmenteraient la confiance des personnes interrogées sont :

- Augmenter le salaire minimum et s'engager pour des emplois décents (64 %)
- Demander des comptes aux entreprises quant à la façon dont elles traitent les travailleurs et l'environnement (61 %)

# Auriez-vous davantage ou moins confiance dans un gouvernement qui agit en prenant les initiatives suivantes ?



## Réduire l'écart entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas

Plus de la moitié des répondants (59 %) déclarent qu'ils auraient davantage confiance dans leur gouvernement s'il adoptait des mesures pour réduire l'écart entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas, et seulement 16 % d'entre eux disent qu'ils accorderaient moins de confiance à un gouvernement qui agirait en ce sens.

Les personnes qui ont répondu au sondage au Brésil (79 %), en Russie (77 %), au Chili (72 %) et en Chine (68 %) sont celles qui ont le plus indiqué que leur confiance augmenterait, alors que la Corée du Sud est les pays où la population est la plus encline à indiquer que cela diminuerait sa confiance envers ses dirigeants. Toutefois, la proportion de personnes à opiner en ce sens n'est que de 30 %, soit toujours 15 % de moins que celles qui indiquent qu'une telle action gouvernementale augmenterait leur confiance (45 %).

## Demander des comptes aux entreprises quant à la façon dont elles traitent les travailleurs et l'environnement

Près de deux personnes interrogées sur trois (61 %) disent qu'elles feraient plus confiance à leur gouvernement s'il demandait des comptes aux entreprises quant à la façon dont elles traitent les travailleurs et l'environnement, et à peine 14 % déclarent que leur confiance diminuerait.

Les répondants au Brésil (82 %), en Bulgarie (73 %), et au Chili et au Royaume-Uni (70 % dans les deux pays) ont clairement indiqué qu'ils seraient plus enclins à accorder leur confiance à un gouvernement qui adopte ce genre de mesures. À l'exception de la Corée du Sud (36 %) et du Japon (34 %), une majorité de personnes dans tous les pays ont signalé que leur confiance augmenterait envers des dirigeants qui agissent en ce sens.

## S'engager dans un traité international interdisant les armes nucléaires

Une majorité de répondants (53 %) affirment qu'ils auraient davantage confiance dans leur gouvernement s'il s'engageait au travers d'un traité international interdisant les armes nucléaires.

Assez étonnamment, il n'y a presque aucune différence entre les moyennes obtenues dans les pays disposant de l'arme nucléaire (Inde, France, États-Unis, Chine, Royaume-Uni et Russie) et ceux ne l'ayant pas (Brésil, Canada, Chili, Afrique du Sud, Allemagne, Corée du Sud, Belgique, Japon, Argentine et Bulgarie) puisque respectivement 53 % et 52 % des répondants indiquent qu'ils auraient davantage confiance dans leur gouvernement s'il s'engageait à interdire les armes nucléaires.

### **Promouvoir une transition juste vers un avenir «zéro carbone»**

La moitié des personnes ayant répondu au sondage (50 %) indiquent qu'elles feraient plus confiance à leur gouvernement s'il prévoyait une transition juste vers un avenir sans carbone et seulement 14 % indiquent que leur confiance diminuerait.

Dans tous les pays ayant participé à l'enquête, au moins une personne interrogée sur trois (c'est au Japon que la proportion est la plus faible, à 37 %) déclare qu'elle aurait plus confiance dans son gouvernement s'il prévoyait une transition juste. Un tel soutien dépasse largement la majorité dans plusieurs pays, comme au Brésil (74 %), en Chine (66 %) et au Chili (61 %), où la population est la plus encline à indiquer que leur confiance augmenterait si leurs dirigeants adoptaient ce genre de mesures. Malgré une forte disparité des réponses entre les différents pays couverts par ce sondage, même dans les pays où les réactions sont les plus modérées (au Japon [37 %], aux États-Unis [38 %] et en Allemagne [40 %]), la proportion de la population indiquant que leur confiance augmenterait reste élevée.

### **Augmenter les impôts pour prendre en charge les soins des enfants, des personnes âgées et des personnes malades**

Plus d'un tiers des répondants (37 %) de tous les pays du sondage déclarent qu'ils feraient davantage confiance à un gouvernement qui augmente les impôts pour prendre en charge les soins des enfants, des personnes âgées et des personnes malades. Même si cette mesure est moins plébiscitée que d'autres, elle obtient tout de même le soutien d'une proportion importante de la population dans tous les pays. Il est intéressant de noter qu'il n'y a pas de différences notables en fonction du genre ou de l'âge, ce qui montre que le soutien apporté à cette mesure ne dépend pas de la situation personnelle des répondants.

Une majorité de personnes interrogées en Chine (61 %) et au Chili (50 %) indiquent que leur confiance augmenterait envers leur gouvernement s'il agissait de la sorte.

### **Augmenter le salaire minimum et s'engager pour des emplois décents**

Près de deux tiers des répondants (64 %) disent qu'ils feraient davantage confiance à leurs dirigeants s'ils augmentaient le salaire minimum et s'engageaient en faveur d'emplois décents, alors que juste 13 % d'entre eux indiquent que leur confiance diminuerait.

À nouveau, la situation au Brésil diffère des autres pays : 83 % des personnes interrogées dans ce pays (soit 19 % de plus que la moyenne mondiale) indiquent qu'elles feraient plus confiance à un gouvernement qui adopte ce type d'actions. La Russie (83 % également), l'Argentine et le Chili (76 % dans les deux pays), et la Bulgarie (75 %) sont également bien au-dessus de la moyenne mondiale.

### **Travailler avec d'autres gouvernements pour trouver des solutions communes**

Un peu plus de la moitié des personnes interrogées (53 %) signalent que leur confiance augmenterait à l'égard d'un gouvernement qui travaille avec les autres gouvernements à trouver des solutions communes et à peine 13 % déclarent que leur confiance diminuerait.

Au Brésil, la population indique de façon significative qu'elle ferait plus confiance à un gouvernement qui agit de la sorte : en effet, 74 % des Brésiliens interrogés ont répondu positivement, soit 9 % de plus qu'en Argentine (65 %) qui est le deuxième pays où le plus grand nombre de répondants ont signalé qu'un tel comportement augmenterait leur confiance, et 21 % de plus que la moyenne mondiale.

*«Au Brésil, bien plus que dans d'autres pays du globe, les participants indiquent qu'ils feraient davantage confiance en leur gouvernement s'il agissait.»*

En moyenne, pour les sept initiatives suggérées, presque trois quarts des Brésiliens interrogés (72 %) déclarent que leur confiance envers le gouvernement augmenterait s'il adoptait de telles mesures, soit 20 % de plus que la moyenne mondiale qui se situe à 52 %. Suit ensuite la Chine avec une moyenne nationale à 64 %, soit encore 8 % de moins qu'au Brésil.

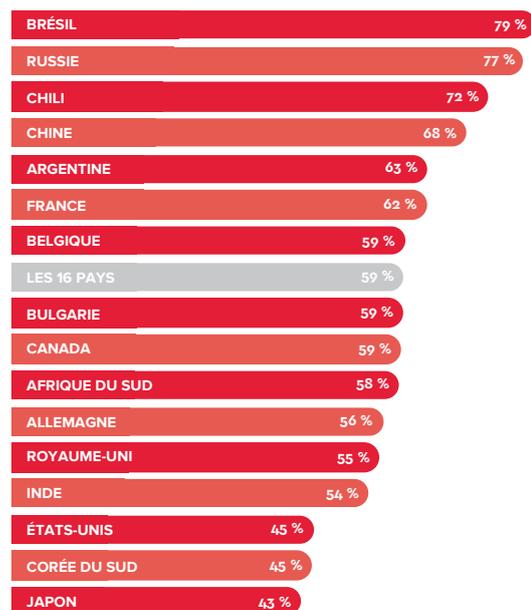
Pour toutes les actions suggérées, à l'exception de l'augmentation des impôts pour prendre en charge les soins des enfants, des personnes âgées et des personnes malades, c'est au Brésil que la population est la plus encline à répondre qu'elle ferait davantage confiance à son gouvernement s'il agissait plus.

Les deux domaines que les Brésiliens plébiscitent le plus sont :

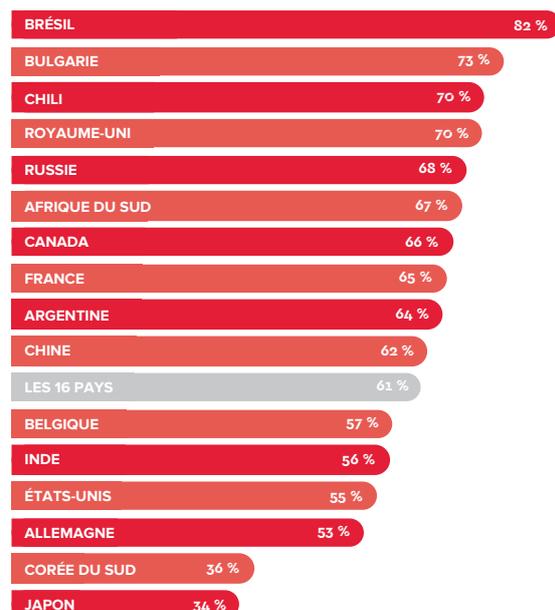
- Augmenter le salaire minimum et s'engager pour des emplois décents (83 %)
- Demander des comptes aux entreprises quant à la façon dont elles traitent les travailleurs et l'environnement (82 %)

# Auriez-vous davantage ou moins confiance dans un gouvernement qui agit en adoptant les mesures suivantes ? Comparaison entre les pays

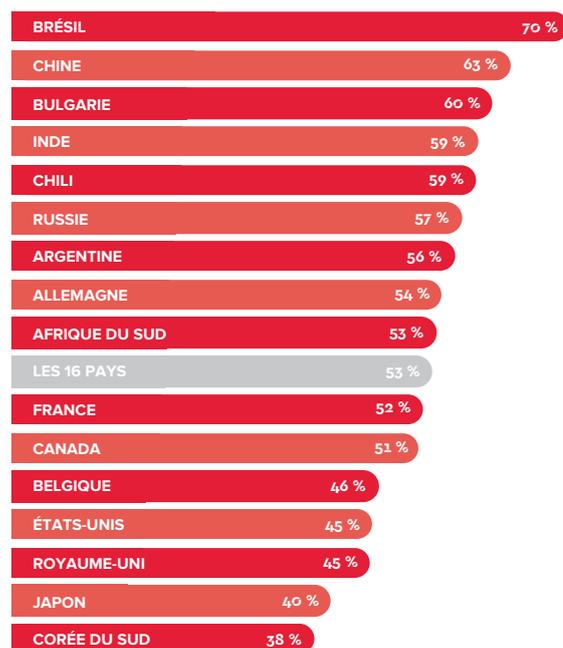
## Réduire l'écart entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas (26a)



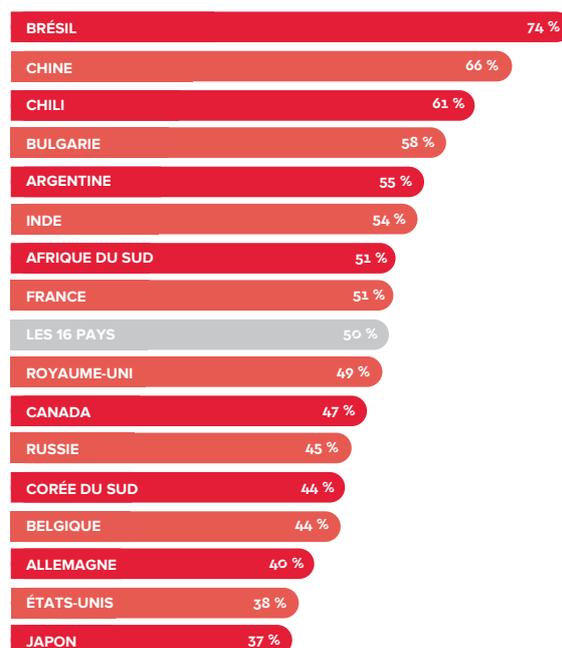
## Demander des comptes aux entreprises quant à la façon dont elles traitent les travailleurs et l'environnement (26b)



## S'engager au travers d'un traité international interdisant les armes nucléaires (26c)

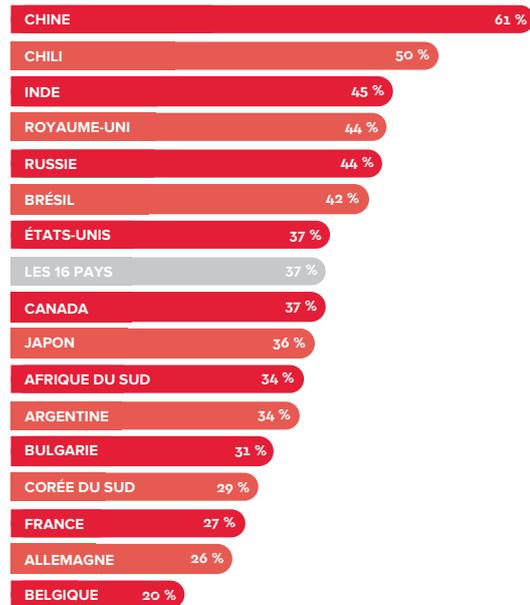


## Prévoir une transition juste vers un avenir « zéro carbone » (26d)

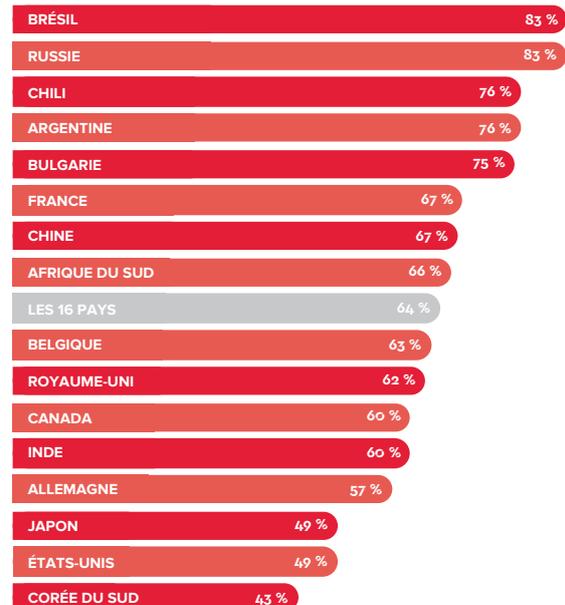


**Graphique 26a-d Question 16 :** Auriez-vous davantage ou moins confiance dans un gouvernement qui agit en prenant les initiatives suivantes, ou cela ne ferait-il aucune différence pour vous? Note : n = 18 281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses «J'aurais davantage confiance».

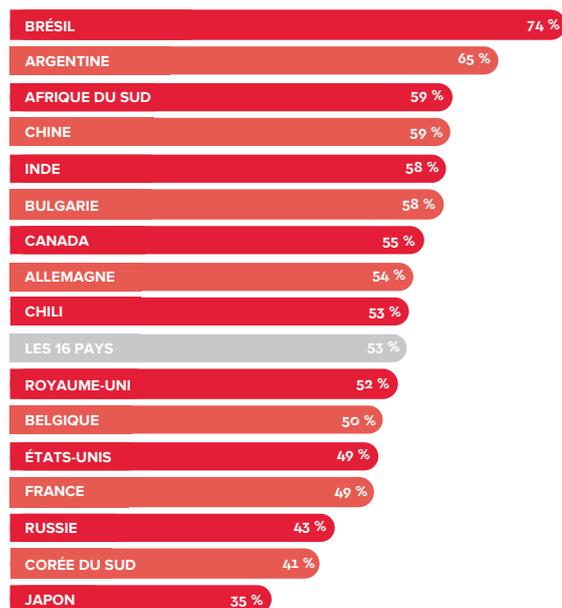
**Augmenter les impôts pour prendre en charge les soins des enfants, des personnes âgées et des personnes malades (26e)**



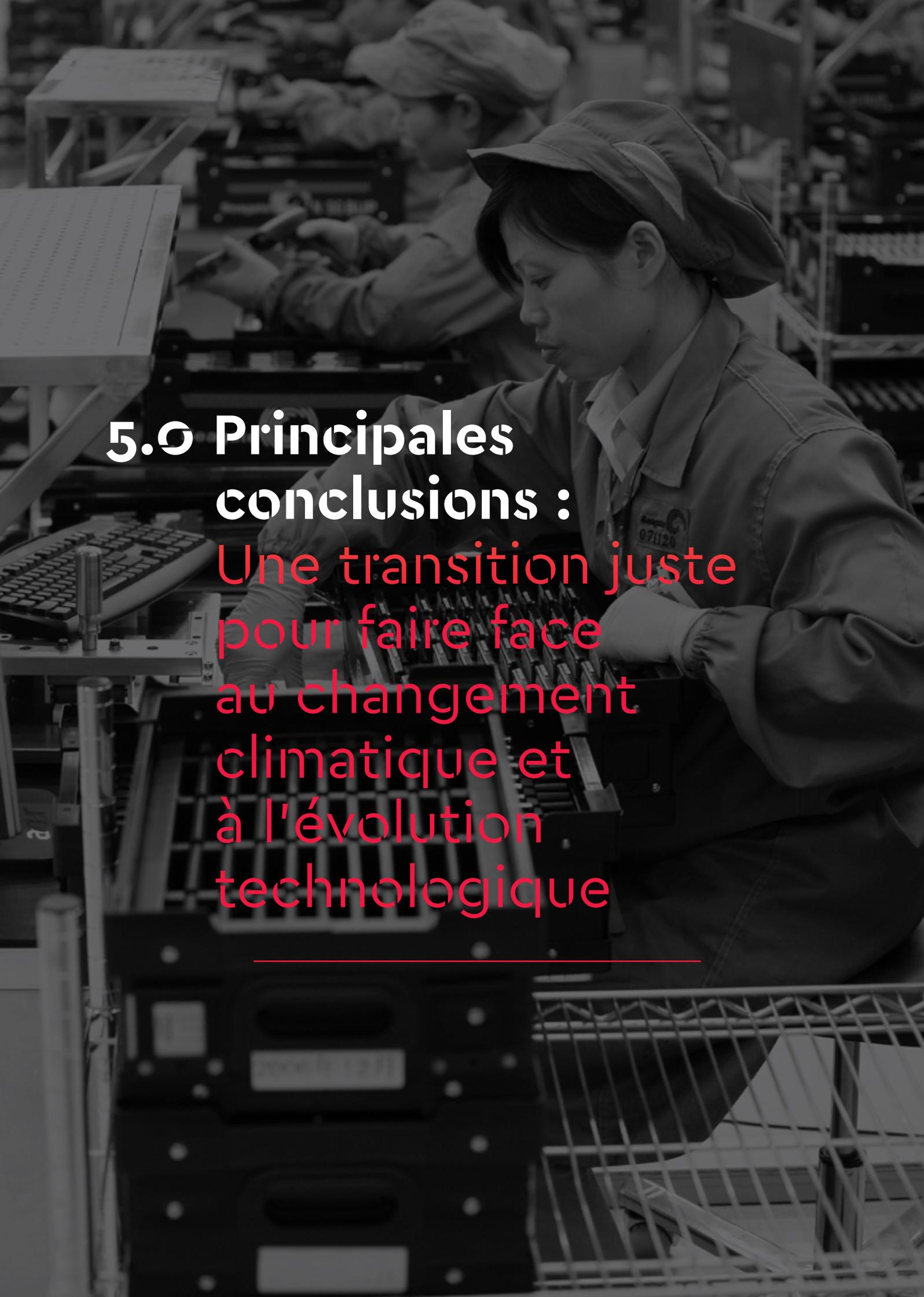
**Augmenter le salaire minimum et s'engager pour des emplois décents (26f)**



**Travailler avec d'autres gouvernements pour trouver des solutions communes (26g)**



**Graphique 26e-g Question 16 : Auriez-vous davantage ou moins confiance dans un gouvernement qui agit en prenant les initiatives suivantes, ou cela ne ferait-il aucune différence pour vous?** Note : n = 18 281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses «J'aurais davantage confiance».



## 5.0 Principales conclusions :

Une transition juste pour faire face au changement climatique et à l'évolution technologique

---

## Évolution mondiale – il est urgent d'agir



Au début de 2020, le changement climatique occupait largement les esprits de la population mondiale qui réclame des actions.

Le changement climatique figure en effet parmi les trois principales préoccupations des citoyens du monde et plus de deux tiers des personnes interrogées se disent « inquiètes » l'égard du changement climatique (69 %), dont 40 % s'estiment « très inquiètes ». Un peu moins de deux tiers des personnes ayant répondu (63 %) pensent que leur gouvernement devrait en faire plus pour promouvoir une transition juste vers un avenir sans carbone, alors qu'une personne sur trois (36 %) réagit vivement à l'action de son gouvernement pour réduire les effets du changement climatique, ressentant de la colère ou du désespoir.

En termes d'actions concrètes, plus de trois quarts des personnes interrogées partout dans le monde (79 %) estiment que les travailleurs doivent avoir le droit de connaître les mesures que leur entreprise prévoit pour tenir compte des défis climatiques pour les emplois et les lieux de travail.

Sur tous les continents, la question émergente de la réglementation des grandes entreprises internationales de technologie et de la protection de leurs travailleurs, souvent vulnérables, préoccupe la population. Si la majorité des personnes ayant répondu au sondage (73 %) estiment que les grandes entreprises internationales de technologie ont eu un effet positif sur leur vie en la leur facilitant, ça a un coût. En effet, de plus en plus de personnes reconnaissent l'incidence négative que de telles entreprises peuvent avoir sur les travailleurs puisque près d'un répondant sur trois (30 %) partage ce sentiment. Près d'un autre tiers (32 %) estime qu'elles ont eu une incidence négative sur notre société.

Toutefois, la question qui soulève le plus d'inquiétudes chez les personnes interrogées est celle qui les touche directement, à savoir la protection de leurs données personnelles en ligne (47 %) : près de la moitié des répondants soulignent l'impact négatif des grandes entreprises internationales de technologie sur ce point.

Enfin, plus de deux tiers des personnes (66 %) souhaitent que leur gouvernement agisse et augmente les taxes payées par les entreprises internationales de technologie et autant déclarent qu'elles soutiendraient une hausse du nombre de réglementations auxquelles elles doivent se soumettre.

## 5.1 Les travailleurs ont le droit de savoir

Les travailleurs ont-ils le droit de savoir ce que les employeurs prévoient pour garantir des lieux de travail à l'épreuve du climat ?

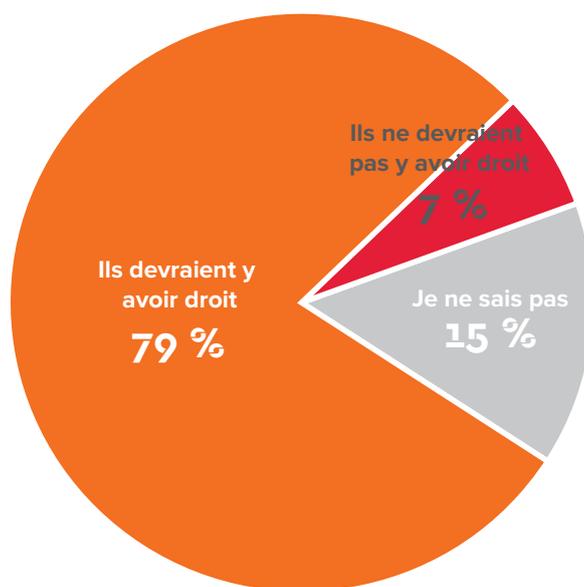
«Les travailleurs ont le droit de savoir.»

Plus de trois quarts des personnes interrogées (79 %) partout dans le monde estiment que les salariés doivent avoir le droit de connaître les mesures que leur entreprise prévoit pour que les emplois et les lieux de travail répondent aux défis climatiques, alors que seulement 7 % estiment qu'ils n'ont aucun droit de savoir et 15 % ne savent pas.

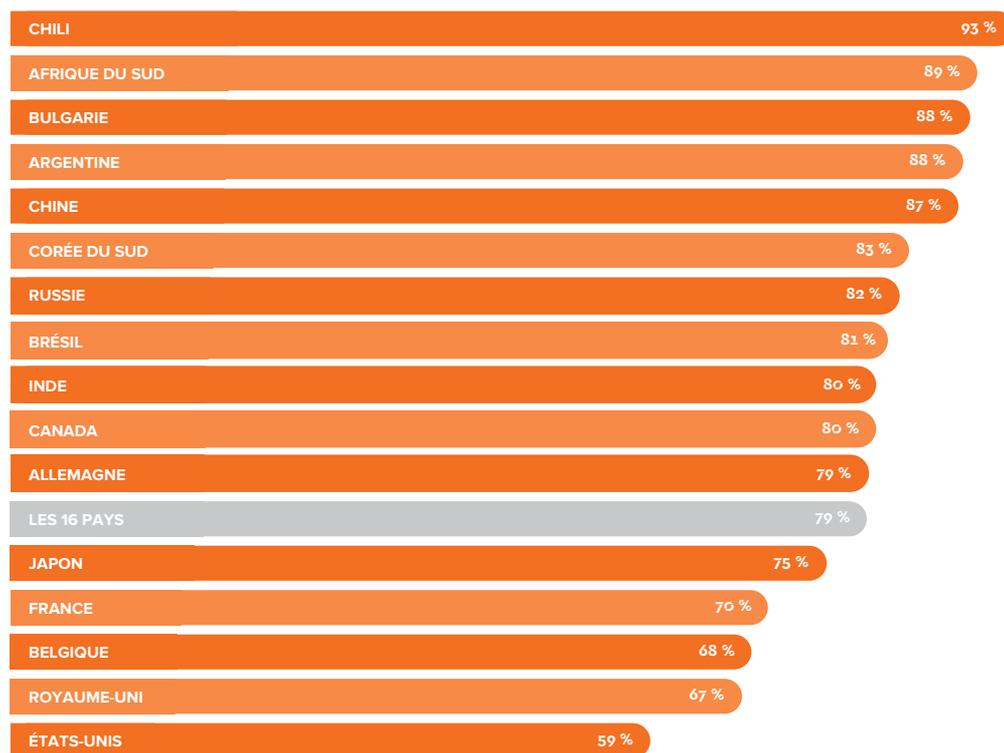
«Dans tous les pays, la population est favorable au droit du personnel de savoir.»

Le soutien en faveur de cette mesure fluctue considérablement d'un pays à l'autre, mais, y compris dans les pays où le soutien est le faible, une grande majorité des personnes interrogées se disent favorables au droit de savoir du personnel. C'est au Chili (93 %), en Afrique du Sud (89 %), en Argentine et en Bulgarie (88 % dans les deux pays), et en Chine (87 %) que les répondants se sont le plus majoritairement prononcés en faveur de cette mesure.

Pensez-vous que les employés devraient avoir le droit de savoir quelles mesures leur entreprise prévoit pour les emplois et les lieux de travail en termes de «climate proofing», c'est-à-dire en intégrant la prise en considération des défis climatiques ?

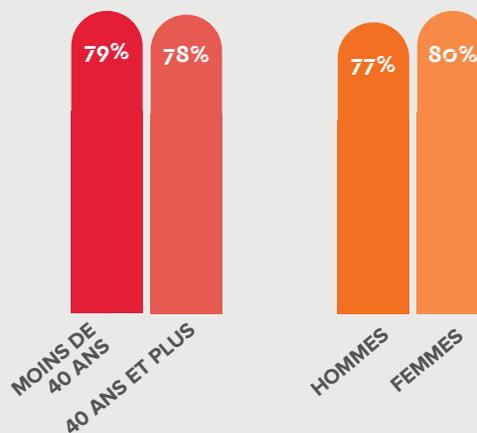


## Pensez-vous que les employés devraient avoir le droit de savoir quelles mesures leur entreprise prévoit pour les emplois et les lieux de travail en termes de «climate proofing», c'est-à-dire en intégrant la prise en considération des défis climatiques? Comparaison entre les pays



### Conclusions ciblées

Tous les groupes d'âge soutiennent largement et uniformément le droit des travailleurs de savoir : 79 % des répondants de moins de 40 ans et 78 % de ceux de 40 ans et plus (y compris 78 % des personnes de 65 ans et plus) soutiennent cette affirmation. De la même façon, les hommes (77 %) et les femmes (80 %) soutiennent presque identiquement le droit des travailleurs de savoir.



## 5.2 Les grandes entreprises de technologie menacent la vie privée

### Les entreprises de technologie ont-elles une incidence positive ou négative sur nos vies ?

Pour cette question, il a été demandé aux participants s'ils pensaient que les grandes entreprises internationales de technologie avaient eu un impact positif ou négatif sur les personnes et les communautés au cours des trois dernières années.

*«Une proportion importante des répondants estiment que ces entreprises ont pu avoir un effet négatif sur la sécurité, les travailleurs, les économies et la société.»*

D'une façon générale, près de trois quarts (73 %) des personnes interrogées pensent que les grandes entreprises de technologie ont eu un effet positif sur leur vie en la leur facilitant. Toutefois, pour de nombreux citoyens, cela va de pair avec une série de conséquences négatives.

Même si pour tous les éléments suggérés, à l'exception d'un, les personnes ayant participé à l'enquête sont plus enclines à croire que les entreprises internationales de technologie ont eu un effet positif, un nombre important de répondants pensent le contraire.

Près d'une personne sur trois (30 %) estime que les entreprises internationales de technologie ont eu une incidence négative sur les travailleurs, alors que près d'un tiers (32 %) pensent qu'elles ont eu des effets négatifs sur notre société.

Une personne interrogée sur cinq (21 %) pense que ces entreprises ont eu un impact négatif sur des personnes comme elle et plus d'un quart (29 %) considère qu'elles ont affecté négativement l'économie de leur pays.

La plus grande préoccupation pour les répondants a trait à la protection de leurs données personnelles en ligne et près de la moitié des personnes interrogées (47 %) pensent que les entreprises internationales de technologie ont eu un effet négatif sur cet aspect de leur vie. Près d'une personne sur six (16 %) considère que l'incidence de ces entreprises sur leurs données personnelles est très négative.

De plus, une personne interrogée sur cinq (22 %) s'inquiète de l'impact négatif que ces grandes entreprises de technologie pourraient avoir sur la sécurité des produits qu'elle achète en ligne.

*«Nombre de répondants sont indécis quant à l'incidence de ces entreprises, ce qui souligne l'inquiétude qui règne dans la communauté.»*

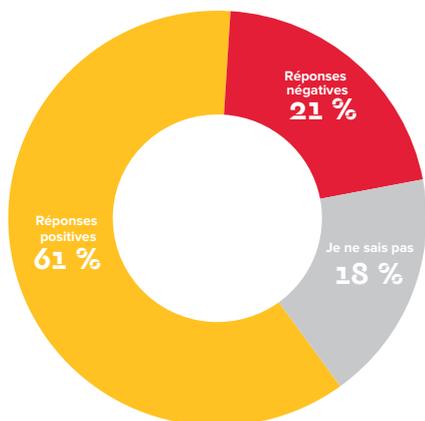
En ce qui concerne l'impact de ces entreprises sur toutes les catégories citées, en moyenne à peine moins d'une personne sur cinq (18 %) indique qu'elle ne sait pas, une hausse considérable par rapport à la plupart des autres questions de ce sondage.

Le total du nombre de «Je ne sais pas» et de réponses négatives indique qu'en moyenne, à peine moins de la moitié des personnes interrogées (46 %) ne pensent pas ou ne sont pas sûres que ces entreprises ont eu des effets positifs sur les différentes catégories mentionnées.

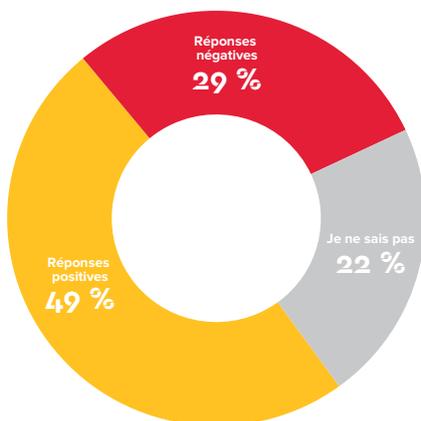
Par exemple, 52 % des personnes qui ont participé à l'enquête ne sont pas sûres ou pensent que les grandes entreprises de technologie ont eu un effet négatif sur les travailleurs. Cela signifie qu'une personne sur deux n'est actuellement pas convaincue de l'incidence positive de ces entreprises sur les travailleurs. Des conclusions similaires peuvent être tirées pour les effets sur l'économie nationale (51 % de réponses négatives ou d'indécis) ou sur la société (47 % de réponses négatives ou d'indécis).

# Les grandes entreprises de technologie ont-elles eu un impact positif ou négatif ?

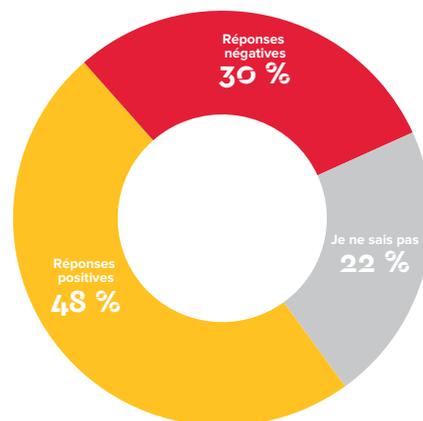
Les gens comme moi



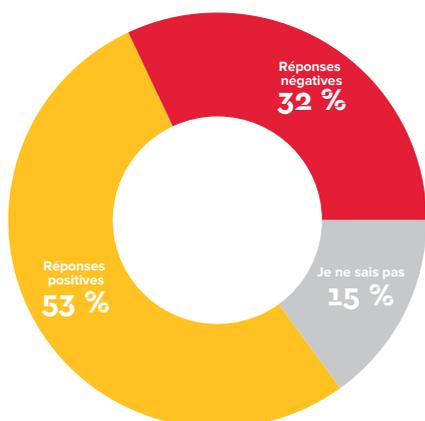
L'économie du pays



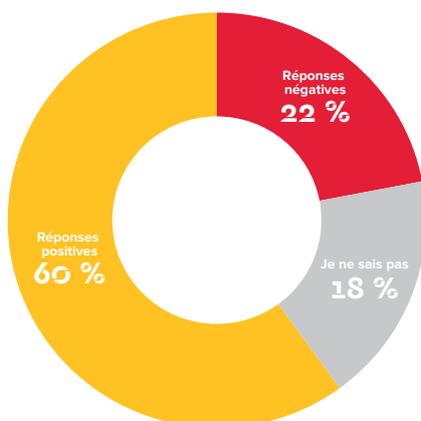
Les travailleurs



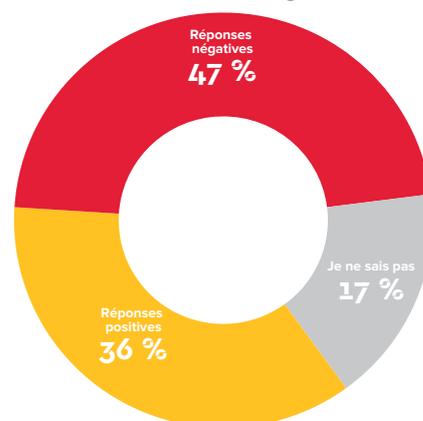
Notre société



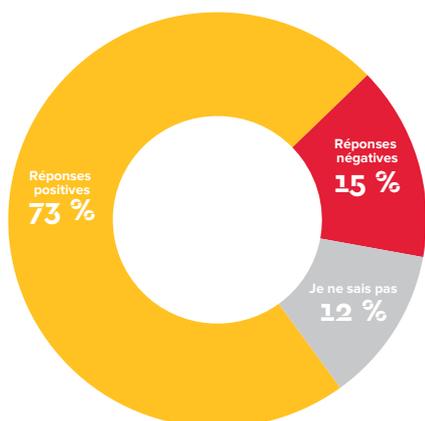
La sécurité des produits



La protection de mes données en ligne



Le fait de nous faciliter la vie



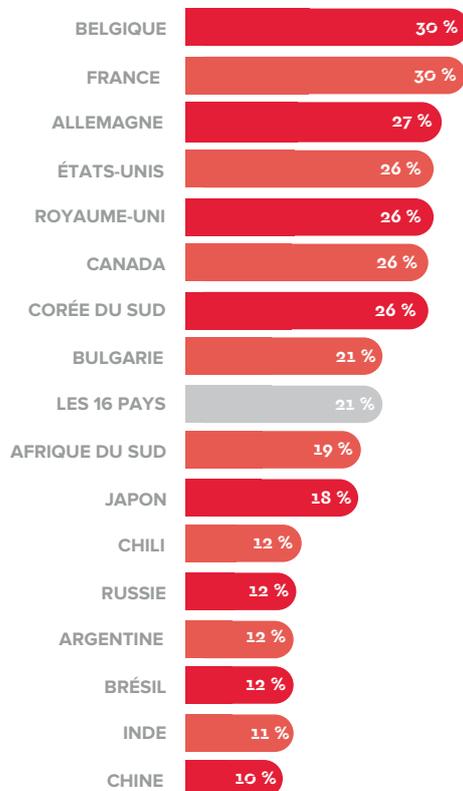
«Un écart notable se note entre les populations d'Europe et des pays BRICS à propos de l'incidence des entreprises internationales de technologie.»

Les pays où les participants se montrent les plus inquiets à propos de l'impact négatif des grandes entreprises internationales de technologie se concentrent en Europe – en France (qui affiche une moyenne de 41 % de réponses négatives pour toutes les catégories), en Belgique (38 %), et au Royaume-Uni et en Allemagne (36 % dans les deux pays).

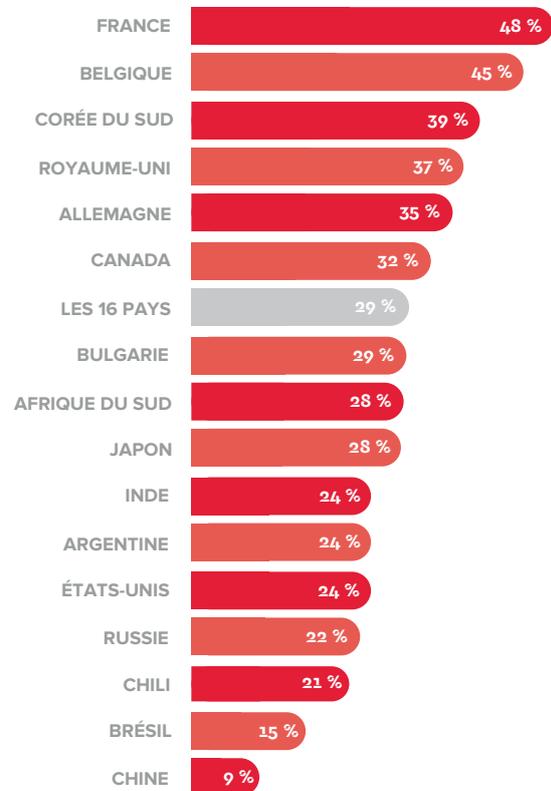
Les pays où le niveau d'inquiétude est le plus faible sont les plus grands pays BRICS – la Chine (qui affiche une moyenne de 13 % de réponses négatives pour toutes les catégories), le Brésil (16 %), et l'Inde et la Russie (18 % dans les deux pays).

## Les grandes entreprises de technologie ont-elles eu un impact positif ou négatif? Comparaison entre les pays

### Les gens comme moi (30a)

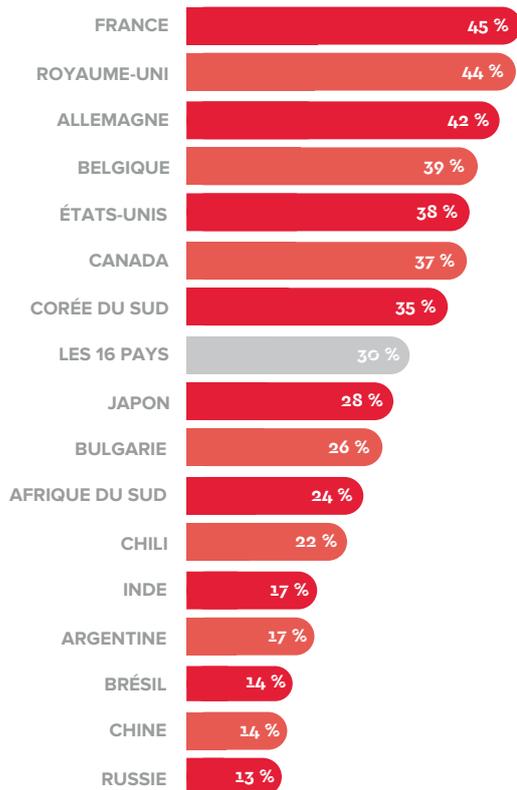


### L'économie du pays (30b)

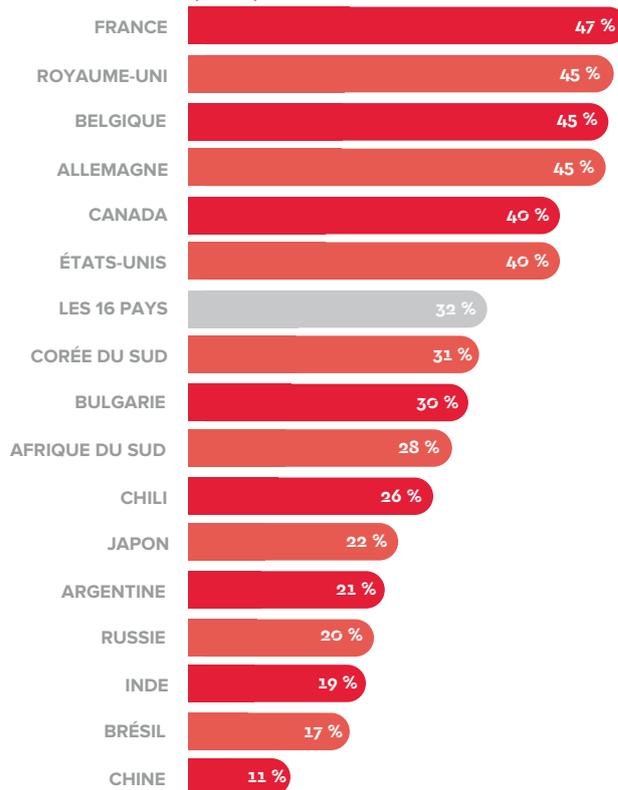


**Figure 30a-b Question 17** Dans l'ensemble, pensez-vous que les grandes entreprises internationales de technologie (p. ex. Amazon, Facebook, Google, etc.) ont eu un impact positif ou négatif sur chacune des catégories suivantes, au cours des trois dernières années? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses négatives.

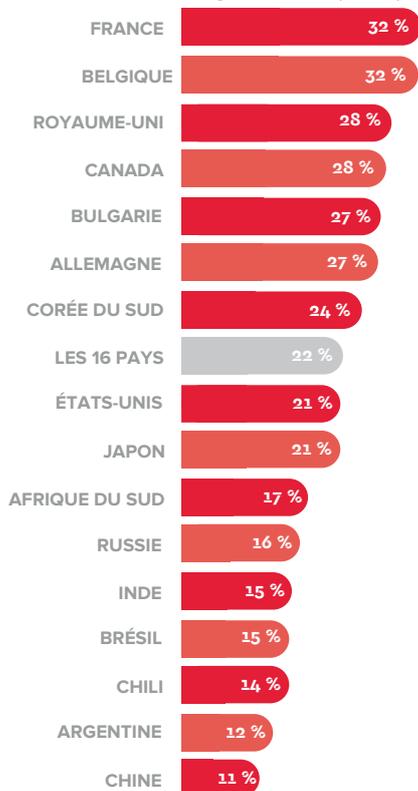
### Les travailleurs (30c)



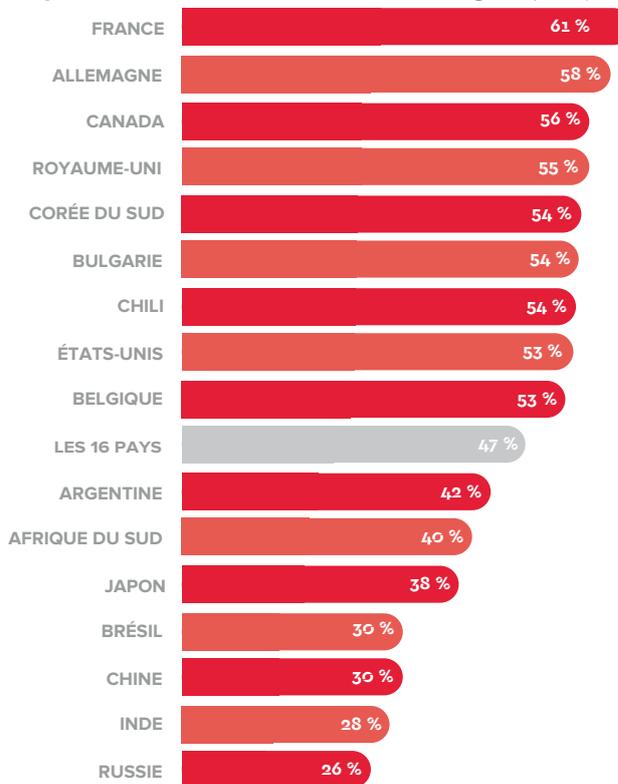
### Notre société (30d)



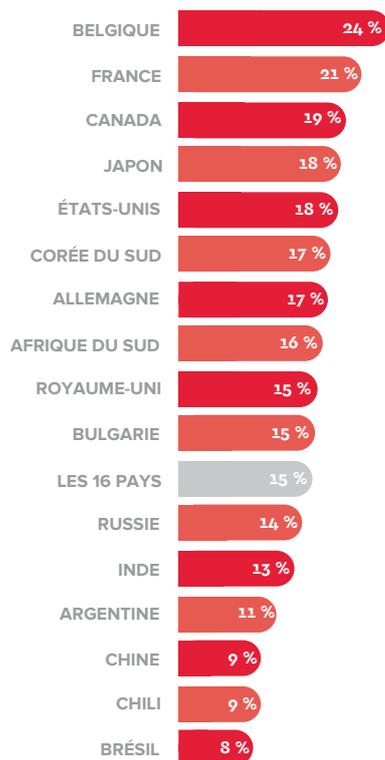
### La sécurité des produits (30e)



### La protection de mes données en ligne (30f)



**Figure 30c-f Question 17** Dans l'ensemble, pensez-vous que les grandes entreprises internationales de technologie (p. ex. Amazon, Facebook, Google, etc.) ont eu un impact positif ou négatif sur chacune des catégories suivantes, au cours des trois dernières années? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses négatives.

**Le fait de nous faciliter la vie (30g)****Conclusions ciblées**

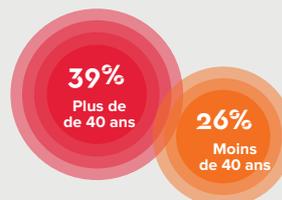
«Les personnes plus âgées s'inquiètent davantage de l'incidence des entreprises internationales de technologie sur elles-mêmes et les autres citoyens.»



Si une majorité de personnes interrogées, indépendamment de l'âge, pensent que les grandes entreprises de technologie ont eu un effet positif sur leur vie en la leur facilitant (70 % des personnes de moins de 40 ans et 71 % des 40 ans et plus), plus le répondant est âgé, plus il ou elle aura tendance à penser que l'incidence de ces entreprises est négative, surtout les personnes de 65 ans et plus (19 % de réponses négatives).



Si 18 % des personnes de moins de 40 ans pensent que ces entreprises ont eu des effets négatifs sur les personnes comme elles, la proportion monte à 26 % (soit plus d'une personne sur quatre) chez les 65 ans et plus. En outre, 35 % des répondants de 65 ans et plus estiment que les grandes entreprises de technologie ont négativement affecté l'économie de leur pays (par rapport à 25 % chez ceux de moins de 40 ans) et 40 % pensent que leur incidence est négative sur notre société (à comparer aux 29 % de répondants de moins de 40 ans à partager ce point de vue).



Ces répondants plus âgés voient aussi les effets négatifs que de telles grandes entreprises de technologie peuvent avoir sur les travailleurs : 39 % pensent qu'elles ont un impact négatif sur les travailleurs, alors que la proportion est de 26 % chez les répondants de moins de 40 ans.

## 5.3 Réglementer les grandes entreprises de technologie

### Faut-il réglementer les entreprises internationales de technologie ?

Pour ce point, les répondants ont été invités à indiquer s'ils soutiennent ou s'opposent à ce que leur gouvernement adopte une série d'actions individuelles relatives aux entreprises internationales de technologie.

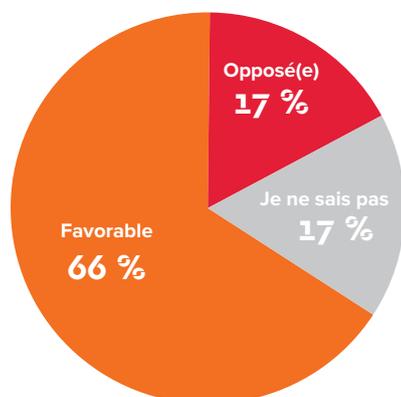
«La population veut que les gouvernements agissent.»

Deux tiers, ou à peine moins, des personnes interrogées dans les pays couverts par le sondage d'opinion souhaitent que leur gouvernement agisse sur deux thèmes clés liés aux entreprises internationales de technologie : deux personnes sur trois (66 %) encouragent leur gouvernement à augmenter l'imposition des entreprises internationales de technologie et autant (66 %) souhaitent que le nombre de réglementations auxquelles les entreprises internationales de technologie doivent se soumettre augmente.

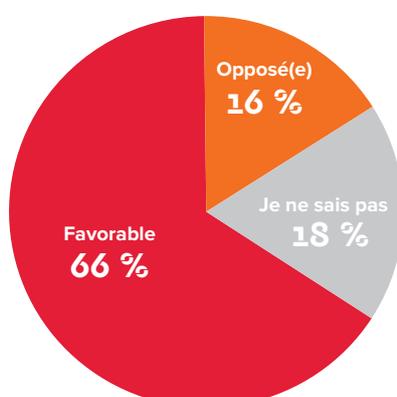
Bien qu'il s'agisse d'une option plus radicale, une personne sur trois (37 %) serait favorable à ce que leur gouvernement démantèle les entreprises internationales de technologie en entreprises de plus petite taille. Pour cette mesure, presque autant de répondants (33 %) se montrent indécis et à peine 30 % s'y opposent.

## Seriez-vous favorable à une augmentation de l'imposition et de la réglementation relatives aux grandes entreprises internationales de technologie ?

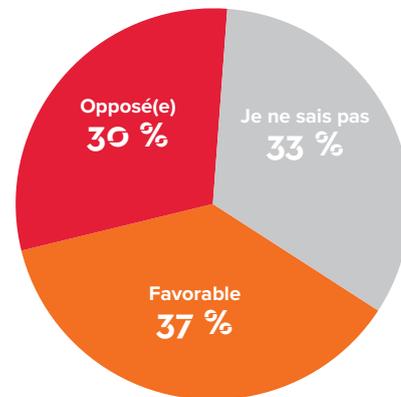
Augmenter les taxes payées par les entreprises internationales de technologie



Augmenter le nombre de réglementations auxquelles les entreprises internationales de technologie doivent se soumettre



Démanteler les entreprises internationales de technologie pour en faire des entreprises de plus petite taille



*«Une grande majorité des personnes interrogées dans tous les pays soutiennent l'augmentation de l'imposition et de la réglementation relatives aux entreprises internationales de technologie.»*

Même si le soutien à ces mesures est majoritaire dans tous les pays, son intensité fluctue d'un pays à l'autre.

Les pays les plus enclins à soutenir une hausse des taxes sont le Royaume-Uni (82 %), le Canada (75 %), la Chine (74 %) et la France (71 %), alors que ceux moins favorables à cette mesure sont le Brésil (54 %), la Corée du Sud (58 %), et les États-Unis et l'Argentine (59 % dans les deux pays).

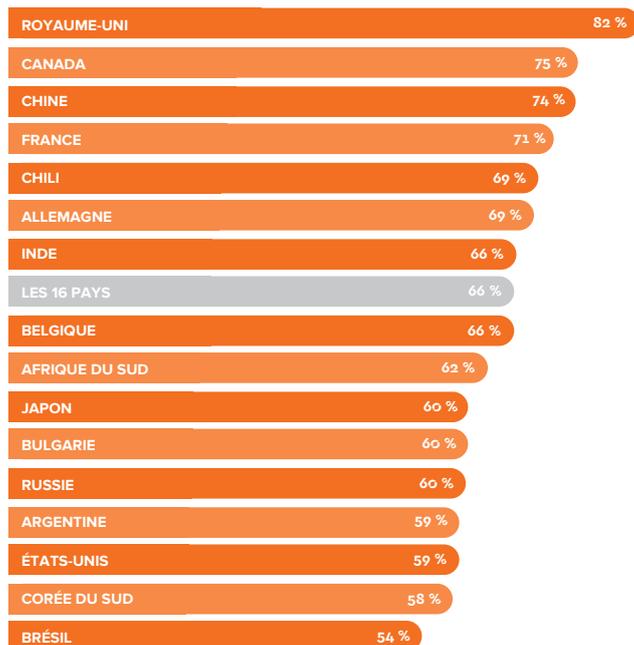
Les pays les plus enclins à soutenir une hausse de la réglementation sont la Chine (85 %), le Chili (75 %), et le Royaume-Uni et la France (72 % dans les deux pays), alors que ceux moins favorables à cette mesure sont la Corée du Sud (43 %), les États-Unis (52 %), le Japon (57 %) et la Belgique (59 %).

*«Un soutien en hausse en faveur du démantèlement des grandes entreprises internationales de technologie au Chili et en Inde.»*

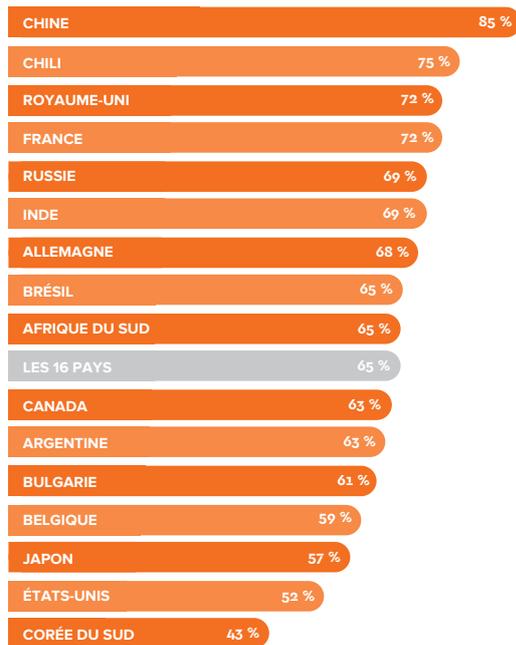
La moitié, ou à peine moins, des personnes interrogées en Inde (50 %) et au Chili (47 %) soutiennent cette mesure.

# Seriez-vous favorable à une augmentation de l'imposition et de la réglementation relatives aux grandes entreprises internationales de technologie ? Comparaison entre les pays

## Augmenter taxes payées par les entreprises internationales de technologie (32a)



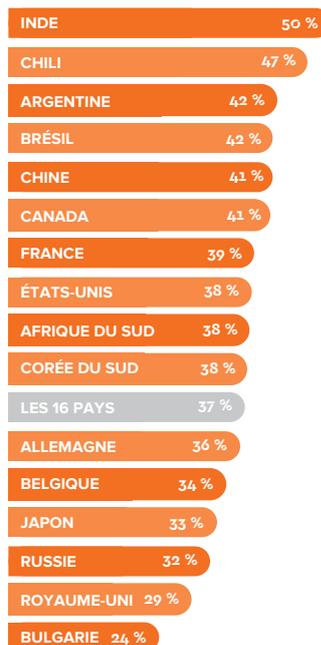
## Augmenter réglementations auxquelles les entreprises internationales de technologie doivent se soumettre (32b)



En accord avec leurs préoccupations en hausse liées à l'impact négatif des entreprises internationales de technologie, les personnes de 65 ans et plus sont plus enclines à soutenir ces deux mesures :

- 78 % d'entre elles souhaitent que les taxes payées par les entreprises internationales de technologie augmentent.
- 73 % d'entre elles soutiennent un renforcement de la réglementation imposée aux entreprises internationales de technologie.

## Démanteler les entreprises internationales de technologie pour en faire des entreprises de plus petite taille (32c)



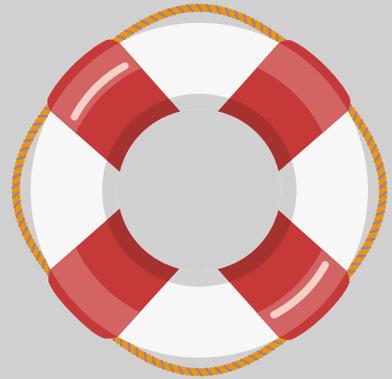
**Graphique 32a-c Question 18** Seriez-vous favorable ou opposé(e) à ce que les gouvernements prennent les mesures suivantes concernant les grandes entreprises internationales de technologie (p. ex. Amazon, Facebook, Google, etc.)? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre le plus élevé de «Favorable».

A grayscale photograph of two workers in safety gear standing on a concrete floor next to a large industrial wheel. The worker on the left is wearing a cap and safety glasses, while the worker on the right is wearing a hard hat and a face mask. The text is overlaid on the image.

**6.6 Principales conclusions :**  
Législation  
du travail et  
protection sociale

---

## Les syndicats et les lois qu'ils protègent sont plus importants que jamais



**En ces temps de grande incertitude économique, partout sur la planète, les gens reconnaissent l'importance des syndicats, ainsi que de la législation du travail et des protections sociales pour lesquelles ils se battent.**

À l'échelle mondiale, deux personnes interrogées sur trois (68 %) pensent que les syndicats ont un rôle important à jouer dans la société et c'est un point de vue que partage la majorité de la population de tous les pays couverts par le sondage. C'est aussi le sentiment d'au moins 65 % de la population de chacune des régions et de chacun des groupes de pays étudiés : dans les pays BRICS (75 %), en Asie (69 %), en Europe (68 %), dans les pays du G20 (67 %) et sur le continent américain (65 %).

Aujourd'hui – comme toujours –, le soutien en faveur des lois qui protègent les travailleurs est généralisé. Un soutien considérable se dégage en faveur des lois qui protègent la santé et la sécurité des travailleurs (92 %), qui leur donnent le droit de négocier collectivement (85 %) et qui leur garantissent un salaire minimum décent (88 %). La population soutient massivement des lois qui accordent aux travailleurs le droit de se syndiquer (81 %) et le droit de grève (71 %). Dans tous les pays couverts par le sondage, une majorité de répondants soutiennent chacune de ces lois.

Ce soutien reste identique, indépendamment de l'âge et du genre. Outre les droits des travailleurs et des travailleuses, on note un soutien partout dans le monde en faveur de socles de protection sociale pour lesquels les syndicats se battent : au moins 84 % des personnes interrogées soutiennent l'accès à l'éducation (90 %) et aux soins de santé (91 %), des pensions de retraite décentes (91 %), l'indemnisation du congé maternité (87 %) et des allocations de chômage (84 %).

## 6.1 Soutien public en faveur la législation du travail et du droit de grève

Êtes-vous favorable ou opposé à la législation du travail et au droit de grève ?

«Soutien unanime pour la législation du travail.»

Au moins sept personnes sur dix soutiennent les lois du travail énumérées dans l'enquête. En moyenne, 84 % des répondants sont favorables à chacune de ces lois.

C'est un soutien quasi universel en faveur des lois qui protègent la santé et la sécurité des travailleurs (92 % de réponses favorables) et des lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs (88 % de réponses favorables).

Le soutien est également extrêmement fort pour les lois qui donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement, ce qui leur permet de s'unir pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail (85 % de réponses favorables), mais aussi pour celles qui donnent aux travailleurs le droit de se syndiquer (81 % de réponses favorables).

Quant aux lois qui protègent le droit de grève, elles sont soutenues par presque trois quarts des répondants (71 %).

## Êtes-vous favorable ou opposé à la législation du travail et au droit de grève ?



**Graphique 33 Question 5 : Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune des lois suivantes?** Note : n = 21346. Cette question n'a pas été posée en Chine, mais l'a été au Mexique (n = 1008), en Égypte (n = 1053) et en Indonésie (n = 2034).

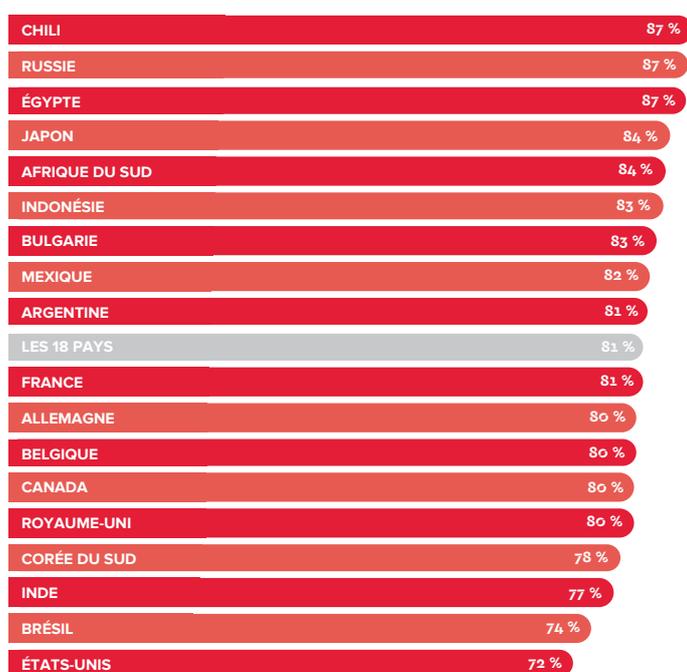
« Dans tous les pays, une majorité de personnes ayant répondu sont favorables à ces lois du travail. »

Dans chacun des 18 pays où la question a été posée, une majorité de personnes sont favorables aux cinq lois du travail mentionnées. Le soutien le plus faible concerne la loi relative au droit de grève à laquelle un peu plus de la moitié des répondants indonésiens (51 %) sont favorables. Toutefois, le pays suivant où l'on enregistre le plus faible soutien au droit de grève est l'Afrique du Sud (66 %), ce qui montre à nouveau que le soutien apporté à ces lois est considérable. Dans chacun des pays concernés, au moins :

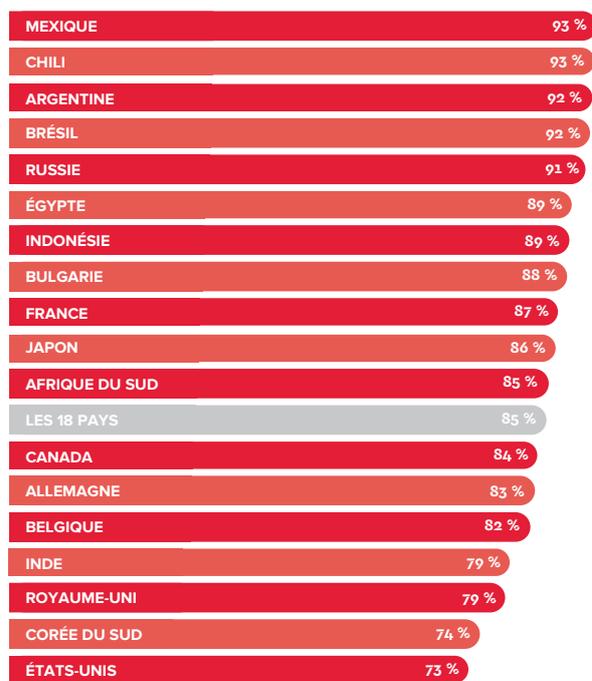
- 72 % des répondants sont favorables aux lois qui donnent aux travailleurs le droit de se syndiquer
- 73 % des répondants sont favorables aux lois qui donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement, ce qui leur permet de s'unir pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail
- 74 % des répondants sont favorables aux lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs
- 87 % des répondants sont favorables aux lois qui protègent la santé et la sécurité des travailleurs
- 51 % des répondants sont favorables aux lois qui protègent le droit de grève

## Êtes-vous favorable ou opposé à la législation du travail et au droit de grève ? Comparaison entre les pays

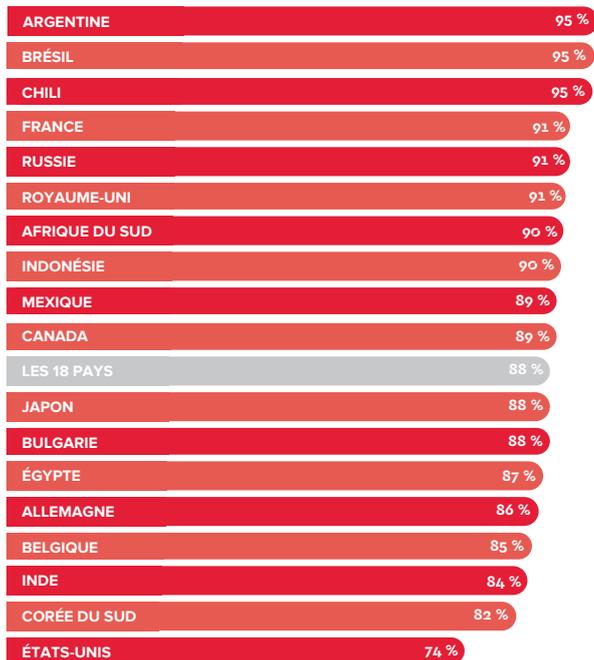
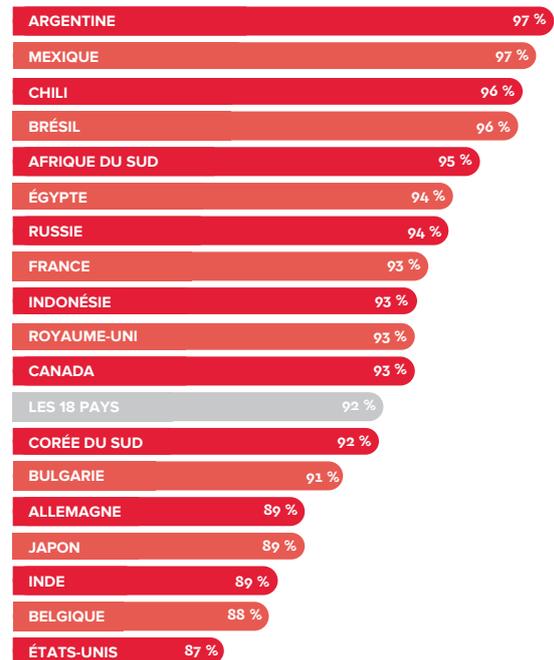
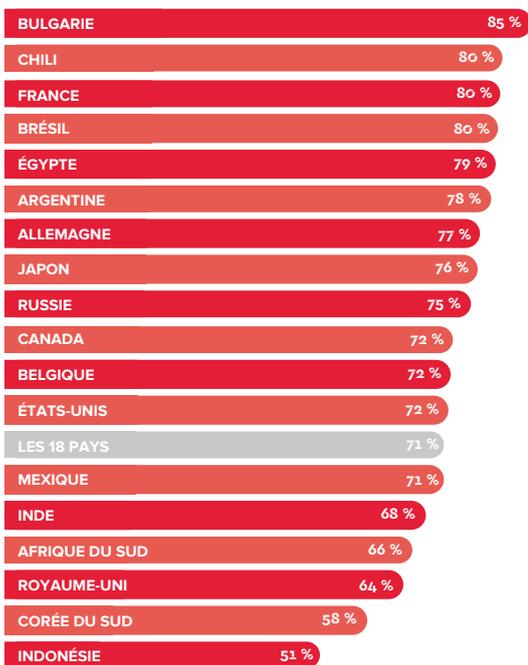
### Lois qui donnent aux travailleurs le droit de se syndiquer (34a)



### Lois qui donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement (34b)



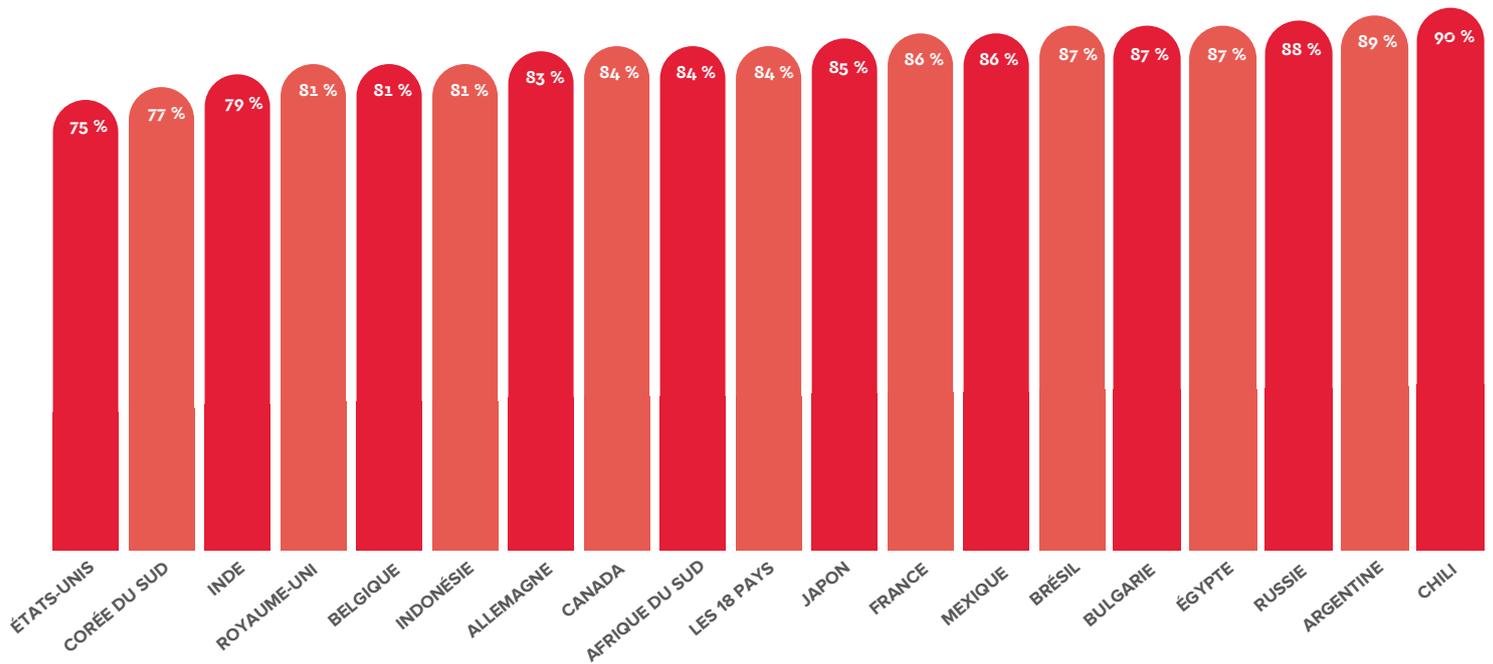
**Graphique 34a-b Question 5 :** Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune des lois suivantes? Note : n = 21346. Cette question n'a pas été posée en Chine, mais l'a été au Mexique (n = 1008), en Égypte (n = 1053) et en Indonésie (n = 2034).

**Lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs (34c)****Lois qui protègent la santé et la sécurité des travailleurs (34d)****Lois qui protègent le droit de grève (34e)**

**Graphique 34c-e Question 5 : Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune des lois suivantes?** Note : n = 21346. Cette question n'a pas été posée en Chine, mais l'a été au Mexique (n = 1008), en Égypte (n = 1053) et en Indonésie (n = 2034).

Le soutien moyen pour les cinq questions est également élevé : la moyenne mondiale est de 84 %. Ce chiffre (le soutien moyen pour les lois du travail) est également haut dans chaque pays, au minimum à 75 % (États-Unis).

Voici le soutien moyen pour les cinq lois dans chaque pays :



**Graphique 35 Question 5** Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune des lois suivantes? Note : n = 21346. Cette question n'a pas été posée en Chine, mais l'a été au Mexique (n = 1008), en Égypte (n = 1053) et en Indonésie (n = 2034).

## 6.2 La protection sociale est essentielle

Les gouvernements doivent-ils fournir à leur population un accès à l'éducation et aux soins de santé, des pensions de retraite et des allocations de chômage, et un congé de maternité ?

*«Une majorité écrasante des répondants sont favorables à ce que les gouvernements prévoient et fournissent un socle de protection sociale.»*

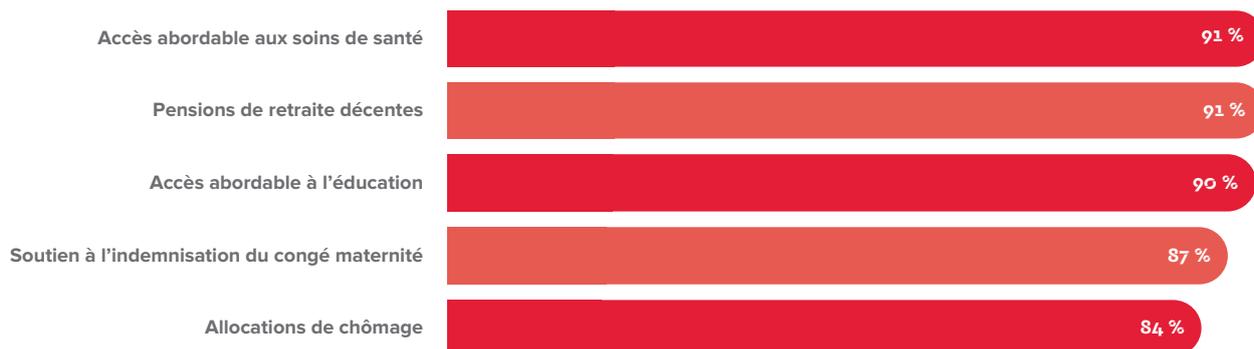
Partout sur la planète, les personnes interrogées encouragent fortement et quasi universellement les gouvernements à fournir une protection sociale. Pour les cinq éléments proposés (allocations de chômage, pensions de retraite décentes, accès aux soins de santé

et à l'éducation, et soutien à l'indemnisation du congé maternité), près de neuf personnes sur dix (au minimum 84 % et une moyenne de 89 %) sont favorables à un soutien du gouvernement.

Peu de différences ont été enregistrées et le soutien aux différents éléments est élevé :

- 91 % sont favorables à ce que le gouvernement fournisse un accès aux soins de santé
- 91 % sont favorables à ce que le gouvernement fournisse des pensions de retraite décentes
- 90 % sont favorables à un accès à l'éducation
- 87 % sont favorables à un soutien à l'indemnisation du congé maternité
- 84 % sont favorables à ce que le gouvernement fournisse des allocations de chômage

## Les gouvernements doivent-ils fournir à leur population un accès à l'éducation et aux soins de santé, des pensions de retraite et des allocations de chômage, et un congé de maternité ?

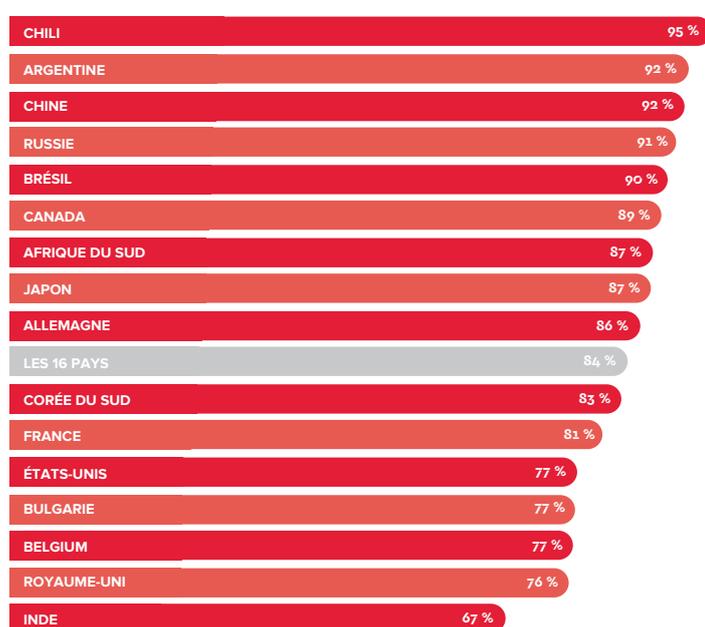


*«Le soutien est généralisé.»*

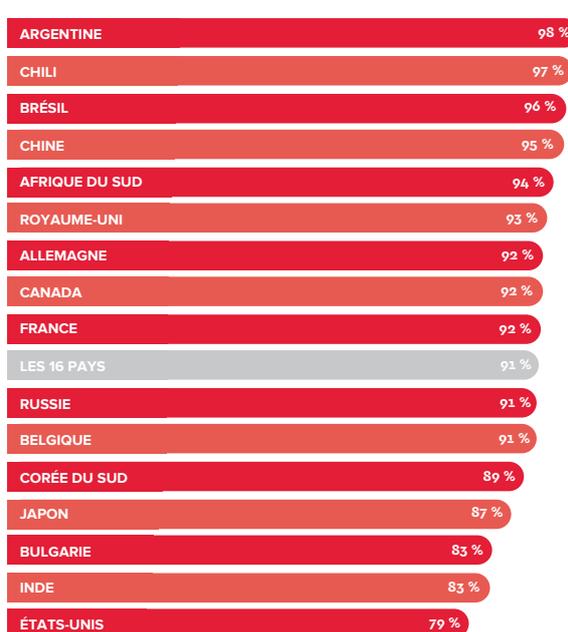
Dans les 16 pays couverts dans le sondage, les personnes interrogées ont majoritairement soutenu les cinq éléments (c'est aux États-Unis que le soutien minimum a été enregistré : 76 % de réponses favorables pour l'indemnisation du congé de maternité).

# Les gouvernements doivent-ils fournir à leur population un accès à l'éducation et aux soins de santé, des pensions de retraite et des allocations de chômage, et un congé de maternité? Comparaison entre les pays

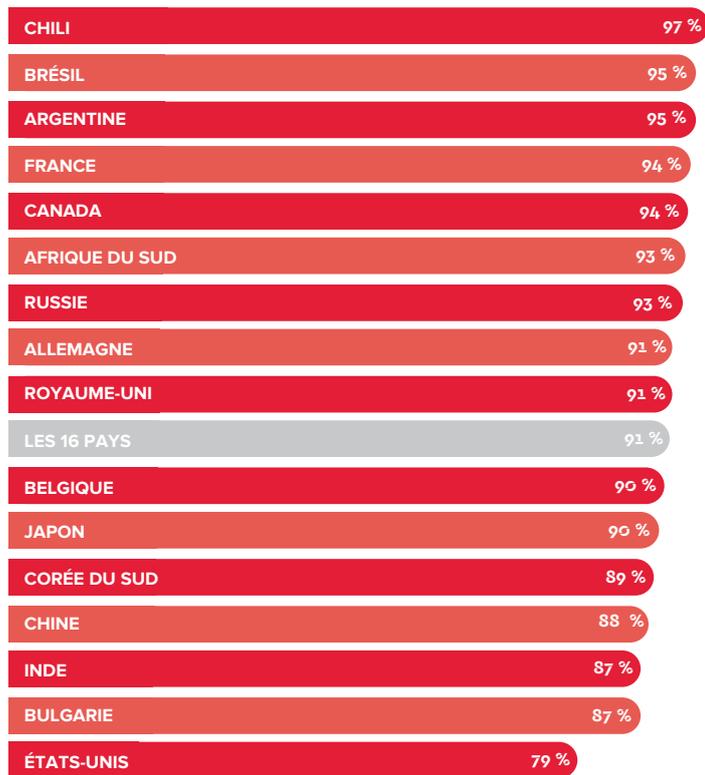
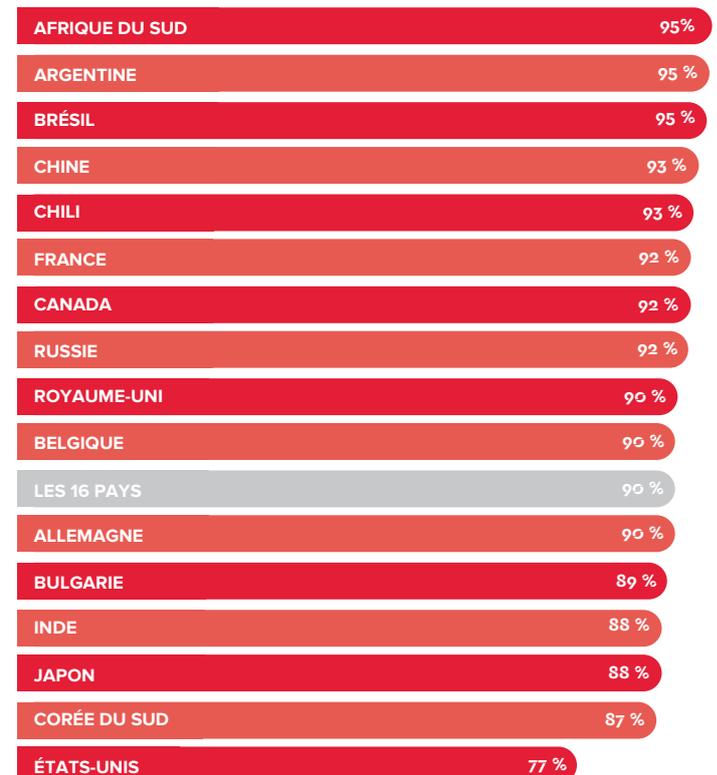
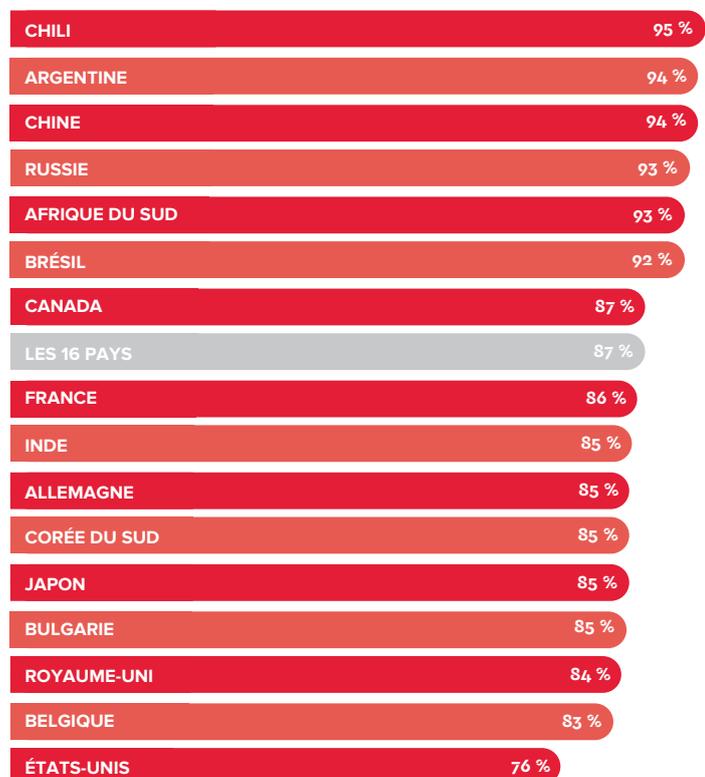
## Allocations de chômage (37a)



## Pensions de retraite décentes (37b)



**Graphique 37a-b Question 7** Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune des lois suivantes? NNote : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses «Favorable».

**Accès abordable aux soins de santé (37c)****Accès abordable à l'éducation (37d)****Soutien à l'indemnisation du congé maternité (37e)**

**Graphique 37c-e Question 7** Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune des lois suivantes? Note : n = 18281; n représente environ 1000 personnes dans chaque pays, sauf en Allemagne où n = 2222, au Royaume-Uni où n = 1605 et aux États-Unis où n = 1292. Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction du nombre de réponses «Favorable».

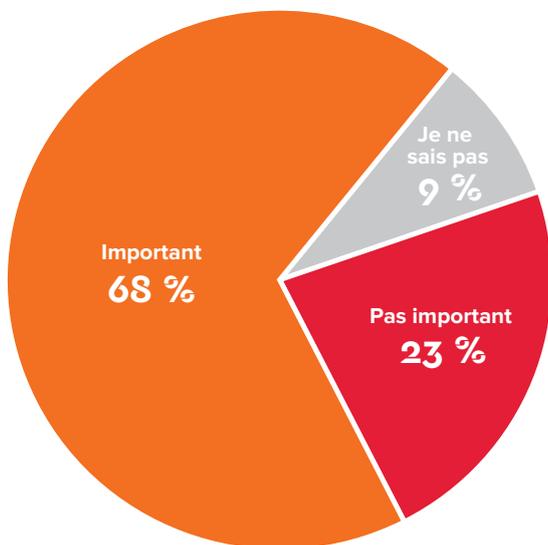
## 6.3 La responsabilité des syndicats : trois quarts des personnes soutiennent les organisations syndicales

Les syndicats doivent-ils jouer un rôle actif dans la société ?

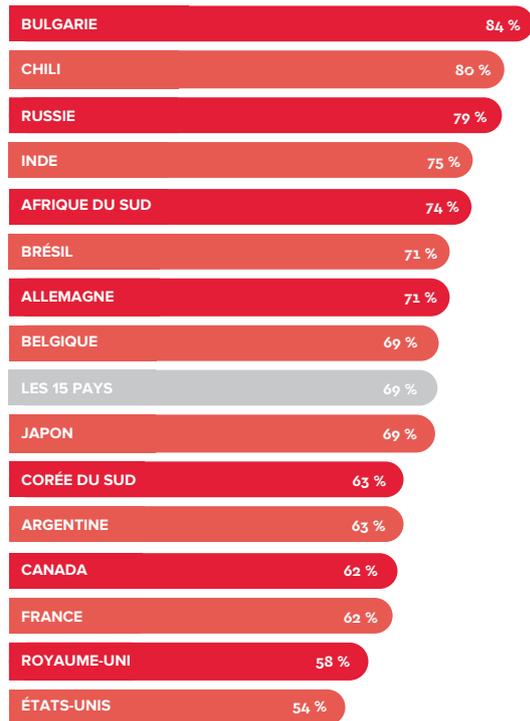
«La plupart des personnes interrogées pensent que les syndicats ont un rôle à jouer.»

Plus de deux tiers des personnes (68 %) pensent que les syndicats ont un rôle à jouer dans la société.

### Les syndicats doivent-ils jouer un rôle actif dans la société ?



La majorité des répondants des 15 pays estiment que les syndicats ont un rôle important à jouer et c'est en Bulgarie (84 %), au Chili (80 %) et en Russie (79 %) que la population a le plus tendance à le penser.



«Une majorité d'hommes et de femmes, de jeunes et de personnes plus âgées estiment que les syndicats ont un rôle actif à jouer dans la société.»

Une majorité d'hommes (67 %) et un peu plus de femmes (70 %) pensent qu'il est important que les syndicats jouent un rôle actif dans la société. De la même façon, 69 % des personnes de moins de 40 ans saisissent l'importance des syndicats et 68 % des personnes de 40 ans et plus partagent également ce point de vue.

«Dans toutes les régions du globe, les citoyens ont conscience de l'importance des syndicats.»

Outre la majorité des personnes de tous les pays qui pensent que les syndicats ont un rôle important à jouer, au moins deux personnes sur trois (65 %) dans les cinq régions ou groupes de pays sont de ces avis. Les répondants des pays BRICS (75 %) sont les plus enclins à penser que les syndicats ont un rôle important à jouer, alors que c'est sur le continent américain que cette opinion est la moins partagée (65 %).

Les résultats obtenus en Asie (69 %), en Europe (68 %) et dans les pays du G20 (67 %) reflètent la moyenne mondiale.

A large crowd of people, many wearing face masks, in a public space. The image is dark and serves as a background for the text.

**Annexe :**

**Principaux  
résultats**

---

## Légende

BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	CN	DE	KR
Brésil	Canada	Chili	Afrique du Sud	Inde	France	États-Unis	Chine	Allemagne	Corée du Sud
UK	BE	JP	AR	RU	BG	MX	EG	ID	
Royaume-Uni	Belgique	Japon	Argentine	Russie	Bulgarie	Mexique	Égypte	Indonésie	

## Q1 Situation économique

En pensant à la situation économique, comment décririez-vous la situation économique actuelle dans votre pays – est-elle très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise?

	Total	BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	CN	DE	KR	UK	BE	JP	AR	RU	BG
Très bonne	7	10	7	5	5	15	1	24	15	8	3	2	6	3	3	3	2
Plutôt bonne	37	34	46	25	16	42	30	36	63	60	15	44	42	20	12	32	37
Plutôt mauvaise	35	31	30	49	33	27	46	22	18	24	47	36	39	45	51	44	32
Très mauvaise	17	23	12	18	45	14	16	7	3	4	33	7	9	25	32	18	27
Je ne sais pas/refuse de répondre	4	1	5	4	1	2	6	11	2	4	2	11	4	5	2	4	1

## Q2 Situation financière personnelle

Laquelle des affirmations suivantes décrit le mieux votre situation financière?

	Total	BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	CN	DE	KR	UK	BE	JP	AR	RU	BG
Je n'ai pas assez d'argent pour les biens de première nécessité, comme le logement, la nourriture et l'électricité	10	10	8	13	16	13	10	9	13	7	15	4	7	9	18	5	7
J'ai assez d'argent pour les biens de première nécessité, mais j'arrive tout juste à m'en sortir	37	46	40	51	48	33	39	29	27	33	40	28	36	39	52	26	45
J'ai assez d'argent pour les biens de première nécessité, et je peux économiser un peu	42	38	40	30	28	39	44	41	50	47	36	53	46	37	26	63	44
J'ai assez d'argent pour les biens de première nécessité, et je peux économiser beaucoup	8	6	8	5	7	11	5	14	7	9	8	11	8	12	3	6	2
Je ne sais pas	3	0	4	2	1	4	2	6	3	4	2	3	2	3	1	0	1

### Q3 Revenu familial et coût de la vie

Au cours des deux dernières années, pensez-vous que vos revenus et ceux de votre famille ont augmenté plus que le coût de la vie, ont diminué par rapport au coût de la vie ou sont restés les mêmes par rapport au coût de la vie?

	Total	BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	CN	DE	KR	UK	BE	JP	AR	RU	BG
Ont augmenté	19	19	14	18	20	26	13	24	16	12	18	14	12	34	12	40	21
Ont diminué	44	50	52	52	55	33	54	34	36	47	31	43	56	26	71	15	46
Sont restés les mêmes	32	28	28	27	24	33	29	31	43	32	48	34	27	30	16	41	31
Je ne sais pas	6	3	6	3	1	7	4	11	6	9	3	9	4	9	2	5	1

### Q4 Niveau d'anxiété général

À titre personnel, dans quelle mesure êtes-vous inquiet/inquiète à l'égard des questions suivantes dans votre pays?

	Très inquiet/ inquiète	Plutôt inquiet/ inquiète	Un peu inquiet/ inquiète	Pas du tout inquiet/ inquiète	Je ne sais pas
Les licenciements	37	30	22	9	3
Le changement climatique	40	29	20	9	2
La concurrence déloyale des travailleurs étrangers à bas salaires	22	29	25	19	5
L'inégalité croissante entre le 1 % des personnes les plus riches et le reste de la population	40	29	17	10	4
L'affaiblissement, voire le démantèlement, des lois sur le travail	29	29	22	14	7
Les restrictions portant sur le droit de manifester pacifiquement	23	24	24	23	6
L'inégalité entre les hommes et les femmes en matière de salaires et d'opportunités	23	29	25	20	3
Le risque de guerre nucléaire	20	22	28	27	4
L'utilisation abusive de mes données personnelles en ligne	38	31	23	6	2

### Q5 Législation du travail

Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune des lois suivantes?

	Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé(e)	Très opposé(e)	Je ne sais pas
Les lois qui donnent aux travailleurs le droit de se syndiquer	47	34	8	3	8
Les lois qui donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement, ce qui permet aux travailleurs de s'unir pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail	53	32	6	2	6
Les lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs	64	24	5	2	4
Les lois qui protègent la santé et la sécurité des travailleurs	73	19	3	1	4
Les lois qui protègent le droit de grève	35	36	14	5	9

## Q6 Contrôle sur l'emploi

Pensez-vous avoir plus ou moins de contrôle sur les aspects suivants de votre vie par rapport à il y a cinq ans, ou pensez-vous qu'il n'y a aucune différence?

	Plus de contrôle	Moins de contrôle	Aucune différence	Je ne sais pas
Votre nombre d'heures travaillées	25	28	37	9
La rémunération que vous percevez pour votre travail	20	35	36	9
Choix d'un travail décent	24	33	33	10
Le fait qu'on vous surveille en ligne au travail	22	30	39	9

## Q7 Protection sociale

Et seriez-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à ce que le gouvernement cherche à fournir aux travailleurs chacun des éléments suivants?

	Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé(e)	Très opposé(e)	Je ne sais pas
Des allocations de chômage	51	33	8	3	5
Des pensions de retraite décentes	71	20	4	2	4
Un accès abordable aux soins de santé	70	21	4	2	3
Un accès abordable à l'éducation	66	24	4	2	4
Un soutien à l'indemnisation du congé maternité	59	28	6	2	5

## Q8 Sentiments à l'égard du gouvernement

Que pensez-vous des mesures prises par votre gouvernement concernant les sujets suivants?

	Je suis satisfait(e)	Je suis optimiste	Je n'ai pas d'avis tranché	Je suis désespéré(e)	Je suis en colère	Je ne sais pas
Réduire les inégalités entre les franges les plus aisées et le reste de la population	7	18	25	23	22	6
Veiller à ce que le salaire minimum soit suffisant pour mener une vie décente	9	26	22	21	17	5
Le coût des transports	5	17	33	21	18	7
Créer des emplois décents	10	26	26	20	12	6
Prendre en compte mes besoins et ceux de ma famille	9	21	28	21	15	6
Avoir un plan pour réduire l'impact du changement climatique	8	23	27	22	14	6

## Q9 Plan d'action mondial pour les gouvernements

Selon vous, votre gouvernement devrait-il faire plus ou moins dans chacun des domaines suivants?

	En faire plus	En faire moins	Avoir le même rôle qu'à l'heure actuelle	Je ne sais pas
S'assurer que les entreprises paient des impôts appropriés	73	7	13	7
Créer des emplois en investissant dans la prise en charge des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants d'âge préscolaire	74	7	12	7
Prendre des mesures visant à augmenter le salaire des travailleurs	70	8	16	7
Réglementer l'économie numérique pour promouvoir l'emploi et les droits des travailleurs	61	9	16	13
Protéger la sécurité de l'emploi et les droits des travailleurs pour les travailleurs nationaux et migrants	57	12	21	10
Soutenir l'intégration des réfugiés dans nos entreprises avec des salaires égaux et les mêmes conditions	37	24	24	15
Promouvoir une transition juste vers un avenir «zéro carbone»	63	10	15	11
Adopter de nouvelles règles pour que les entreprises multinationales mettent fin aux abus à l'égard des travailleurs dans leurs chaînes d'approvisionnement	66	8	14	12
Travailler avec d'autres pays pour promouvoir la paix, l'emploi et les droits de l'Homme	64	9	19	8
Rendre possibles l'emploi comme apprenti et l'apprentissage tout au long de la vie	69	7	16	8

## Q10 Le droit des travailleurs de savoir

Pensez-vous que les employés devraient avoir le droit de savoir quelles mesures leur entreprise prévoit pour les emplois et les lieux de travail en termes de «climate proofing», c'est-à-dire en intégrant la prise en considération des défis climatiques?

	Total	BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	CN	DE	KR	UK	BE	JP	AR	RU	BG
Ils devraient y avoir droit	79	81	80	93	89	80	70	59	87	79	83	67	68	75	88	82	88
Ils ne devraient pas y avoir droit	7	8	8	2	6	10	4	14	6	7	6	8	8	5	4	3	4
Je ne sais pas	15	11	12	5	5	10	26	27	7	14	11	24	24	20	9	15	7

## Q11 Expérience personnelle ou familiale directe du chômage

Au cours des deux dernières années, avez-vous ou un membre de votre famille a-t-il été au chômage ou subi une réduction des heures de travail?

	Total	BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	CN	DE	KR	UK	BE	JP	AR	RU	BG
Oui	39	57	42	67	72	47	38	33	40	17	36	25	27	13	59	47	46
Non	55	39	53	30	26	44	56	57	52	80	54	69	66	81	37	51	53
Je ne sais pas	5	4	6	4	1	9	6	10	8	4	9	6	6	6	4	2	1

## Q12 La génération à venir trouvera-t-elle un emploi décent ?

En ce qui concerne la génération à venir, quelle est la probabilité selon vous qu'ils trouvent un emploi décent ?

	Total	BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	CN	DE	KR	UK	BE	JP	AR	RU	BG
Très probable	11	17	9	11	8	25	2	16	20	11	5	4	5	3	7	9	24
Plutôt probable	36	42	40	33	19	34	31	36	44	47	25	40	39	23	29	40	38
Plutôt peu probable	30	25	30	39	29	21	41	21	15	22	47	28	35	40	43	34	20
Très peu probable	12	11	12	12	40	14	15	8	9	5	13	7	9	15	15	9	12
Je ne sais pas	11	4	9	5	4	6	11	19	11	15	11	20	12	20	6	7	5

## Q13 Salaire minimum

Selon vous, le salaire minimum payé dans votre pays est-il suffisant pour permettre aux travailleurs de jouir d'une vie décente ?

	Total	BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	DE	KR	UK	BE	JP	AR	RU	BG	MX	EG	ID
Oui	15	7	16	5	13	30	11	21	17	22	18	17	12	6	4	4	4	12	27
Non	76	91	73	92	82	61	79	62	74	65	64	69	73	93	94	94	95	74	60
Je ne sais pas	9	2	11	3	4	9	9	16	10	13	18	14	15	2	2	2	1	13	12

## Q14 Qui profite principalement du système économique ?

Pensez-vous que le système économique national favorise de façon générale les plus riches ou est-il équitable pour la plupart des personnes de votre pays ?

	Total	BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	DE	KR	UK	BE	JP	AR	RU	BG	MX	EG	ID
Favorise les plus riches	71	83	68	82	76	59	77	59	68	79	69	72	62	73	81	88	80	67	61
Équitable pour la plupart	18	13	23	13	18	29	12	28	20	12	20	18	22	13	9	7	11	17	30
Je ne sais pas	10	5	10	5	6	13	11	13	11	9	11	10	17	14	10	5	9	16	10

## Q15 Qui établit les règles économiques ?

Selon vous, quelle influence les groupes suivants ont-ils sur l'économie mondiale ?

	Trop d'influence	Pas assez d'influence	L'influence qu'ils méritent	Je ne sais pas
Les intérêts des grandes entreprises	57	17	13	12
Les travailleurs	14	63	14	10
Les consommateurs	21	49	20	10
Les gens comme moi	8	66	14	11
Le gouvernement	32	39	17	12
Le 1 % des personnes les plus riches	65	13	10	11

## Q16 Politiques qui augmentent la confiance dans le gouvernement

Auriez-vous davantage ou moins confiance dans un gouvernement qui agit en prenant les initiatives suivantes, ou cela ne ferait-il aucune différence pour vous?

	J'aurais davantage confiance	J'aurais moins confiance	Aucune différence	Je ne sais pas
Réduire l'écart entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas	59	16	18	7
Demander des comptes aux entreprises quant à la façon dont elles traitent les travailleurs et l'environnement	61	14	18	7
S'engager dans un traité international interdisant les armes nucléaires	53	13	26	9
Prévoir une transition juste vers un avenir «zéro carbone»	50	14	25	11
Augmenter les impôts pour prendre en charge les soins des enfants, des personnes âgées et des personnes malades	37	29	25	9
Augmenter le salaire minimum et s'engager pour des emplois décents	64	13	17	6
Travailler avec les autres gouvernements pour trouver des solutions communes	53	13	25	8

## Q17 Incidences positive et négative des grandes entreprises de technologie

Dans l'ensemble, pensez-vous que les grandes entreprises internationales de technologie (p. ex. Amazon, Facebook, Google, etc.) ont eu un impact positif ou négatif sur chacune des catégories suivantes, au cours des trois dernières années?

	Très positif	Assez positif	Assez négatif	Très négatif	Je ne sais pas
Les gens comme moi	15	46	16	5	18
L'économie nationale	12	37	22	8	22
Les travailleurs	11	37	23	7	22
Notre société	13	40	23	9	15
La sécurité des produits que j'achète en ligne	14	45	17	5	18
La protection de mes données personnelles en ligne	10	26	31	16	17
Le fait de nous faciliter la vie	25	48	11	4	12

## Q18 Actions des gouvernements par rapport aux grandes entreprises de technologie

Seriez-vous favorable ou opposé(e) à ce que les gouvernements prennent les mesures suivantes concernant les grandes entreprises internationales de technologie (p. ex. Amazon, Facebook, Google, etc.)?

	Favorable	Opposé(e)	Je ne sais pas
Augmenter les taxes payées par les entreprises internationales de technologie	66	17	17
Augmenter le nombre de réglementations auxquelles les entreprises internationales de technologie doivent se soumettre	65	16	18
Démanteler les entreprises de technologie internationales pour en faire des entreprises de plus petite taille	37	30	33

## Q19 Importance du rôle des syndicats dans la société

Selon vous, dans quelle mesure est-il important que les syndicats jouent un rôle actif au sein de la société?

	Total	BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	DE	KR	UK	BE	JP	AR	RU	BG
Très important	<b>32</b>	44	24	53	42	38	22	27	32	11	22	28	21	31	39	47
Plutôt important	<b>37</b>	27	38	27	32	37	40	27	39	52	36	41	48	33	41	37
Pas très important	<b>15</b>	13	19	12	13	13	16	15	15	22	20	18	17	16	12	8
Pas du tout important	<b>7</b>	12	9	5	9	4	9	12	5	8	7	6	3	17	3	4
Je ne sais pas	<b>9</b>	4	10	3	4	8	13	19	10	7	15	7	12	4	6	4

## Q20 Travail rémunéré le week-end

En ce qui concerne le travail rémunéré que vous faites le week-end (autrement dit le samedi et/ou le dimanche), quelle proposition vous correspond?

	Total	BR	CA	CL	ZA	IN	FR	US	CN	DE	KR	UK	BE	JP	AR	RU	BG
Je travaille actuellement plus le week-end qu'il y a cinq ans	<b>17</b>	21	17	20	21	25	14	19	18	14	9	16	10	10	13	22	18
Je travaille actuellement moins le week-end qu'il y a cinq ans	<b>17</b>	20	18	21	20	17	9	17	15	13	32	15	13	16	21	16	18
Aucune différence : je travaille actuellement à peu près autant le week-end qu'il y a cinq ans	<b>28</b>	22	29	20	24	28	28	35	32	28	30	17	25	48	25	30	27
Aucune différence : je ne travaille pas le week-end, et je ne travaillais pas non plus le week-end il y a cinq ans	<b>33</b>	32	28	34	31	23	42	22	31	39	22	48	44	17	38	27	34
Je ne sais pas	<b>6</b>	4	8	5	3	8	7	8	4	6	7	5	8	8	3	5	4

**Note :** une différence de 1 % peut apparaître entre le rapport et les premiers résultats, les chiffres ayant été arrondis.

Éditeur légalement responsable :  
**Sharan Burrow**, secrétaire générale

**Confédération syndicale internationale**

Boulevard du Roi Albert II, 5, boîte 1, 1210 Bruxelles, Belgique  
Tél.: +32 2 224 99 448,  
Courriel: [info@ituc-csi.org](mailto:info@ituc-csi.org) — [www.ituc-csi.org](http://www.ituc-csi.org)

**Photos:**

p. 17 – Jeanne Menjoulet  
p. 48 – Martin Brochhaus  
p. 64 – Robert Scoble  
p. 76 – mrhayata